

étranger

LA GUERRE ENTRE L'IRAK ET L'IRAN

Moscou et Washington sont sortis mardi 30 septembre de la réserve presque absolue observée depuis le début du conflit irakien par les superpuissances.

M. Brejnev, tout en accusant les Américains de chercher à profiter du conflit, a fait une recommandation de procédure : que l'Irak et l'Iran tentent de régler par la négociation la partie la plus facile de leur différend en laissant le reste à des temps meilleurs.

Le secrétaire d'Etat américain, M. Muskie, s'est entretenu pendant quarante minutes avec le ministre irakien des affaires étrangères, M. Hammadi. C'était la première rencontre américaine-irakienne à ce niveau depuis la « guerre de six jours ». Il y a treize ans.

M. Muskie a souligné l'importance de la région, y compris celle de ses ressources pétrolières pour l'Occident, a déclaré ensuite le porte-parole du département d'Etat. Il a insisté sur notre détermination d'aider à la défense des amis et sur notre désir d'éviter une escalade du conflit.

Pour M. Hammadi, « la meilleure chose que

les Etats-Unis puissent faire est de rester soigneusement en dehors du conflit ». Selon les milieux du département d'Etat, cités par l'agence A.P., l'Irak « a été informé de cette ren-contrée et averti que M. Muskie était prêt à rencontrer le représentant iranien à l'ONU ».

Le général Zia-Ul-Haq, président du Pakis-tan, chargé d'une mission, a « hautement » par les Etats de la Conférence islamique, doit, en principe, prendre la parole, ce mercredi, à l'Assemblée des Nations unies.

Venant de Bagdad (et précédemment de Téhéran), le général Zia a en, mardi soir, un entretien de trente minutes avec M. Giscard d'Estaing. Celui-ci, selon le porte-parole de l'Elysée, a « manifesté l'intérêt et l'appui de la France à toute initiative de la Conférence islamique favorisant l'ouverture de négocia-tions ».

Le général Zia a essentiellement informé le président français de ses entretiens de Bagdad et de Téhéran, les dirigeants iraniens se montrant, semble-t-il, particulièrement durs.

M. Barre, répondant, mardi à Strasbourg,

aux questions de parlementaires du Conseil de l'Europe, a déclaré : « Si le conflit irakien-iranien reste limité géographiquement et dans le temps, il n'y a pas, dans l'immédiat, de risque pour l'approvisionnement en pétrole de l'Europe occidentale. (...) La liberté de circulation dans le détroit d'Ormuz doit être assurée ».

Sur le plan militaire, Bagdad a annoncé que son armée a lancé, mardi 30 septembre, une nouvelle « offensive de grande envergure » contre le centre pétrolier d'Abadan, confirmant implicitement que cette ville résiste toujours et que les assaillants marquent le pas. En revanche, Téhéran fait état de ses « succès militaires » et affirme avoir repris Qasr-e-Chirin et Mehran, ce qui n'est pas confirmé.

Selon le quotidien « Ectelat », les forces iraniennes auraient détruit, depuis le début des hostilités, quatre-vingt-neuf chasseurs Mig irakiens, trois hélicoptères, deux cent quarante et un chars et huit navires ; l'état-major pré-cise que soixante-sept chars ont été mis hors de combat au cours de la seule journée de mardi. Les dégâts subis par les deux pays sont

évalués par les experts à environ 20 milliards de dollars, rapporte le quotidien koweïtien « Al-Bal ».

Sur le plan politique, le Parlement iranien a décidé mardi de constituer un comité spécial de sept membres pour examiner le sort des cinquante-deux otages américains détenus depuis le 4 novembre dernier.

D'autre part, le ministère iranien de l'orien-tation nationale et ses organismes annexes dans l'ensemble du pays ont été fermés à partir de ce mercredi et jusqu'à nouvel ordre. Dans la mati-née, tous les employés de ce ministère avaient été licenciés sans préavis et plusieurs centaines d'entre eux avaient entrepris depuis de mani-fester devant les locaux du ministère en signe de protestation.

Le bombardement du Centre de recherches nucléaires de Bagdad par l'aviation iranienne a provoqué une vive satisfaction à Jérusalem, qui n'avait cessé ces derniers mois de dénoncer l'accession prochaine de l'Irak au rang de puissance nucléaire et l'aide que lui apportait la France dans ce secteur.

BAGDAD : le personnel français est évacué après le bombardement du site nucléaire de Tamuz

Bagdad. — Mardi 30 septembre vers 13 heures, pendant une alerte aérienne, le téléphone sonne dans le bureau de l'ambassadeur de France qui nous paraît justement de la situa-tion économique de l'Irak en guerre. Le site nucléaire de Tamuz, près de la capitale, vient d'être touché, apprend-on au représentant de la France. Il y a là un équivalent d'Osiris à Sacy. Le réacteur n'a pas été atteint, mais il y a des dégâts aux bâtiments de stockage. Vingt-cinq Français travaillant à Tamuz avaient déjà été évacués voici quelques jours. Il en reste soixante-quinze. L'ambassadeur nous indique que la décision est prise immédiatement de faire prendre en charge par d'autres sociétés françaises installées à Bagdad.

De notre envoyé spécial

pétrole en flammes. Le diamètre du foyer fait une bonne centaine de mètres. Une haute cheminée apparaît de temps en temps à travers la fumée qui recouvre les installations de la centrale proprement dite.

La pollution regarde hélas. Des villageois habitant à proximité ont été tués ou blessés, dit un milita-ire. La tournée organisée pour la presse se poursuit dans un hôpital où l'on tient à montrer les victimes civiles du raid. Des caméras de télévision ronronnent entre les lits occupés par des hommes criblés d'éclats, brûlés ou intoxiqués par le gaz et la fumée.

L'efficacité des Phantom iraniens

Après une relative accalmie, diman-che, Bagdad vit donc de nouveau en état de guerre, et personne ne s'aventure à dire jusqu'où cela peut aller. Le bilan des dommages infligés à l'économie irakienne après dix jours de combat est très difficile à établir, aucun communiqué n'étant pleinement crédible. Ce que l'on constate, c'est que les chasseurs-bombardiers Phantom de l'Irak sont d'une très grande efficacité. Ce ne sont pas des bombardiers lourds, et ils ne peuvent lâcher que quelques bombes et roquettes, mais il suffit d'introduire dans leur appareilage électronique une fiche établie par un ordinateur pour attaquer un objectif avec une grande précision.

Lors des raids qui ont marqué le début des hostilités, les irakiens ont tenté de détruire ces appareils au sol, ce qui leur aurait permis de mener à bien une action du type « guerre de six jours ». Mais il sem-ble bien que les Phantom étaient cachés dans des abris souterrains, et rien n'indique que l'Irak ait la pos-sibilité de les empêcher de poursui-vre leurs représailles sur des objectifs économiques.

L'Irak a dû suspendre ses expor-tations de pétrole après l'attaque de Kirkouk, point de départ des oléoducs vers le Syrie. Les installations de pompage de pétrole de Mossoul ont été sérieusement endommagées. Les experts ont des avis différents sur les conséquences à long terme de ces dégâts. Certains estiment que rien d'irréparable n'a été commis et qu'il suffirait de quelques semaines pour tout remettre en marche.

Les avis divergent aussi sur l'im-portance réelle des bombardements spectaculaires du complexe pétro-chimique de Bassorah. Des bombar-dements intensifs ont aussi été signalés à Dohuk, au nord de l'Irak, où trois techniciens polonais ont été tués. Leurs compatriotes sont évacués en Syrie.

Pour le moment le rationnement d'essence n'a pas été établi. Le trafic commercial se poursuit avec l'ac-térieur par la Jordanie. Malgré cer-taines difficultés d'approvisionnement, la population, habituée depuis toujours aux ruptures de stock, n'est pas fondamentalement dérangée dans ses habitudes quotidiennes. En revan-che, l'image de marque de l'Irak à l'étranger, image d'un pays au plein développement et jouissant d'une relative stabilité politique, risque d'être affectée. La Foire interna-tionale de Bagdad, qui devait se tenir le 1^{er} octobre, a été annulée après qu'une roquette ait explosé sur le chantier, où l'on construisait des elands. Autre fait symbolique : les travaux de chantiers de construction pour la conférence des pays non alignés prévue pour 1982 sont inter-rompus.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Au conseil des ministres

LA FRANCE DEMANDE LA FIN DES COMBATS

Au cours du conseil des mi-nistres qui a siégé mercredi matin 1^{er} octobre au palais de l'Elysée, le gouvernement a entendu une communication du ministre des affaires étrangères sur l'évolution du conflit entre l'Irak et l'Irak. Aux termes du communiqué, le gouvernement souligne « sa plus préoccupation devant l'étendue des destructions déjà effectuées et la prolongation d'un conflit qui ébranle l'équilibre de la région ». Il ajoute : « La France demande que les deux pays répondent à l'appel du Conseil de sécurité en mettant fin aux combats. Elle rappelle l'importance vitale, pour l'économie mondiale, du maintien de la libre navigation dans le Golfe et le détroit d'Ormuz ».

« Au cours de son entretien avec le général Zia Ul-Haq, pré-sident du Pakistan, le président de la République l'a assuré du soutien de la France à l'action de paix entreprise dans le cadre de la conférence islamique ».

● L'Agence irakienne de presse a annoncé mercredi 1^{er} octobre, l'expulsion de trois journalistes qui avaient fait état de dégâts sur le centre de recherches nu-cléaires touché par un bombar-dement iranien. Il s'agit de jour-nalistes de l'A.F.P. du journal madrilène Diario-16, et du quoti-dien d'Amsterdam De Telegraaf. Selon l'Agence, ces trois journa-listes n'avaient pas vu les dégâts, et s'étaient basés sur des récits faits par d'autres. — (A.F.)

TÉHÉRAN : le gouvernement assure « qu'il n'hésitera devant aucun effort » pour garder ouvert le détroit d'Ormuz

Le gouvernement iranien a assuré, le mercredi 1^{er} octobre, la communauté internationale qu'il ne ménagera aucun effort en vue de sauve-garder la libre circulation dans le détroit d'Ormuz, indique un communiqué officiel émanant du gouvernement et diffusé par l'agence officielle « PARS ». « Au cours des derniers jours, déclare le communiqué, plusieurs gouvernements, sous prétexte d'exprimer leur souci devant la

possible fermeture du détroit d'Ormuz, ont envi-sagé d'intervenir dans la région du golfe Persique. Le gouvernement de la République islamique d'Iran, en pleine conscience de ses obligations internationales, assure la communauté interna-tionale que l'Iran n'hésitera devant aucun effort en vue de garder cette voie maritime en pleine activité ».

De notre envoyé spécial

conduisant à Téhéran, tiennent bon.

La situation dans l'ouest du pays est moins claire. Les mass media ont annoncé, dès mardi après-midi, un recul général des forces irakiennes, mais il a été pratiquement impossible de véri-fier cette information.

Quoi qu'il en soit, le mot d'ordre général est « résistance jusqu'au bout ». Que l'Iran gagne ou perde la première manche de la guerre, a insisté, mardi soir, l'imam Khomeiny dans une dé-clARATION radio-télévisée, il est du devoir de tout bon musulman de poursuivre la lutte par tous les moyens pour chasser les envahisseurs. Il a précisé à plus d'une reprise : « Nous ne trans-igerons pas avec l'infidèle Saddam Hussein », phrase reprise en manchette dans les quotidiens de ce mercredi matin. « Notre devoir est de tuer et d'être tués, de mourir en martyrs », a-t-il encore déclaré, avant d'ajouter que la guerre risque d'être très longue, mais que « l'Iran et l'Islam en sortiront, si Dieu le veut, victorieux ».

ÉRIC ROULEAU.

Un centre de recherches qui suscite des inquiétudes

Le Centre de recherches nucléaires irakien que l'aviation iranienne a pris mardi 30 sep-tembre pour cible est construit par les Français dans le désert de Mésopotamie à une trentaine de kilomètres à l'est de Bagdad. Aux termes d'un contrat de 1 450 millions de francs, signé à la fin de 1975, l'Irak s'est engagé à réaliser pour l'Irak — deuxième fournisseur pétrolier de la France — ce centre, qui doit servir à la formation de quelque six cents ingénieurs et techni-ciens nucléaires, mais aussi à la construction de deux réacteurs de recherches.

Le premier, d'une puissance de 70 mégawatts, analogue à celui installé au Centre d'études nucléaires de Saclay (Orsès), est alimenté par une charge d'uranium hautement enrichi (plus de 90%) de 13 kilo-grammes. Cette pile-piscine, baptisée Osiris, est en cours d'achè-vement, et son combustible doit être livré à la fin de cette année pour un démarrage au début de 1981. Le second, d'une puissance de 800 kilowatts, est

également une pile-piscine — maquette-critique lais — égale-ment alimentée par de l'uranium hautement enrichi.

Un temps, bien que cela n'ait pas été confirmé officiellement, la livraison à l'Irak du combus-tible d'Osiris avait été annoncée. Interrogées sur les risques qu'en-courent les installations, dont les normes de sûreté nucléaire sont analogues à celles des réacteurs français (réussir, par exemple, à la chute d'un réacteur d'avion géant), les autorités françaises se sont contentées de dire que les mesures nécessaires avaient été prises dès l'origine du conflit. Cela signifie-t-il que le combustible n'a soit pas été livré alors qu'il était peut-être sur le point de l'être, soit, au contraire, fourni par Paris mais mis en lieu sûr.

Quoi qu'il en soit, la construc-tion de ce centre na laisse de-eueiller des inquiétudes dans certains pays tant il est vrai qu'il permet une formation nu-cléaire et, de ce fait, si on le désire, une certaine forme de prolifération intellectuelle.

Le Monde publiera demain

- ENTRETIEN avec M. Jacques Chirac.
- LA GUERRE IRAKO-IRANIE : Les risques d'enlèvement, par Michel Tatu.
- IDÉES : L'Allemagne et son devenir (François Seydoux et Zbigniew Rapacki).
- LIVRES : Une philosophie méconnue en France : l'em-pirisme anglo-saxon.
- LE RHONE : Un nouveau grand canal pour l'industrie.

SEUIL Une vision exacte de la vie quotidienne en URSS



Nina et Jean Kéhayan Rue du Prolétaire rouge Collection de poche Points-Actuels

Parus dans la même collection

- G. Dunstan, J.-P. Pégibon, Antimanuel de français
- R. Garauy, Parole d'homme
- J.-C. Guillebaud, Un voyage vers l'Asie
- J. Guillou, Cet enfant qui se drogue, c'est le mien
- M.-F. Hans, G. Labouys, Les femmes, la pornographie, l'érotisme
- J. Ziegler, Main basse sur l'Afrique

LA GUERRE IRAKO-IRANIENNE AMÉRIQUES

LES RÉPERCUSSIONS DU CONFLIT SUR LE MARCHÉ PÉTROLIER

L'effet pernicieux d'une bonne gestion des stocks

Les marchés pétroliers se raffermissent. Alors qu'à Londres des rumeurs font état de la hausse possible des prix du pétrole africain, la Syrie, qui produit à peine 9 millions de tonnes de brut et n'est pas membre de l'OPEP, a relevé ses prix de 1,50 dollar par baril. Et en France le renversement de tendance du marché va provoquer dans les jours prochains un renchérissement de l'ordre de 10 % du fuel lourd, un produit dont les prix sont « fibres ». De même en Belgique, les prix des produits pétroliers augmentent le 3 octobre.

La guerre entre l'Irak et l'Iran n'a certes pas encore déclenché les flammes qui avaient embrasé les marchés pétroliers lors de l'interruption des livraisons iraniennes au début de 1979. Le marché reste cependant « nerveux », et l'on note un mouvement « bémol spéculatif », affirme un courtier parisien, sur le gazole à 320-330 dollars la tonne (loin des 400 dollars des plus hauts de 1979).

Sur le pétrole brut, c'est l'expectative. Seule la Roumanie, toujours après au gain, a suspendu ses faibles exportations pour « cas de force majeure ». Mais il n'y a pas là de quoi bouleverser un marché qui — il y a quelques semaines — regorgeait de pétrole à tel point que les capacités de stockage étaient pleinement utilisées et que l'on se demandait où mettre les nouveaux arrivages.

Pour l'instant, estime le même courtier, « on assiste à un réajustement du marché ». Une chose semble donc certaine : les prix qui, depuis le début de l'année, avaient tendance à baisser, ont baissé — plusieurs pays producteurs renouant au premier qu'ils réajustent en sus des cours officiels — seront au moins stabilisés. Dans le meilleur des cas, déjà, les bruts africains ont regagné à Londres les 4 dollars qui leur permettaient de rejoindre le prix officiel de 37 dollars par baril.

Mais les anticipations des compagnies pétrolières, sur la durée des hostilités et sur l'importance des dégâts infligés aux installations de production et de transport de brut de part et d'autre, devraient être déterminantes.

D'autre part, le conflit embarrasse l'OPEP. La réunion des ministres des finances de l'Organisation, prévue pour le 6 octobre à Quito (Equateur), a été reportée. Ceux-ci devaient notamment préparer le dossier des relations avec les pays en développement pour la célébration à Bagdad, le 4 novembre, des vingt ans de l'OPEP. L'autre réunion préparatoire à ce sommet, le 14 octobre à Londres, est pour l'instant suspendue. Mais le sentiment prévaut aujourd'hui que la réunion des chefs d'Etat devra être elle aussi reportée.

Les compagnies, par la gestion de leurs stocks, ont en effet tendance à accentuer les phénomènes, à la hausse comme à la baisse, du marché pétrolier. Quelques craignant une pénurie, une hausse probable des prix, et — sûrs de gains substantiels — elles se refusent à utiliser leurs stocks. Que, contrairement, le marché soit abondant, à satiété, et les compagnies — dès lors que les frais de stockage ont peu de chance d'être convertis par un relèvement des prix — liquident leurs surplus. C'est d'ailleurs ce qu'elles avaient commencé à faire ces dernières semaines, provoquant la réaction des pays de l'OPEP qui, pour maintenir leur pouvoir d'achat, avaient décidé à Vienne la réduction de leur production de 10 %.

Des critères inutiles

Paire, comme M. Giraud le 28 septembre, un calcul mécanique des stocks, n'a donc guère de sens. Il est mathématiquement exact que les stocks élevés permettent de faire face pour quinze mois à l'arrêt des livraisons de brut irakien, que dans les pays occidentaux, le surplus de pétrole non absorbé est indispensable à la couverture des besoins de l'hiver — soit 400 millions de barils — pourrait « couvrir » un mois de fermeture du détroit d'Ormuz, quatre mois de suspension des livraisons de l'Irak et de l'Iran. M. Lantier, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) a lui-même déclaré le 29 septembre que l'inter-

ruption des livraisons irakiennes pendant trois mois nécessiterait un « déstockage » de 45 millions de tonnes, alors que les stocks actuels des membres de l'Agence dépassent de 55 millions de tonnes leur niveau de janvier 1979 au moment de la révolution en Iran. Mais le marché répond à des critères autres que ceux des statistiques. L'un ou l'autre de ces événements intervenant, la gestion « normale » par les compagnies de leurs stocks — on raison de ce que l'hebdomadaire britannique *The Economist* dénomme un « effet pernicieux » — provoquerait rapidement un nouveau flambée des prix. Et la contagion aurait été faite de gagner l'OPEP dont les pays à faibles réserves — six des treize membres de l'organisation pourraient devenir importateurs de brut avant la fin du siècle — militent en faveur d'un renchérissement rapide du pétrole.

Aujourd'hui, le déficit de l'offre sur la demande dépasserait 1 million de barils par jour. Et les compagnies estiment déjà à plusieurs semaines le délai qui sera nécessaire pour faire repartir la production en Irak. Alors que les opérateurs sur le marché font actuellement preuve d'une parfaite maîtrise — pour compenser les erreurs de 1979 — les gouvernements occidentaux ne devraient pas, dès à présent, prendre les moyens d'éviter que le pétrole ne devienne un produit de luxe. Les événements qu'on commet les pays importateurs de pétrole après la révolution irakienne ?

BRUNO DETHOMAS.

LA SYRIE DEMANDE LA «SUSPENSION» DE LA PARTICIPATION D'ISRAËL A L'ONU

(De notre correspondante.)

New-York. — Un petit coup de théâtre a lieu, mercredi 1er octobre, sur Nations unies lorsque le ministre des affaires étrangères syrien, M. Khaddam, a demandé qu'Israël soit « suspendu » de sa participation à l'ONU.

Cette proposition était plus ou moins attendue depuis le début de la session, mais personne ne savait lequel des pays arabes en prendrait l'initiative. M. Khaddam, insistant sur l'ineffectivité des mesures prises jusqu'ici contre Israël et sur le fait que les Etats-Unis ont refusé de suspendre le Conseil de sécurité en abusant de leur droit de veto, a conclu : « Nous demandons à l'Assemblée générale d'adopter des sanctions contre Israël et de suspendre sa participation aux réunions de l'Organisation internationale ».

La participation de l'Afrique du Sud avait été suspendue en 1974, mais après trois votes occidentaux au Conseil de sécurité et un vote laborieux à l'Assemblée générale. Encore le cas de l'Afrique du Sud pouvait-il faire l'objet d'arguments juridiques autour de la notion de régime minoritaire, c'est-à-dire non représentatif. Rien de semblable pour Israël, appliqué à Israël, dont la représentativité n'a jamais été contestée.

Les Occidentaux, les Soviétiques et une bonne partie des non-alignés ne paraissent pas prêts à appuyer le point de vue de M. Khaddam. Lundi, M. Carter, qui faisait campagne à New-York, a déclaré que les Etats-Unis ne permettraient jamais l'application d'une telle mesure, qui pourrait remettre en question, selon lui, la participation des Etats-Unis eux-mêmes aux travaux de l'ONU. — N. B.

● M. Gaston Thorn, président du conseil des ministres de la C.E.E., a achevé mardi 30 septembre sa mission au Proche-Orient en rencontrant diverses personnalités des territoires arabes occupés par Israël. Il a déclaré avoir constaté « une unanimité », tant chez les « modérés » que chez les partisans connus de l'O.I.P.F., sur la représentativité exclusive du peuple palestinien par l'Organisation de M. Arafat. « Très impressionné » par le « réalisme » de ses interlocuteurs au sujet de l'existence d'Israël, M. Thorn a noté que ceux-ci étaient « tous d'accord pour dénoncer l'aggravement de l'atmosphère dans les territoires occupés, les implantations juives et les punitions collectives systématiques ».

(Corresp.)

M. Brejnev : d'aucuns essaient de se chauffer les mains à ce conflit

De notre correspondant

Moscou. — En recevant au Kremlin le président de la République indienne, M. Bédhi, c'était la première visite officielle à l'étranger, M. Brejnev a accusé, le mardi 30 septembre, les Etats-Unis de vouloir tirer profit du conflit irakien-iranien, en sus d'une dénonciation en règle de la politique des Etats-Unis. Il leur a associé dans l'opprobre les Chinois, sans toutefois nommer ni les uns ni les autres.

Il est clair, cependant, que c'étaient bien les impérialistes et les hégémonistes (pour employer le langage soviétique) qu'il visait en feignant de s'interroger sur les responsabilités de la dégradation du climat international. « Qui a attaqué le Vietnam, a détruit ses villes et ses villages paisibles ? Qui a encouragé cette agression qui a tué des milliers de personnes ? Qui a encouragé la contre-révolution afghane ? Qui pousse le Pakistan contre ses voisins ? A qui appartiennent les porte-avions et les unités spéciales qui, telle une épée de Damoclès, font peser un danger permanent sur les pays indépendants du golfe Persique et de la mer Rouge ? Qui aménage de nouvelles bases dans l'océan Indien, dans les pays du Proche et du Moyen-Orient, en Afrique ? La réponse à ces questions montre explicitement d'où provient la dangereuse tension dans le monde actuel ».

Le secrétaire général du parti communiste soviétique, après s'être félicité des développements de la coopération soviéto-indienne et de la politique de M. Gandhi, empreinte « d'amour de la paix, de bon sens et de réalisme », a illustré sa critique des Etats-Unis par l'exemple du conflit entre l'Irak et l'Iran, « pays voisins, amis de l'U.R.S.S. ». « Il est peu probable, a-t-il dit, que l'on puisse considérer qu'un simple malentendu tragique a mené l'un contre l'autre deux peuples à des moments difficiles pour eux deux ».

« Non, décidément, d'aucuns essaient manifestement de se chauffer les mains à ce conflit », dans lequel « le gagnant est un tiers auquel les intérêts des peuples de cette région sont étrangers ».

Dans son premier commentaire, la presse soviétique avait déjà

affirmé que certains milieux occidentaux espéraient que le conflit irakien-iranien offrirait « la résistance de l'Irak à l'impérialisme ». Cette insinuation indique que l'U.R.S.S., bien qu'elle se soit refusée officiellement à prendre parti dans le conflit, n'a pas son appui militaire à l'Irak, est inquiète des conséquences éventuelles des hostilités sur le régime irakien et qu'elle est consciente du fait de maintenir à Téhéran les dirigeants anti-américains.

M. Brejnev a répété que l'Irak et l'Iran devaient régler leur différend à la table des négociations, et il a même suggéré une esquisse de procédure qui pourrait constituer la situation s'y prêtait, la base d'une tentative de médiation. « Il serait bon, a-t-il déclaré, que ce qui peut être résolu aujourd'hui le soit dans un esprit d'entente. Car que l'Irak et l'Iran ne puissent pas régler aujourd'hui ce qui les oppose, cela ne signifie pas qu'ils ne le feront demain, quand ce sera vraiment possible ».

DANIEL VERNET.

● M. Raymond Barre n'a pas tenu, au cours de sa conférence de presse, à Vienne, le 28 septembre, les propos qui lui ont été prêtés par le *Bagdad Observer*, selon lequel le premier ministre français aurait déclaré que « les mesures défensives prises par l'Irak visent à la récupération des territoires usurpés par l'Iran » (le *Paris Match* du 29 septembre). Avant de souligner que « le problème des ventes d'armes françaises à l'Irak n'est qu'un problème limité à ce que Paris avait toujours eu avec Bagdad « des relations politiques confiantes » (le *Monde* du 28-29 septembre), M. Barre avait émis l'indication : « Il apparaît, après les informations que nous possédons, que l'action menée par l'Irak vise à reprendre un certain nombre de territoires que l'Irak avait abandonnés à l'Iran lors du règlement de 1975. Le conflit reste donc, pour ainsi dire, circonscrit, et la diplomatie française travaille pour qu'un règlement politique puisse intervenir le plus rapidement possible. L'essentiel est que la liberté de circulation dans le détroit d'Ormuz puisse être sauvegardée ».

Bolivie Des militaires putschistes sont directement impliqués dans le trafic de la cocaïne

Correspondance

Lima. — « Plusieurs militaires, dont deux ministres, ont été directement impliqués dans le trafic de cocaïne en Bolivie », a été accusé, lancé par M. Denis Deconchini, sénateur de l'Arizona, quelques semaines seulement après le coup d'Etat du 17 juillet, a été confirmée par le département d'Etat : son porte-parole, M. David Passage, a annoncé la suppression de l'aide bilatérale pour la lutte contre le commerce de stupéfiants, « parce que nous n'avons aucune raison de pouvoir compter sur la collaboration de ce gouvernement ».

Ce qui était secret de politique pour les 4,5 millions de Boliviens, qui parlent volontiers, a proposé le coup d'Etat du 17 juillet, de « putsch de la coca », commence donc à être pris au sérieux par des gouvernements qui se refusent à reconnaître le régime de la force du général Luis Garcia Meza.

Des dossiers traitant ce thème ont été constitués dans la clandestinité et circulent sous le manteau, enrichissant de plusieurs indices ce qui n'avait été jusqu'alors qu'une rumeur. Le sujet a été abondamment traité, notamment par l'hebdomadaire *hola* le 10 août (1) et par le Comité national de défense de la démocratie (CONADE).

Les deux ministres mis sur la sellette par le sénateur américain Deconchini sont deux colonels : Luis Arce Gomez, en charge de l'intérieur, et Anel Coca, chargé de l'éducation.

Quels sont les faits ? En février dernier, un petit avion faisait un atterrissage forcé près de Trinidad, dans la province du Beni. Le pilote réussit à s'échapper. A l'arrière de l'appareil, on découvrit 300 kilos de « pasta » (2). Ce n'est que le lendemain que son propriétaire, le colonel Norberto Salomon, se plaignit que l'avion lui ait été volé. L'affaire fut étouffée... Or le colonel Luis Arce est l'associé de Norberto Salomon dans cette entreprise d'aviation.

Précisons que, en Bolivie, le salaire mensuel d'un colonel tourne autour de 1800 francs. Or le colonel Luis Arce est propriétaire de trois Piper Commanche.

L'année dernière avait été arrêté, à Panama, un Bolivien nommé Rivera. Chef d'accusation : trafic de cocaïne. Rivera plaide l'innocence, en assurant qu'il ignorait ce que contenait la paquebot qui lui avait remis le colonel Anel Coca. Quelques semaines plus tard, il retrouvait sa liberté.

Selon des estimations de l'Organisation des Etats américains, la Bolivie exporte plus de 70 tonnes de « pasta » chaque année vers l'Amérique du Nord, où elle est transformée en cocaïne pure, puis expédiée à Panama ou à Miami.

Dans la vallée orientale de Santa Cruz, les champs verdoyants de feuilles de coca forment un chapelet au long du rio Grande. Des centaines de pistes d'atterrissage trouvant la campagne à San-Javier, comme à Pavezencia ou à Puerto-Villaroel, la ville de Santa-Cruz est le capitale de la drogue et de la contrebande — l'année dernière, le *Phasing* socialiste bolivien (F.S.B. socialiste) — la marmite où bouillonnent traditionnellement les coups d'Etat de droite.

La « connexion » entre certains militaires et la contrebande est patente depuis que deux Harcours de l'armée de l'air bolivienne ont été écrasés, l'un à Panama, l'autre sur la côte désertique du Pérou, au cours de leur mission de transport de matériel militaire.

Quatre clans

Quelques grandes familles se répartissent les bénéfices du trafic — qui rapporte plus que toutes les exportations réunies. Les noms les plus souvent prononcés sont ceux de Gutierrez, des Gassier, des Nallar, des Razuq, des Suarez et des Asbun. Selon des déclarations faites à Lima par Ray Bonner, envoyé spécial du *Financial Times* et de *Newsweek*, le président Garcia Meza les auraient repus le 26 juillet, en présence des commandants en chef de l'armée.

Le premier clan est formé par M. José Alberto Gassier, président de la chambre de commerce de la province orientale, et Alfredo Gutierrez, dit Kutuchi. Ils ont été arrêtés en juin dernier aux Etats-Unis, convoyant 530 kilos de cocaïne. Ils ont été libérés après avoir payé une caution de 4 millions de dollars.

Ami intime du préfet de Santa Cruz, Kutuchi possède la meilleure aéroport civil du pays. C'est lui qui a été chargé de la sécurité de la ville.

(1) *Agui* : a dénoncé à plusieurs reprises ce trafic. Ses installations ont été dynamitées, et son directeur, le jeune Luis Espinal, a été torturé puis assassiné.

(2) *Pasta* : pâte de base de la cocaïne.

axié au Paraguay en 1971. Il le conduisit à Santa-Cruz, d'où partit le coup d'Etat contre le président progressiste Juan José Torres. Leur homme de main est un certain Mosca Monroy, incarcéré à la prison San-Pedro de La Paz pour avoir été surpris la main dans la « pasta ». Libéré la veille du coup d'Etat, il dirigea l'assaut contre la Centrale ouvrière bolivienne, puis contre la palais présidentiel. Mosca est parent du colonel Francisco Monroy, qui, depuis Santa-Cruz, lança le putsch du 17 juillet.

Leur protecteur et ami est le colonel Ariel Coca, ex-commandant du collège militaire de la province orientale, aujourd'hui ministre de l'éducation. Des officiers boliviens utilisaient couramment l'aéroport de Kutuchi.

La deuxième « clan », celui de M. Roberto Suarez, est lié au commandant en chef de Santa-Cruz, le général Hugo Echeverría au colonel Lara, commandant des Rangers de Montero, et au commandant Samuel Chiriqui, qui avait donné le coup d'envoi, depuis Trinidad, du putsch qui porta au pouvoir, le 17 novembre dernier, le colonel Natuach Busch.

Les producteurs de coca sont les frères Chavez de Montero. Le colonel Luis Arce assurait le transport de la « pasta ». La Comité national de défense de la démocratie assure que des Allemands, notamment Klaus Barbe — ancien chef de la Gestapo, à Lyon, ami personnel du colonel Luis Arce et qui a repris ses visites au ministère de l'intérieur, — leur servaient de conseillers.

Le clan des Suarez, pour sa part, est dirigé par MM. Luis Fernando Valle et Billy Banzer Abastador, respectivement gendre et nouveau du général Hugo Banzer, président de

1971 à 1978. Un des chefs d'accusation du procès engagé par Marcelo Quiroga Santa-Cruz, dirigeant socialiste assassiné par la junta, contre l'ex-président, était la protection qu'il assurait au trafic de drogue et à la contrebande.

Au cours d'une opération « San-Javier » lancée au début de cette année, le commandant Carlos Navarro aurait découvert dans une hacienda de l'ex-dictateur un petit avion bolivien, surveillé par un officier, qui contenait de la cocaïne. Dans les maisons aux alentours, le commandant trouva des uniformes de l'armée et de la « pasta ». Quelques jours plus tard, le général Banzer aurait prévenu la brigade anti-stupéfiants que des trafiquants utilisaient ses terres. La police saisi alors 300 kilos de « pasta ».

Il y a enfin le clan de MM. Jorge Nallar et Widen Razuq, préfet de Santa-Cruz à l'époque du général Banzer : Miguel Nallar a été arrêté aux Etats-Unis il y a quelques mois. Ils sont très liés aux Asbun, de la famille du l'ex-président Juan Pareda Asbun, dauphin du général Banzer aux élections de juillet 1978, et au colonel Faustino Rico Toro, ex-ministre de l'intérieur du président Padilla, et aujourd'hui chef du service de renseignements.

Le bulletin d'opposition *Bolivia Informa* dénombre, en outre, sept généraux, onze colonels, trois commandants et deux capitaines.

Les archives sur le trafic de cocaïne qui avaient été constituées à Santa-Cruz sur ordre des présidents Walter Guevara et Mme Lidia Gueiler, ont été incinérées le 18 juillet, au lendemain du coup d'Etat, au cours d'une opération commandée par le capitaine Rudy Landívar.

NICOLE BONNET.

Etats-Unis A New-York

La lutte pour le siège de sénateur reflète le duel entre MM. Carter et Reagan

La Ligue des électriciens a annoncé, mardi 30 septembre, qu'elle renouait à organiser le débat télévisé entre MM. Carter et Reagan prévu pour le 13 octobre à Portland (Oregon). M. Reagan, qui espère que le candidat indépendant, M. Anderson, va mourir sur l'électorat de son adversaire, souhaitait un débat à trois, ce que refusait M. Carter.

De notre correspondante

New-York. — Avec ses quarante et un grands électeurs, New-York est, traditionnellement, avec la Californie et le Texas, l'Etat qui fait la différence dans une élection présidentielle. C'est la raison qui a incité M. Carter, lundi 29, et M. Reagan, mardi 30 septembre, à venir faire un rallye à New-York. M. Carter, à l'heure de l'annonce de la victoire, a déclaré : « Je ne peux pas gagner sans vous », a lancé le président aux mille délégués du syndicat de la confection féminine venus écouter avec enthousiasme dans un hôtel de Manhattan. M. Carter s'adressait à deux des éléments les plus sûrs de son électoral : les syndicalistes et les femmes militantes.

Il en a profité pour poser des banderoles à M. Reagan qui, a-t-il souligné, est hostile à l'ERA (l'extension de la Constitution affirmant l'égalité des hommes et des femmes devant la loi), défend plus les intérêts des milieux d'affaires que ceux des travailleurs, et rejette le financement fédéral des dépenses locales (mais M. Reagan vient justement d'affirmer qu'il fait une exception pour New-York).

La ville de New-York vote traditionnellement démocrate, mais le nord de l'Etat et certaines banlieues prospères penchent vers les républicains. Le vote juif et le vote noir seront, comme d'habitude, décisifs pour les candidats.

Les sondages donnent pour l'instant M. Reagan et Carter à égalité. M. Anderson plafonne toujours autour de 10 à 13 % des intentions de vote : le débat télévisé du 21 septembre avec M. Reagan dans lequel il avait mis tant d'espoirs ne semble pas lui avoir apporté un électeur potentiel de plus.

La campagne pour l'élection sénatoriale au siège de M. Jacob Javits donne de bonnes indications sur les intentions de l'électorat new-yorkais. Après quatre mandats, le sénateur sortant, dans les milieux juifs de toutes tendances, avait apporté un soutien sans enthousiasme à M. Reagan. Il a été largement battu aux élections primaires du 9 septembre par un républicain ultra-conservateur : M. Albionese d'Amato, un avocat âgé de quarante-trois ans, qui a fait campagne contre la ratification de l'accord Salt 2, l'ERA et le financement par des fonds publics, des avortements des femmes.

Du côté démocrate, quatre candidats étaient en lice, dont

M. John Lindsay, l'ancien maire de New-York, qui a fait un score très modeste aux primaires. La bataille s'est surtout déroulée entre deux candidats : Mmes Myerson et Holzman. Mme Myerson, âgée de cinquante-cinq ans, quelque peu handicapée par sa notoriété d'ex-miss Américaine, mais aussi ancienne responsable de la défense des consommateurs à la municipalité de New-York, était soutenue par le maire, M. Koch, le gouverneur de l'Etat, M. Carey, et le sénateur de l'Etat, M. Javits. Elle a cependant été battue par Mme Holzman. Agée de trente-neuf ans, diplômée de la faculté de droit d'Harvard et membre de la commission des affaires judiciaires de la Chambre des représentants dans laquelle elle joue un rôle particulièrement actif lors de la campagne pour la destitution du président Nixon.

Mme Holzman, qui représente l'aile la plus libérale du parti démocrate, paraît bien placée pour remporter, en novembre, le siège de M. Javits : elle est particulièrement populaire dans l'électorat juif, parmi les femmes et les électeurs âgés en raison de l'intérêt qu'elle montre aux problèmes sociaux.

La campagne sans aménité, qui oppose maintenant M. d'Amato et Mme Holzman, reflète d'assez près la rivalité Carter-Reagan. L'un des principaux arguments de l'un des candidats contre son adversaire est l'opposition dont elle a fait preuve au Congrès à l'égard des dépenses militaires. Mme Holzman assure qu'elle ne s'est jamais opposée qu'à des dépenses exagérées et inutiles, et laisse entendre que la corruption règne dans le comté de Nassau dont M. d'Amato est l'un des représentants.

NICOLE BERNHEIM.

● L'affaire Billy Carter. — Le rapport de la commission d'enquête du Sénat sur les activités du frère du président en faveur de la Libye indique que la mission Blanche n'a rien commis d'illégal, mais que l'affaire a été traitée par le gouvernement avec maladresse et légèreté, selon des fuites dont font état mardi 30 septembre plusieurs journaux. La mission Blanche a immédiatement fait savoir qu'elle regrettait que de telles fuites aient eu lieu avant la publication officielle du rapport et qu'en tout cas l'honnêteté du président n'était pas mise en cause. — (A.F.P.)

ISTH
INSTITUT PRIVE DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
depuis 1953
SUCCES MEDICINE
— Année Blanche Méthodologique —
— 1ère C.E.D. — 2ème C.E.D. — 3ème C.E.D. —
Centre TOLBIAC 83, 87, Av. d'Italie - 75013 Paris - Tél. 585 59 35

**dissidentes
de la dissidence**
textes et entretiens inédits

à paraître prochainement :
Almanach « Femmes et Russie n°3 »

ces livres sont en vente dans toutes les librairies

100

EUROPE

Combat de chefs en Allemagne fédérale

III. — « Modell Deutschland » ou désenchantement ?

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOLLEUX

Après avoir décrit la campagne électorale pour le renouvellement du Bundestag, le 5 octobre prochain, et les enjeux diplomatiques de la controverse (« le Monde » des 30 septembre et 1^{er} octobre), notre envoyé spécial analyse, dans un dernier article, les causes d'un certain désenchantement qui commence à se faire jour entre-Rhin, et des réflexions qu'il suscite.

Bonn. — « Modell Deutschland ». Pendant des années, la plupart des Allemands de l'Ouest ont en le sentiment que, dans plusieurs domaines essentiels, la prospérité économique et l'harmonie des rapports sociaux, leur pays pouvait servir de modèle. Dans cette fièvre du premier de la classe européenne, entrant sans doute plus de lucidité que de modestie. Mais cette foi, si répandue entre-Rhin, en la valeur du « modèle allemand » avait du moins pour justification de constantes réussites, et pour excuse le souvenir du temps pas si lointain où l'Allemagne servait, au contraire, de repoussoir.

Cette vision que l'Allemagne fédérale s'était elle-même n'est pas encore remise en cause pour l'essentiel. Mais la R.F.A. est en train de découvrir, à l'occasion de la campagne électorale, et aussi probablement avec la renaissance d'un terrorisme — d'extrême-droite cette fois-ci, semble-t-il — dont elle espérait bien être définitivement débarrassée depuis trois ans, que d'incontestables réussites ne suffisent pas à lui épargner les risques, incertitudes et déceptions que connaissent aujourd'hui de nombreux sociétés libérales et prospères. Ce n'est pas un hasard si le grand thème de la polémique électorale entre les amis du chancelier Schmidt et ceux de M. Franz Josef Strauss, après la politique étrangère et les

questions de sécurité, est celui de l'endettement public — et, au-delà, d'un certain caractère « en trompe-l'œil », selon l'opposition, de la prospérité économique ouest-allemande.

Le dossier de la coalition social-démocrate et libérale sortante n'est pourtant pas mauvais, mais en restant dans un ordre de grandeur qui ferait le bonheur des Anglais, des Italiens ou des Français. Les augmentations du prix du pétrole ont été subies sans trop de difficultés par Bonn, notamment du fait de l'appréciation constante du deutschemark par rapport au dollar : la devise américaine, utilisée pour les règlements des factures pétrolières, valait environ 4 DM en 1967, elle n'en vaut plus que 1,80 cet automne. Le chômage, sans être négligeable — il touche tout de même un peu plus de 850 000 personnes, — reste à un des taux les plus bas des économies occidentales, avec environ 3,7 % de la population active.

« Pouvez-vous, réplique un dirigeant de la C.S.U. (les chrétiens-sociaux bavarois de M. Strauss) à qui l'on soumet ces chiffres. Le niveau de la prospérité allemande a été maintenu artificiellement par un endettement public sans précédent dans l'histoire de la République fédérale. Et M. Schmidt se garde bien de citer les tout derniers chiffres concernant notre production industrielle, qui est entrée, depuis le début de l'année, dans une phase de récession. »

C'est sur ce thème de l'endettement public que les évènements autour du mois dernier ont fait la controverse dans leur fameuse

« lettre pastorale ». L'opinion n'est pas restée insensible à ce problème (elle suit d'ailleurs les grands débats économiques avec une attention méritoire). Il est vrai que les chiffres avancés par l'opposition sont alarmants. Cet endettement était, il y a dix ans, d'environ quarante milliards de deutschemarks (1). Il serait aujourd'hui plus de dix fois supérieur, dépassant allégrement les 850 milliards de francs français.

Dans l'entourage de M. Schmidt, on ne nie pas les faits. Mais on fait valoir que, dans le montant actuel des dettes publiques, une bonne moitié est imputable non à l'Etat fédéral, mais aux collectivités locales. L'endettement communautaire, « dont un bon nombre, soit dit en passant, sont à direction chrétienne-démocrate », ajoute un proche collaborateur de M. Willy Brandt au S.P.D. Ce qui tendrait à prouver que la C.D.U. et la C.S.U. ne condamnent le recours à l'emprunt ou aux exemptions fiscales que lorsque c'est le gouvernement qui les pratique.

Second argument de la coalition sortante : cet endettement, qui n'a rien de dramatique, notamment au regard des réserves de la R.F.A. en devises, a permis de sauvegarder l'emploi, de maintenir un taux de croissance modeste mais sans à-coups, de lutter victorieusement contre la hausse des prix et de résister à la concurrence étrangère. L'endettement, en fait, est le résultat d'un effort et d'un sacrifice. « Nous avons été le plus gros de la crise, dit-on au S.P.D. Il fallait savoir en payer le prix. Il n'y a pas de miracle. »

(1) Le cours actuel du deutschemark est d'environ 2,30 F.

Mais c'est bien là, précisément, que le bât blesse. Le « miracle allemand », l'opinion en a bien l'idée. Elle découvre aujourd'hui que les choses sont un peu moins simples, et que beaucoup reste à faire, notamment pour absorber le second choc pétrolier, et aussi, en particulier dans le très important secteur de l'automobile, les effets de la concurrence japonaise, qui s'anonce redoutable. Mais elle ne paraît pas vraiment touchée par l'argumentation alarmiste des amis de M. Strauss, qui ont été jusqu'à faire imprimer, en guise de tract, de faux (et pour l'instant, de faux) bulletins de l'effigie du chancelier, destinés à rappeler aux électeurs que la monnaie fédérale, sans cesse dévaluée, de la République de Weimar.

Une promesse mal tenue

C'est aussi en direction des retraités que l'opération de propagande, mettant l'accent sur la « fraude », dont se serait rendu complice à cet égard le chancelier Schmidt en différant de six mois la hausse de dix pour cent des pensions, qu'il avait promise lors de la campagne pour le précédent scrutin législatif. C'est le secrétaire général de la C.D.U., M. Helmut Gelsler, qui a mené l'assaut sur ce terrain, accusant le chef du gouvernement d'« escroquerie politique ». A l'égard des retraités du secteur privé, particulièrement frappés, selon lui, par les effets de l'inflation, « ce n'est pas un point de détail, explique-t-il, car la démocratie libérale repose sur la bonne foi et la crédibilité de ses représentants. Helmut Schmidt a ainsi contribué à une crise morale de la démocratie. »

C'est probablement beaucoup dire : si la démocratie libérale était à la merci d'une promesse électorale mal tenue, il y a beau temps qu'elle aurait disparu de la carte du monde. Mais il est plus nombreux qu'on ne croit, ceux qui, en R.F.A., dans l'un et l'autre camp, ont le sentiment que, sur ce terrain-là aussi, le chancelier Schmidt a pu être trompé, et que la promesse doit être révisée en baisse. La fidélité aux institutions n'est pas en cause ni le caractère démocratique du régime instauré par la loi fondamentale de 1949.

Mais nombre d'observateurs ou de responsables politiques sont préoccupés par le caractère républicain et un certain manque d'imagination qui caractérisent la politique nationale. Ils ne vont certes pas jusqu'à appeler de leurs vœux des crises à répétition, mais certains observent avec mélancolie que, si la personnalité et le caractère du ministre-président bavarois n'étaient pas venus mettre un peu de piment dans la campagne électorale, celle-ci, au moins jusqu'au terrible attentat de Munich, n'aurait pas été si intéressante. Il est vrai que, dans ce qui n'est qu'un jeu de mots, il y a eu une certaine « déception », mais elle n'est pas la seule à avoir été déçue.

L'ampleur du consensus de l'opinion autour de tout ce qui tient pas une des moindres causes du désespoir nihiliste de ceux qui refusent obstinément de se sentir partie prenante à cette Allemagne modeste. Les victoires techniques des autorités de Bonn sur le terrorisme d'extrême gauche n'a pas fait disparaître de certains milieux, jeunes en particulier, cet état d'esprit : ni même les efforts déployés pour mieux intégrer ceux qui renouaient à la violence dans la société libérale.

Entre « gens sérieux »

Il y a un an ou deux, le jeu politique traditionnel de la R.F.A. paraissait bien devoir être troublé, au moins par le mouvement écologiste. Il en est allé probablement davantage pour que tous les marginaux, parus ou non de l'action violente, représentent soit à la vie publique officielle. Mais la face-à-face interminable entre les deux principales familles politiques d'ouest-Rhin, pour ne pas dire leur tête-à-tête, s'en fit troublé rompu. Des succès électoraux dans des scrutins locaux, un intérêt initiatrice insensée du public pour le climat politique qui transparaît sur la banalité ronronnante du discours politique des formations installées, avaient laissé croire que ces derniers allaient devoir dépasser leur phraséologie, et peut-être faire un peu de place, au Bundestag, à ces « Verts » non conformistes. Or, selon toute vraisemblance, la mode a déjà tourné. Les sondages n'accroissent guère de chances au mouvement écologiste d'atteindre le seuil des 5 % des suffrages qui lui permettrait d'obtenir des sièges.

De même pour toutes les petites formations politiques marginales, d'extrême droite ou d'extrême gauche. L'unité de mesure, de leurs fluctuations électorales est et demeure très certainement le dixième de point, qu'il s'agisse des différents groupes

communistes ou des néo-nazis du N.P.D. ou encore de l'extrême droite E.A.P. (« Europäische Arbeiter Partei », parti européen des travailleurs) de Mme Helga Zepp-La-Ronche, à qui ne manquent ni les moyens financiers, ni l'assurance, malgré un score dont *Der Spiegel* rappelle plaisamment la semaine dernière qu'il s'est élevé à 0,0180077 pour cent des suffrages en 1976.

Il paraît donc acquis qu'un prochain Bundestag on restera encore entre « gens sérieux ». Les libéraux ne devraient pas en être exclus, tous comptes faits, en dépit des alarmes qu'avaient suscitées dans leurs rangs, au cours de la législature achevée, leurs déconvenues électorales dans certains scrutins régionaux et municipaux. Cette fois-ci, tout est en cause, à assurer leur slogan électoral favori. En tout cas, pour eux. Au demeurant, l'argumentation du F.D.P. en faveur du partage du pouvoir avec les sociaux-démocrates paraît toucher l'opinion, traditionnellement favorable à un certain pluralisme gouvernemental.

Quant aux sociaux-démocrates, s'ils restent confiants dans la victoire finale, assez peu nombreux sont leurs dirigeants qui s'accrochent à une chance sérieuse de constituer le groupe parlementaire le plus important au lendemain des élections du 5 octobre. Ce serait pour eux un succès de première importance, à la fois psychologique et pratiquement. Jusqu'à présent, en effet, les deux formations de l'« union », pour être dans l'opposition, n'en détiennent pas moins la majorité relative au Bundestag et donc la présidence de la République avec M. Carstens, grâce à leur implantation dans les Länder (dont les députés désignent la moitié des mille trente-six « grands électeurs » du chef de l'Etat).

Même si, comme le laissent penser les derniers sondages publiés à Bonn, le chancelier Schmidt est reconduit dans ses fonctions, le S.P.D. aura à faire face, au lendemain de sa éventuelle victoire, à deux problèmes internes. Le premier n'est pas nouveau : il s'agit des divergences entre ceux qui, dans le parti, se sont manifestés à plusieurs reprises entre l'aile gauche du parti gouvernemental, principalement les Jeunes socialistes (« Jusos »), et sa direction. Face à un adversaire très

marqué à droite, le chancelier sortant a dû gouverner de son propre chef, qui pouvait le situer au-delà de ce centre-gauche de bon aloi que l'opinion ouest-allemande paraît, dans sa majorité, considérer comme le maximum tolérable de « socialisme ». En outre, il est probable que M. Schmidt prendrait sa retraite politique à l'issue d'un troisième mandat. Il faudra donc lui trouver un successeur. Or le parti social-démocrate abonde plus en « grands anciens » et en jeunes cadres (compétents et dévoués, mais inconnus) qu'en chanceliers potentiels.

Il est vrai que c'est là un terrain sur lequel la famille chrétienne-démocrate va connaître, quant à elle, du moins si M. Strauss échoue dans sa tentative des difficultés et divisions de première grandeur. Le choix du ministre-président bavarois comme candidat à la chancellerie n'était pas allé de sérieux réserves de la part des cadres de la C.D.U. Réserves qu'il eût été d'un adjoint de la stature de M. Stoltenberg, ministre-président C.D.U. du Land de Schleswig-Holstein, et donc, « homme du Nord » — ces références ont ici toute leur importance — n'était pas parvenues et de loin, à faire disparaître.

M. Helmut Kohl lui-même, président de la formation chrétienne-démocrate, n'a pas manifesté au cours de la campagne un zèle excessif en faveur du candidat qui lui avait finalement été préféré. Mais sa personnalité est elle-même contestée, et ses tentatives de séduction des libéraux ont fait chou blanc. Même battu, M. Strauss resterait l'homme fort de la Bavière. Mais trait-il jusqu'à se séparer plus nettement des modèles de la C.D.U., en écartant à l'ensemble du pays l'implantation de sa formation, la C.S.U., jusqu'ici strictement bavaroise ?

Ainsi, l'Allemagne fédérale à la veille de ses nouvelles élections législatives. Un système politique, économique et social éprouvé permet à la machine de tourner sans à-coups, celles qui sont les crises extérieures et les interrogations intérieures. Jusqu'au bout, l'opinion aura suivi avec intérêt, sinon avec passion, le grand combat des chefs. Il n'est pas sûr pourtant — indépendamment du nouveau malaise provoqué par l'attentat de Munich, si propre à éveiller de bien mauvais souvenirs — qu'aux certitudes sans faille du « Modell Deutschland » n'ait pas succédé l'esquisse d'un certain désenchantement.

F. N.

ASIE

Corée du Sud

La nouvelle Constitution empêchera l'émergence d'une opposition véritable

Séoul. — Le projet d'amendement de la Constitution présenté par le président Chun Doo-hwan, lundi 29 septembre, devrait être soumis à référendum vers le 22 octobre. Il représente une amélioration considérable sur la Constitution Yushin (dite « revitalisante ») du général Park Chung-hee car les candidats à la présidence ne pourront être élus que pour un seul mandat de sept ans ; s'ils veulent modifier cette clause, ils ne pourront pas en être les bénéficiaires. « L'enrichissement de la démocratie en Corée dépendra de la ratification de cette clause », a déclaré le général Chun. En effet, depuis trente ans, le pays n'a jamais connu de transfert pacifique du pouvoir.

Le président sera choisi par un collège électoral de cinq mille membres élus au suffrage universel. Cette élection indirecte représente un échec pour la démocratie ; les partis, avant l'arrivée au pouvoir du général Chun, n'étaient guère favorables. De plus, en vertu de la loi martiale, la presse ni l'opposition ne pourront faire des commentaires défavorables au projet. Celui-ci a réduit quelque peu les prérogatives présidentielles, le chef de l'Etat ne pourra plus, comme avant, nommer ou destituer des députés ou prendre son gré des mesures d'exception, tandis

Correspondance

que l'Assemblée pourra refuser sa confiance au premier ministre, mais seulement un an après la formation du gouvernement.

L'attention du public se porte toutefois surtout sur la dissolution automatique de l'Assemblée et des partis une fois la Constitution modifiée ; en attendant les élections prévues avant juin, le Conseil législatif de sécurité nationale, dépendant des militaires, fera office de Parlement. Les hommes politiques ayant eu des activités avant l'instauration de la loi martiale ne pourront participer à ces élections. Cette mesure « débarras-

sera » le général Chun de tout adversaire sérieux et empêchera l'émergence d'une véritable opposition, en dépit de la volonté affichée par Séoul de remplacer le bipartisme par le multipartisme.

En fait, la libéralisation politique de la Corée dépendra du général Chun : quelle sorte de partis politiques laissera-t-il se former ? Ceux-ci risquent d'être trop faibles, privés des hommes politiques traditionnels, ce qui devrait signifier que le général Chun ne permettra pas le retour vers la démocratie de ce pays où le rythme choisi par lui.

SHIM JAE-HOON.

LE JAPON RESTERA-T-IL PASSIF DANS L'AFFAIRE KIM DAE-JUNG ?

De notre correspondant

Tokyo. — A Tokyo, on se demande, après le retour de Séoul de l'ancien premier ministre Fukuda, personnalité influente du lobby sud-coréen au Japon (le Monde du 27 septembre), si le gouvernement nippon ne va pas adopter une attitude plus active, voire passive, concernant le sort de M. Kim Dae-jung, condamné à mort par le régime du général Chun. Selon M. Fukuda, le Japon ne doit pas aller au-delà de l'expression de sa « préoccupation » et doit éviter d'intervenir dans les affaires intérieures de la Corée. Faire du cas Kim une

question de principe risquerait d'affecter les relations entre les deux pays. Tokyo n'a rien à gagner d'un désastre de la Corée. Le régime Chun est en place et a besoin, au contraire, d'une aide internationale accrue. Tant que les difficultés économiques persistent.

Il sera difficile toutefois au gouvernement de M. Suzuki de paraître laisser les mains enliées de la pression de l'opinion et de l'opposition. Le général Chun est soumis à des pressions officielles de plusieurs pays. — F. P.

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

3^e CYCLE MANAGEMENT AVANCE

8 mois de formation de haut niveau
7 mois de missions opérationnelles en entreprise.

L'admission est réservée aux diplômés de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieurs, I.E.P., maîtrise, écoles scientifiques...) et à des jeunes cadres.

RECRUTEMENT SEPTEMBRE 80
dossiers de candidatures et brochures détaillées
I.G.S. - PROGRAMME MANAGEMENT AVANCE
25, rue François 1^{er} 75008 Paris

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75201 PARIS CEDEX 01
C.C.P. Paris 6207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
22 F 37 F 72 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VUE NORMALE
38 F 70 F 136 F 139 F

ÉTRANGERS
(par mandat postal)
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
24 F 42 F 81 F 80 F
II. — SUISSE - TUNISIE
24 F 42 F 81 F 80 F

Par voie aérienne
Ajouter aux tarifs

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations ou provisions (seuls les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ).

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger dans les langues propres en capitales d'imprimerie.

LES FOURRURES MALAT

FOURRURE
FABRICANT
GARANTIE
DE CONFIANCE

ont la fourrure qu'il vous faut.
Grand choix prêt-à-porter ou sur mesure.
Vison, loup, renard. Choix de couleurs et de motifs.
Grand choix de fourrures pour chapéaux et manteaux.
Service après-vente - Tél. : 873-68-67.

47, rue La Fayette, 75009 Paris - Métro : LE PELETIER

Italia

La crise politique
dans un climat social

France-États-Unis

Le Congrès travailliste
pour le retrait de

h

La Pompe

MANTEAUX
FOURRURES
BRANDES TAILLES
Prix d'avant saison

EUROPE

Italie

La crise politique se déroule dans un climat social très tendu

Le président de la République italienne, M. Sandro Pertini, a achevé, mardi soir 30 septembre, les consultations qu'il avait entamées, à la suite de la démission du gouvernement de M. Cossiga. Il devrait annoncer, dès jeudi, la personnalité choisie pour tenter de former un nouveau cabinet. Le président du conseil sortant ne paraissant pas envisager de briser le nouveau succès. Or, le succès, abondant, est en fait, une victoire pour les socialistes, et en fait, une victoire pour les communistes, et en fait, une victoire pour les démocrates chrétiens.

De notre correspondant

Rome. — Le gouvernement démissionnaire de M. Francesco Cossiga a décidé de tirer toutes les conséquences — jusqu'à l'absurde — du rejet par le Parlement du décret-loi (l'important décret-loi de politique économique) sur lequel il avait été mis en minorité le 27 septembre. Le Journal officiel a publié, ce mercredi 1^{er} octobre, l'annonce de l'annulation, et l'on se retrouve donc dans la situation antérieure.

L'économie italienne est au bord du chaos. Après une trêve de deux jours, l'épreuve de force reprend entre la direction de Fiat et les syndicats. La quarantaine crise gouvernementale de la République italienne se déroule désormais dans un climat social toujours plus tendu. Les automobilistes auront, certes, la satisfaction de voir le prix du litre de « super » revenir à 700 litres, au lieu de 750, comme le prévoyait le projet rejeté. Les nouvelles taxes sur les boissons alcoolisées

Grande-Bretagne

Le Congrès travailliste se prononce pour le retrait de la C.E.E.

Le congrès du parti travailliste britannique a adopté, ce mercredi 1^{er} octobre, à une forte majorité, une motion demandant le retrait de la Grande-Bretagne du Marché commun. La motion déclare notamment que le congrès « engage le parti travailliste à inscrire le retrait du Royaume-Uni de la Communauté économique européenne en priorité dans son manifeste électoral, à retirer la Grande-Bretagne des institutions de la C.E.E. et, en lieu de notre appartenance à la C.E.E., à œuvrer pour des relations pacifiques et équitables entre la Grande-Bretagne et toutes les nations en Europe et dans le monde ».

De notre envoyé spécial

Blackpool. — « Par pitié, arrêtez de discuter, l'opinion implore que vous soyez unis », a déclaré, mardi 30 septembre, M. Callaghan dans un discours passionné et considéré par la grande majorité des députés du parti travailliste comme le dernier de sa longue carrière politique. Mais l'appel du dirigeant ne semble pas avoir été entendu par les représentants des deux grandes tendances qui s'affrontent publiquement à Blackpool.

Certes, aussi bien M. Benn et Haigh, dirigeants de l'aile gauche, que M. Williams et M. Rodgers, dirigeants de la droite, affichent leur souci de maintenir l'unité du parti mais leurs bons sentiments sont démentis par les opinions fondamentalement divergentes qu'ils expriment sur le rôle et la politique du Labour.

Les uns et les autres semblent décidés à poursuivre la lutte au cours du débat, estimé de ce mercredi sur les réformes de structures du parti. Dans cet affrontement les syndicats jouent un rôle décisif et il est vraisemblable que le système peu démocratique du « block-vote » assurera à M. Callaghan un succès partiel mais important concernant l'élection du chef du parti.

M. Callaghan a multiplié les conseils et les recommandations à ses jeunes troupes indisciplinées, mais sur le ton d'un homme déjà détaché des préoccupations immédiates et prêt à passer le flambeau. Évoquant ses relations étroites avec M. Schmidt, « le plus grand leader européen d'aujourd'hui », il a fait remarquer que les initiatives du chancelier allemand visant à ouvrir les négociations nucléaires n'avaient reçu aucune réponse de la part des Soviétiques. C'était condamner très clairement les partisans du désarmement unilatéral de la Grande-Bretagne et de la fermeture des bases nucléaires stratégiques situées en territoire britannique.

Discret sur ses propres intentions, l'ancien premier ministre s'est borné à déclarer qu'il approchait de la fin de sa carrière politique. L'impression prévaut que M. Callaghan ne sera pas candidat, en novembre, devant le groupe parlementaire lorsque celui-ci — à moins que le congrès n'en décide autrement — aura à désigner le nouveau leader.

A travers le monde

Belgique

UNE NOUVELLE CRISE GOUVERNEMENTALE a pu être évitée de justesse à deux reprises, mardi 30 septembre, dans la nuit du 1^{er} octobre, et le cabinet n'a survécu qu'en reportant à une date ultérieure l'examen du dossier de la sécurité sociale, dont le déficit risque d'être supérieur, en 1981, à 4 milliards de francs français. — (Corresp.)

Canada

LE PARLEMENT a été convoqué pour le lundi 6 octobre, une semaine plus tôt que prévu, afin d'aborder la question constitutionnelle, et le cabinet n'a survécu qu'en reportant à une date ultérieure l'examen du dossier de la sécurité sociale, dont le déficit risque d'être supérieur, en 1981, à 4 milliards de francs français. — (Corresp.)

hernie
SOUTENUE COMME AVEC LES MAINS
NOUVEAU
Nouveaux dispositifs
pour la hernie
sans douleur
sans risque
sans interruption
de votre activité
OCCUPATIONNELLE
INSTITUT HERNIAIRE DE LYON
100, rue de la République, 69001 LYON
Tél. 04 78 28 28 28
PARIS 12, rue de la République, 75012 PARIS
Tél. 01 40 20 20 20
Marseille, 10, rue de la République, 13001 MARSEILLE
Tél. 091 40 20 20 20
Nantes, 10, rue de la République, 44001 NANTES
Tél. 02 40 20 20 20
Rennes, 10, rue de la République, 35001 RENNES
Tél. 02 40 20 20 20
Toulouse, 10, rue de la République, 31001 TOULOUSE
Tél. 061 40 20 20 20
Bordeaux, 10, rue de la République, 33001 BORDEAUX
Tél. 051 40 20 20 20
Strasbourg, 10, rue de la République, 67001 STRASBOURG
Tél. 03 80 20 20 20
Lyon, 10, rue de la République, 69001 LYON
Tél. 04 78 28 28 28
Nantes, 10, rue de la République, 44001 NANTES
Tél. 02 40 20 20 20
Rennes, 10, rue de la République, 35001 RENNES
Tél. 02 40 20 20 20
Toulouse, 10, rue de la République, 31001 TOULOUSE
Tél. 061 40 20 20 20
Bordeaux, 10, rue de la République, 33001 BORDEAUX
Tél. 051 40 20 20 20
Strasbourg, 10, rue de la République, 67001 STRASBOURG
Tél. 03 80 20 20 20
Lyon, 10, rue de la République, 69001 LYON
Tél. 04 78 28 28 28

Danemark

LE LAGTING, PARLEMENT DES ÎLES FÉROË, qui jouissent au sein du royaume du Danemark d'une autonomie interne, a été dissous le 23 septembre. Des élections générales pour les 32 sièges de députés auront lieu le 8 novembre. — (U.P.F.)

Espagne

UN RESPONSABLE LOCAL de l'U.C.D., le parti gouvernemental, M. José Ignacio Urdaz, a été assassiné par des inconnus dans la nuit du lundi 29 au mardi 30 septembre à Vitoria, dans la province basque d'Alava. — (A.F.P.)

Turquie

CINQ PERSONNES ont trouvé la mort au cours de divers incidents entre les forces de l'ordre et des individus soupçonnés d'activités terroristes, le mardi 30 septembre, dans la banlieue d'Istanbul. Cela porte à trente-deux le nombre des personnes tuées depuis le coup d'État militaire. — (A.F.P.)

L'hélicoptère, l'apesanteur, Cap Kennedy, le sous-marin atomique, le bathyscaphe, la fusée Terre-Lune, la télévision : c'est déjà dans Jules Verne ! Avec des détails stupéfiants !



GRAND FORMAT 17,5 x 28 cm
Comme au temps de Jules Verne, de grands volumes reliés à la reliure polychrome

Nous avons fait pour que cette précieuse édition vous fasse retrouver le charme des collections reliées et de la reliure polychrome, qui ont fait de Jules Verne un auteur de référence. Les collections de Jules Verne sont reliées en polychrome, ce qui leur donne un aspect unique. Les collections de Jules Verne sont reliées en polychrome, ce qui leur donne un aspect unique. Les collections de Jules Verne sont reliées en polychrome, ce qui leur donne un aspect unique.

éditions Saint-Louis-en-l'Île
S.A. 10, rue de la République, 69001 LYON
Tél. 04 78 28 28 28
PARIS 12, rue de la République, 75012 PARIS
Tél. 01 40 20 20 20
Marseille, 10, rue de la République, 13001 MARSEILLE
Tél. 091 40 20 20 20
Nantes, 10, rue de la République, 44001 NANTES
Tél. 02 40 20 20 20
Rennes, 10, rue de la République, 35001 RENNES
Tél. 02 40 20 20 20
Toulouse, 10, rue de la République, 31001 TOULOUSE
Tél. 061 40 20 20 20
Bordeaux, 10, rue de la République, 33001 BORDEAUX
Tél. 051 40 20 20 20
Strasbourg, 10, rue de la République, 67001 STRASBOURG
Tél. 03 80 20 20 20
Lyon, 10, rue de la République, 69001 LYON
Tél. 04 78 28 28 28

Union soviétique

Dans la « Pravda »

Le peintre Glazounov exalte la tradition russe et dénonce l'art moderne

De notre correspondant

Moscou. — Ilya Glazounov occupe dans la peinture soviétique contemporaine une place à part. Il est officiellement connu comme un peintre de la tradition russe. Il a fait le portrait de M. Brejnev — l'artiste des œuvres répondant parfaitement aux canons du réalisme socialiste. Il s'intéresse aussi, bien à des sujets religieux, avec une prédilection pour les églises russes, qu'aux jeunes travailleurs des chantiers de choc.

Son entourage est connu dans toute la colonie étrangère de Moscou et une de ses expositions au Manège, la salle la plus prestigieuse de la capitale, a attiré il y a deux ans une foule immense. Quelques années auparavant, ses déclarations avec la censure à propos de sa fresque historique « L'homme du siècle » lui avaient valu la célébrité. A l'occasion d'une autre fresque qu'il a intitulée « L'homme du siècle », Glazounov ne fait pas l'unanimité chez ses confrères les plus controversés qui lui ont refusé l'entrée à l'Académie des Beaux-arts.

La Pravda ne lui en a pas moins offert cinq colonnes pour lancer un véritable réquisitoire contre l'art moderne et pour évaluer la tradition russe. Dénonçant, « l'immoralité de l'art moderne », Glazounov évoque la « visite des musées d'un moderne est toujours pour lui un voyage au bout de la tristesse ».

M. Victor Sokirko, collaborateur de la revue soviétique non officielle « Pioniers », a été condamné à trois ans de camp avec sursis, et a été condamné à trois ans de camp avec sursis, et a été condamné à trois ans de camp avec sursis.

M. Boucheny, sénateur de Paris, au nom des communistes français à l'Assemblée du Conseil de l'Europe, a déclaré, lundi 30 septembre, la création, au sein de cette organisation, d'une commission d'enquête sur les atteintes aux libertés de l'homme commises dans les vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe.

Pour relire JULES VERNE

retrouvez le charme des anciennes éditions illustrées de son époque.

Avec cette luxueuse édition pour bibliophiles du TOUR DU MONDE EN 80 JOURS, vous retrouverez intact l'univers fantastique de Jules Verne et vous enrichirez votre bibliothèque d'un merveilleux livre rouge et or, comme ceux qui ont enchanté des générations de lecteurs.

Relisez les romans de Jules Verne avec des yeux d'adulte

Il vous faut relire Jules Verne ! Aujourd'hui, vous pouvez apprécier à sa juste valeur la prodigieuse intuition scientifique d'un homme du siècle dernier. De l'hélioptère à la fusée spatiale, tout ce qu'on a pu réaliser, Jules Verne l'a imaginé. Il a fait partie d'une dimension humaine, au sens d'homme et d'œuvre, de la vie de son époque qui ajoutent encore à l'insolite de son génie. Et même si certaines de ses inventions n'ont pas vu le jour, vous constaterez qu'il n'est pas si loin de nous, et qu'il est véritablement, et sans doute réalisable dans un avenir proche.

Dans votre bibliothèque, ces romans inoubliables qui ont été traduits dans toutes les langues...

Le Tour du monde en 80 jours
Vingt Mille Lieues sous les mers
De la Terre à la Lune
Les Enfants du capitaine Grant
L'île mystérieuse - Michel Strogoff
Les Tribulations d'un Chinois en Chine
Cinq Semaines en ballon
Voyage au centre de la Terre
...et bien d'autres encore.

LISEZ GRATUITEMENT ET SANS ENGAGEMENT LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURS

pour vous faire une opinion sur cette édition

Pour recevoir chez vous, sans frais et sans engagement d'achat, ce superbe volume et en grande connaissance de toute l'œuvre de Jules Verne, il vous suffit de poster le bon à découper. Vous ne prenez aucun risque, car si vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez retourner le volume sans aucune explication. Vous ne le regrettez pas, car si vous décidez de le garder, les volumes suivants vous seront alors adressés au rythme d'un par mois, réglables aux mêmes conditions.

Bon d'examen GRATUIT

à retourner à Philippe de Maubuisson, Editions Saint-Louis-en-l'Île, 58, rue Perrenet 92523 Neuilly sur Seine Cedex

Adresser gratuitement et sans engagement LE TOUR DU MONDE EN 80 JOURS. Si, après examen, je ne désire pas garder ce volume, je vous le renverrai dans les 5 jours et je ne vous adresserai rien. Si, au contraire, je décide de le garder, je vous le renverrai au plus vite, contre un bon de commande de 100 francs. Les 100 francs seront versés à votre collection de « Chiffres de Jules Verne » que j'adresserai alors au rythme d'un volume par mois, réglables au fur et à mesure, au même prix spécial que le premier, soit 100 francs.

NOM : _____
Prénom : _____
ADRESSE : _____
Code postal : _____
DATE : _____
Signature : _____

La Pompadour
NOUVELLE COLLECTION
MANTEAUX
cashmere, camel, lama
FOURRURES
vison, astrakan, petit gris
PÉLISSE RAGONDIN
GRANDES TAILLES
du 42 au 60
Prix d'avant saison
32 bis, Bd HAUSSMANN
M^e Chausse à Aném.

antennes
Parce que les médias sont aussi un terrain d'aventures
En vente partout : 14 F - abonnements : 130 F
3, rue Racamier - 75341 Paris Cedex 07 - Tél. 544.38.71

Le Monde

politique

LES SUITES DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Polémiques au sein de la majorité et de l'opposition

La composition du gouvernement remanié à la suite des élections sénatoriales pourrait être connue jeudi 2 octobre : c'est M. Raymond Barre qui a indiqué cette date, mardi à Strasbourg. Le premier ministre a d'ailleurs ajouté à l'adresse des journalistes : « Vous pourriez avoir des surprises. » La présidence de la République a été moins précise quant à la date ; elle a en effet publié mardi soir une mise au point précisant : « Afin d'éviter toute solution de continuité dans l'action de gouvernement, le chef de l'État a demandé au premier ministre de présenter, avant la fin de la session,

des propositions tirant les conséquences, pour la composition du gouvernement, des récentes élections au Sénat. »

Les résultats du scrutin sénatorial suscitent encore, aussi bien de la part de la majorité que de l'opposition, quelques polémiques. Socialistes et communistes continuent de se reprocher mutuellement d'avoir fait le jeu de la droite. Le P.S. estime aussi qu'il faut « ramener au début des années 30 », et à l'époque de stalinisme pour retrouver « une tactique aussi destructrice ».

Dans la majorité, ce sont deux échecs qui provoquent quelques remous. Lundi, M. Augustin Chaurvet, député R.P.R. de Cantal, candidat malheureux à un siège de sénateur confirmait qu'il se démettrait de tous ses mandats et se déclarait « écœuré des manœuvres » de ses collègues du conseil général. Mardi, c'étaient deux sénateurs, MM. Pierre Baudis, maire de Toulouse, et Marcel Cavaillé, secrétaire d'État démissionnaire, qui s'accusaient de trahison, le second considérant qu'il n'a pu réussir dans son entreprise à cause de la

candidature surprise du premier, entre les deux tours. Enfin, une fois de plus, le thème des éventuelles convergences entre socialistes et gaullistes est évoqué ici et là. M. Chirac ayant fait allusion lundi à Strasbourg à « l'évolution une négociable » que constituerait la reconnaissance par le P.S. de la « rupture de l'ancien de la gauche », MM. Chaurvet, pour l'U.D.F., Mermaz et Henu pour le P.S., ont cru bon de donner suite. Sans doute faut-il voir là un accès périodique de spéculations provoquées par ce état de fait : le R.P.R. comme le P.S. sont mal à l'aise au sein de leurs alliances respectives.

« LES CONVERGENCES » P.S.-R.P.R.

M. Mermaz : toujours la stratégie d'union mais pas de tête-à-tête avec le P.C.

« M. Louis Mermaz, député de l'Aube, président du comité directeur du P.S., a répondu aux propos de M. Chirac concernant les socialistes, en déclarant le 30 septembre : « Il n'est pas question pour le P.S. de renouer la stratégie d'union ; cette stratégie repose sur des intérêts populaires profondément enracinés. Le P.S. n'a pas l'intention de plus de s'enfermer dans un tête-à-tête avec le P.C. et d'adresser demain comme hier, avec toujours plus de fermeté, à tous les Français qui veulent le changement. L'indépendance nationale et qui croient au rôle de la France dans le monde. » — (Corresp.) »

M. CHINAUD (U.D.F.) : hors de propos

M. Roger Chinaud, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, a évoqué, mardi soir 30 septembre, au micro de R.F.M., les propos tenus la veille, notamment par M. Jacques Chirac, sur d'éventuelles convergences entre socialistes et gaullistes. Il a déclaré : « Tout appel d'un leader politique, quel qu'il soit, aux responsables et aux élus du P.S. me paraît hors de propos. » Il a aussi ironisé : « Si le P.S. après l'alliance impossible choisit l'isolement électoral, quel changement politique pour le pays ? »

Interrogé sur les déclarations de M. Bernard Pons au Monde, et selon lesquelles il y aurait un candidat gaulliste dans chaque circonscription lors des prochaines

élections législatives (1), M. Chinaud a répondu qu'il avait pris acte de cette affirmation. Il a fait remarquer : « Lors des dernières élections sénatoriales, le R.P.R. a enregistré une nette progression quand ses candidats se présentaient sur des listes d'union, mais lorsqu'ils se présentaient seuls, des candidats ne réussissaient pas au passage du premier tour. »

M. PONS (R.P.R.) : nous ne pourrions servir d'appoint au P.S.

Dans le débat de politique générale qui s'est tenu aux Journées parlementaires du R.P.R. à Strasbourg, M. Bernard Pons, secrétaire général, évoque les convergences entre socialistes et gaullistes. Il assure que, à partir du moment où le P.S. se serait totalement dégage de l'emprise du P.C., il redevenirait un partenaire différent. « Tous en précisant : « Il n'est pas question pour nous de lancer un appel aux élus du P.S. à aucun moment, le R.P.R. ne pourra servir d'appoint au P.S. s'il en avait besoin. »

« Les élus U.D.F. se sont réunis à huis clos à Paris, mardi 30 septembre et mercredi 1^{er} octobre, pour deux journées d'études parlementaires. Mardi, ils ont discuté de la réforme des collectivités locales avec M. Christian Bonnet, ministre de l'Intérieur. Mercredi après-midi, ils devaient entendre, toujours à huis clos, M. Raymond Barre.

M. JEAN-LOUIS VIGIER QUITTE LE SÉNAT

M. Jean-Louis Vigier, sénateur R.P.R. de Paris et président de l'Association des amis de la Résistance, confirme dans une lettre adressée aux membres de cette association, qu'il se démet de son mandat de sénateur, les séquelles de ses blessures de guerre ne lui permettant plus d'assumer comme il le voudrait ses activités de parlementaire (Le Monde du 1^{er} mars).

Il sera remplacé par M. François Collet, adjoint au maire de Paris, membre du comité central du R.P.R.

[M. Jean-Louis Vigier est né le 25 décembre 1914. Ayant dirigé deux réseaux de résistance, il est arrêté par la Gestapo et incarcéré à la prison de la Santé. Il est condamné à mort mais sera libéré par l'arrivée des troupes alliées dans la vallée du Rhin. Ancien P.-O.G. du journal « l'Époque » (1947-1958), ancien président du conseil municipal de Paris (1958-1960), M. J.-L. Vigier siège au Palais du Luxembourg depuis avril 1959. Il y préside le groupe d'amitié franco-soviétique.]

« PRÉCISION. — Dans le compte rendu du colloque du Comité pour l'Indépendance et l'unité de la France (Le Monde du 23 septembre), c'est par erreur que nous avons fait dire à M. Charles Chaumont, professeur à l'université Nancy-II, qu'un « droit juridique communautaire » s'était constitué en dehors de toute règle écrite. C'est évidemment d'un « ordre » juridique communautaire dont M. Chaumont a parlé.

< Dans plusieurs départements »

Dans un communiqué publié mardi 30 septembre, le parti socialiste évoquant les résultats obtenus par le P.C.F. lors des élections sénatoriales de l'avant-veille, affirmait : « Au premier tour, dans plusieurs départements, et malgré les gains importants qu'il avait réalisés en 1977 dans les municipalités grâce à son union avec le parti communiste, le parti communiste obtenait moins de suffrages qu'en 1977. »

Cette appréciation mérite d'être très fortement nuancée. Si l'on veut étudier l'évolution de l'audience du P.C.F. entre 1971 et 1980, il importe d'écarter huit des trente-huit départements où l'on vota le 28 septembre :

— Dans le territoire de Belfort, le P.C.F. était resté en dehors de la compétition en 1971 ;

— Le parti communiste avait été favorisé, en 1971, par l'absence du P.S. dans les Hautes-Alpes, le Cantal et le Cher ;

— Dans l'Ardèche et en Charente-Maritime, la P.S. et le P.C.F. se sont concurrencés au premier tour, en 1980, alors qu'ils faisaient liste commune en 1971 ;

— On ne saurait, en dernier lieu, compenser le Corse-du-Sud et la Haute-Corse de 1980 à la Corse de 1971.

Si l'on examine les résultats obtenus par le parti communiste

dans les trente départements à considérer, on arrive aux conclusions suivantes :

— Dans l'ensemble de ces départements, les « titres de liste » du P.C.F. ont recueilli, en 1980, 5 114 voix, soit 14,47 % des 35 342 suffrages exprimés, au lieu de 3 883 voix en 1971, soit 11,45 % des 33 884 suffrages exprimés. La progression globale du parti est donc de 3,02 points.

La P.C.F. a progressé dans vingt-trois départements : Ain (+ 2,74 points), Alpes (+ 4,11), Aube (+ 11,80), Alpes-Maritimes (+ 5,83), Ardennes (+ 3,76), Ariège (+ 5,82), Aveyron (+ 3,61), Bouches-du-Rhône (+ 0,33), Charente (+ 0,30), Corrèze (+ 3,11), Côte-d'Or (+ 2,77), Creuse (10,71), Dordogne (+ 8,51), Doubs (+ 4,10), Drôme (+ 9,49), Eure (+ 0,40), Eure-et-Loir (+ 1,27), Finistère (+ 3,38), Haute-Garonne (+ 6,78), Gers (+ 3,87), Girondins (+ 3,87), Hérault (+ 13,86), Ille-et-Vilaine (+ 3,73).

La P.C.F. a reculé dans sept départements : Alpes-de-Haute-Provence (— 2,43 points), Aube (— 1,19), Aude (— 0,88), Calvados (— 1,75), Côte-d'Or (— 0,68), Gard (— 7,80), Indre (— 7,95).

Vingt-trois progressions, sept reculs. Ils ne semblent pas abusifs de conclure que le P.C. a gagné du terrain dans plusieurs départements. — R. B.

Les résultats ne justifient que partiellement les regrets du P.C.

Commentant les résultats des élections sénatoriales, M. Georges Ribeyre, député R.P.R. de l'Aube, a affirmé, mardi 30 septembre, que le parti communiste aurait dû « gagner de huit à dix sièges ». Le même jour, le bureau politique citait « notamment » six départements où le P.C. avait perdu : l'Aube, les Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Gard, Haute-Garonne et Hérault, où le gain d'un siège par le P.C. aurait été possible. De son côté, la veille du scrutin, Mme Madeleine Vincent, membre du bureau politique, assurait, dans l'« Humanité » du 27 septembre, que l'élection d'un sénateur communiste dans ces six départements, mais également dans l'Aisne et les Ardennes.

Si l'on retient que les huit départements où le P.C. a gagné, ont été contrebalancés par le mieux placé de ses représentants a obtenu 343 voix au premier tour, qui a vu l'attribution de deux sièges au parti communiste, le P.C. s'était désisté ne pouvait pas mathématiquement être battu au deuxième tour.

Quant au siège convoité par le P.C. dans l'Hérault, il ne tenait qu'à la bonne volonté du P.S. Ce dernier s'est retrouvé après le premier tour dans une position qui lui assurait les deux sièges restant en ballottage. La liste P.C.-M.R.G. constituée au second tour a recueilli une centaine de voix de moins que celle du P.S.

En revanche, dans la Haute-Garonne, le P.C. estimait que les conseils municipaux avaient représenté en proportion leurs voix composition (l'« Humanité » du 24 septembre). Reste que le premier tour avait donné un tel avantage au P.S. que ce dernier n'avait pas besoin des suffrages communistes au second tour pour enlever les trois des quatre sièges qui restaient à pourvoir.

Enfin, dans les Côtes-du-Nord, la liste d'union (P.S. et P.C.) proposée par les communistes aurait sans doute permis à la gauche d'enlever les trois sièges à pourvoir. En effet, le total des suffrages recueillis au premier tour par les deux candidats de gauche les moins bien placés a été de 859, alors que la majorité absolue était de 739 et que le candidat de la majorité le mieux placé a obtenu 838 voix. Au second tour, les candidats communistes qui se sont maintenus ont réalisé de moins bons scores qu'au premier tour. La bonne centaine de voix qu'ils ont perdue est allée, semble-t-il, à peu près à égalité sur les représentants de la majorité et sur ceux du P.S. — A. Ch.

M. RIBEYRE (C.N.I.P.) PERD LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES

M. Paul Ribeyre, dont le mandat de sénateur n'a pas été renouvelé le 28 septembre, par les grands électeurs de l'Ardèche (il siégeait au groupe du CNIP), perd, de ce fait, la présidence du conseil régional Rhône-Alpes, assemblée à laquelle il n'appartient plus. M. Ribeyre avait été élu président du conseil régional au janvier 1974 et réélu chaque année depuis lors. Il était engagé à quitter le conseil régional à la fin de son mandat, la reconduction de son mandat l'an prochain.

Une session extraordinaire du conseil régional pourrait être organisée dans les semaines qui viennent pour élire un nouveau président. M. Michel Duranton, député (U.D.F.) de la Loire, est considéré comme le candidat le mieux placé.

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 1^{er} octobre, sur proposition de M. Bonnet, ministre de l'Intérieur, le mouvement préfectoral suivant : M. Michel Petit-Duc, préfet du Jura, est nommé préfet hors-cadre ; M. Jean Dussere, sous-préfet de Montmorillon (Vendée), est nommé préfet du Jura ; M. Gérard Belorgey, préfet de la Dordogne, est placé, sur demande, en position de disponibilité ; M. Raymond Jaffre, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), est nommé préfet délégué pour la police auprès du préfet des Bouches-du-Rhône, est nommé préfet de la Dordogne ; M. Michel Son, sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), est nommé préfet délégué pour la police auprès du préfet des Bouches-du-Rhône ; M. Guy Sigouille, sous-préfet de Bézier (Hérault), est nommé préfet de la Creuse, en remplacement de M. Jacques Duranton, appelé à d'autres fonctions.

A Toulouse

M. Cavaillé accuse M. Baudis de l'avoir « poignardé dans le dos »

Après son échec aux élections sénatoriales en Haute-Garonne, M. Marcel Cavaillé, démissionnaire du gouvernement, ne cache pas son amertume ni sa colère, et il accuse : « J'ai été poignardé dans le dos par celui pour lequel j'ai sacrifié ma vie professionnelle et familiale. » L'accusation vise M. Pierre Baudis (app. P.R.), dont il fut le suppléant, de 1968 à 1973, lorsque celui-ci siégeait à l'Assemblée nationale. Puis, jusqu'à présent, l'un des principaux adjoints à la mairie de Toulouse.

Pour M. Cavaillé, il ne fait aucun doute que, en faisant acte de candidature au deuxième tour de scrutin, le maire de Toulouse n'a contribué qu'à précipiter l'échec de la majorité, et « J'avais mes chances, et M. Baudis m'a empêché délibérément d'être élu », dit-il.

L'ex-secrétaire d'État assure qu'un accord avait été conclu, il y a trois mois, avec la fédération M.R.G. de Haute-Garonne, accord suivant lequel, en cas de maintien de tous les socialistes au second tour, les candidats de la majorité les moins bien placés à l'issue du premier se retireraient de la compétition, tandis que le M.R.G. ne présenterait plus qu'un seul candidat, sans qu'il y ait pour autant liste commune. Les grands électeurs de la majorité et ceux du M.R.G. auraient alors réalisé leur suffrage par un seul vote, sans qu'il y ait pour autant liste commune.

M. Cavaillé ajoute que cet « échange de bons procédés » lui avait été confirmé, avant le second tour de scrutin, par M. Jean-Michel Baylet, directeur de la Dépêche du Midi, vice-président du M.R.G. Comme convenu, les deux candidats du R.P.R. arrivés en troisième et quatrième position au premier tour, s'étaient retirés et le M.R.G. ne présentait plus qu'un seul candidat, M. Henri de Lassus. La candidature-surprise de M. Baudis a contrarié cette opération et divisé les grands électeurs modérés. Bilan : victoire totale... des socialistes.

« Mon initiative a été mal comprise, réplique M. Baudis. La période spectaculaire des socialistes dès le premier tour et la faiblesse des candidats de la majorité m'ont paru très significatives. Il était évident que devaient être recherchés d'autres concours pour réduire l'écart, autant que possible. J'ai pris les contacts nécessaires dans le seul but de sauver l'ensemble de notre liste. »

M. Cavaillé n'en croit rien. Il estime que M. Baudis a surtout saisi l'occasion d'éliminer un rival politique dont la notoriété acquise au sein du gouvernement communiste lui portait ombrage à Toulouse. Il reproche au maire de n'être intervenu que par motivation « passionnelle ». « Le geste insensé et pourtant soigneusement prémédité de Pierre Baudis, dit-il, a été une erreur pour empêcher Cavaillé d'être élu, »

« M'accuser de trahison est ridicule », réplique le maire de Toulouse, qui se considère comme le « bienfaiteur » de M. Cavaillé. « Après ces déclarations je me pose la question de savoir si je ne dois pas retirer à M. Cavaillé les délégations que je lui ai confiées en 1977. La décision sera prise prochainement en accord avec tous mes amis du conseil municipal. »

« J'avais un ami », conclut M. Cavaillé.

« J'avais un faux ami », rétorque M. Baudis.

(1) MM. Cavaillé, Baudis et de Lassus ont recueilli respectivement, au deuxième tour, 570, 445 et 334 voix.

antennes

Le magazine des cultures audiovisuelles

En vente partout : 14 F - abonnement : 130 F
3, rue Fénelon - 75341 Paris Cedex 07 - Tél. 544.38.71

Du 27 septembre au 11 octobre 1980

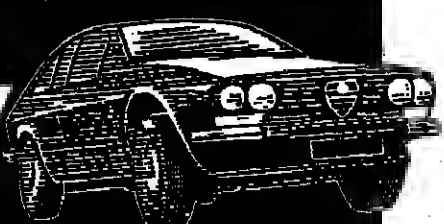
Quinzaine de la Mesure Industrielle
MADELIOS
Place de la Madeleine - Paris
Pour ceux qui savent choisir

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE - VENTES TT ET CD

GAP Paris-est

PARIS 12^e - 37, Av. du Général Michel BIZOT - Tél. : 340.80.47
NOISY-LE-SEC 93130-122, Rue VAILLANT COUTURIER - Tél. : 843.65.33



LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES

La Cour de Marville met en garde contre l'atlantisme

LA CONSTITUTION DE LA V^e REPUBLIQUE

LE MONDE

VENT DE PARLÉMENTAIRE

EDITIONS S.T.H.

LE MONDE
met chaque jour à la disposition de
ses lecteurs des rubriques d'annonces
immobilières
Vous y trouverez peut-être
LES BUREAUX
que vous recherchez

Le Monde

société

LES ATTENTATS ANTISEMITES

Une vingtaine de militants d'extrême droite ont été placés en garde à vue

Trois mille personnes — dix mille selon les organisateurs — se sont rassemblées mardi 30 septembre, en fin d'après-midi, devant le mémorial du martyr juif inconnu, rue Geoffroy-l'Asnier, à Paris-4, pour protester contre les attentats commis ces jours derniers dans la capitale contre des édifices de la communauté israélite.

A Strasbourg, où ont lieu les journées parlementaires du R.P.R., M. Jacques Chirac, président du mouvement, a participé le même jour à une manifestation de protestation contre ces attentats, organisée par les représentants de la communauté juive de la ville.

A Paris, une vingtaine de militants

d'extrême droite ont été arrêtés, mardi 30 au matin, par les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête sur les attentats antisémites. Parmi les personnes gardées à vue figurent MM. Jean-Gilles Malliarakis, dirigeant du Mouvement nationaliste révolutionnaire, et Pierre Sidos, président du mouvement L'Encre française. Une dizaine de militants du M.N.R. et plusieurs adhérents parisiens de l'ex-FANE figurent parmi les personnes interpellées. Trois armes de poing ont été découvertes au domicile de certains d'entre eux, qui pourraient être déferés au parquet d'ici la fin de la garde à vue, qui expire jeudi 2 octobre, à 6 heures.

A Nice, la garde à vue des sept ou

huit membres de l'ex-FANE arrêtés mardi matin, dont deux femmes, a été renouvelée ce mercredi matin pour vingt-quatre heures.

A la suite des attentats commis à Paris, M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, a demandé au parquet d'ouvrir une information judiciaire « afin que tout soit mis en œuvre pour identifier les coupables ». Le procureur général a prescrit au parquet d'une part de veiller, dans la limite de ses attributions, à ce que l'instruction de ce dossier soit menée avec la diligence nécessaire, d'autre part de prendre, le moment venu, les réquisitions empreintes de la fermeté qu'impose le caractère odieux de telles infractions.

A Paris : une journée d'émotion communautaire

« Il n'y a que l'antisémitisme pour unir ainsi les juifs. » Cette boutade, lancée, mi-figue mi-raisin, par un jeune militant sioniste, avait valeur de vérité, mardi 30 septembre, alors que plusieurs milliers de personnes se rassemblaient, vers dix-huit heures, à l'appel du Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme (M.C.R.A.), et de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.R.A.), devant le mémorial du martyr juif inconnu.

Les divisions, les divergences laissent provisoirement la place à l'émotion et à la peur commune du retour « de la race des seigneurs ». « Un grand moment pour notre communauté », commentait, ému, un vieux survivant des camps de la mort. Toutes les générations étaient présentes, du dos à la Seine, sous les drapeaux et les banderoles, pour réclamer l'arrestation des auteurs des récents attentats et de l'inculpation des dirigeants des « Faisceaux nationalistes européens », pour reconstitution de la ligue dissoute. Mères juives du quartier du Sentier, Israéliens d'origine maghrébine, familles bourgeoises du seizième arrondissement arborant les badges du M.R.A.P. aux cotés de chrétiens et de musulmans « venus là, selon un prétexte, en signe de solidarité ». Plus de distinctions politiques : les organisations sionistes traditionnelles « voisinent avec le Michmar (jeunes sionistes socialistes) et les rangs de la communauté des antisémites et des militants du P.C., du P.S., du P.S.U., de la C.G.T. Des membres de la Ligue communiste révolutionnaire écoutaient les discours sous la ban-

derole des « Filles et fils des déportés juifs de France ». Non, plus de divergences. La foule scandait bien volontiers : « Juifs, Arabes, tous unis » et applaudissait M. Albert Lévy (M.R.A.P.) qui disait, comme une seule victime, « les institutions juives et les foyers de travailleurs immigrés ». L'allocution de M. Alain Rothschild, président du C.R.I.P. (Conseil représentatif des institutions juives de France), organisation jugée souvent trop modérée, était acclamée par de très jeunes gens qui, un instant plus tôt, avaient longuement ovationné Mme Marie-Madeleine Foncède (L.I.C.R.A.), héroïne de la résistance venue au mémorial, « empêcher que ne lève à nouveau la graine mortelle ».

Le rôle de l'O.J.D.

Certains visages étaient graves. Certains pleuraient, à l'évocation des « martyrs » de toutes les générations, ceux du ghetto de Varsovie comme ceux de Bologne, ces derniers mois, ou de Munich, ces derniers jours. Comme, encore, Henri Curjel et Pierre Goldman. Certains manifestants s'attachaient devant les groupes de jeunes assurant le service d'ordre, regardant avec curiosité les membres de l'Organisation juive de défense (O.J.D.), créée en 1979, par des militants de différentes tendances politiques, pour assurer la protection de la communauté israélienne, et dont le premier titre de gloire est d'avoir sérieusement malmené les membres de l'ex-FANE devant le palais de justice, le 15 septembre.

L'O.J.D. a sans doute gagné, mardi, son droit à l'existence aux côtés des associations juives. Le C.R.I.P. qui avait d'abord critiqué les interventions, on peu musclées, de ces jeunes gens et déploré les tentatives d'auto-défense de la communauté, a salué, devant le mémorial, « la générosité d'âme » de ces chevaliers protecteurs.

L'O.J.D. avait d'ailleurs profité de cette journée de protestation pour se présenter à la presse. Vers 19 h 30, alors que la manifestation se dispersait dans le calme, plusieurs de ses membres exposaient, dans un grand hôtel, les buts de cette organisation, « créée pour que tous les juifs se retrouvent sur un thème, celui de la sécurité ». « Nous ne sommes pas une milice », déclarait son président, qui avait tenu à garder l'anonymat, « nous organisons simplement la surveillance de nos édifices et la protection de nos rassemblements, en collaboration étroite avec les dirigeants de la communauté ».

Les membres de l'O.J.D. appartenaient tous à ce courant israélien qui estime que la communauté juive est plus menacée, « plus exposée qu'elle ne croit ». Leur rôle est d'alerter, d'affirmer aux juifs, qu'« l'insouciance règne entre deux arêtes, que l'antisémitisme en France, demeure virulent ».

peu hystériques — de bombes que les « fachos » ouraient qu'ils déposent... Ils manœuvraient, un peu brusquement, au profit de certains adultes. Si le rassemblement de dix-huit heures s'était déroulé dans le calme, cette réunion nocturne se laissait gagner par une forte tension. Près de deux mille personnes avaient trouvé place dans la salle, mais un millier d'autres battaient la semelle sur la chaussée et attendaient vainement que les portes s'ouvrent pour elles, dans un climat de fausses rumeurs sur « la présence, dans le quartier, de neo-nazis ».

Le ton n'était plus le même. Très pro-Israélien, le C.I.E.S.S. prône le départ de France de la communauté juive. Ses membres devaient, mardi, s'opposer, parfois avec violence, aux thèses contraires, préconisées par d'autres Israéliens venus à la Mutualité pour prolonger cette journée de protestation. « Nos oncles ne sont pas les Gaulois », hurlait au micro un dirigeant israélien tandis que d'autres, dans la salle, manifestaient bruyamment leur préférence pour l'assimilation. Autre leçon d'histoire à l'usage des jeunes générations juives : « Rappelez-vous ce qui est arrivé aux juifs d'Ukraine, à ceux d'Espagne, à ceux d'Algérie... ».

Cette journée d'émotion communautaire, selon la formule d'un membre du M.R.A.P., devait finalement retourner à la fois une émotion collective et les clivages profonds de la communauté juive de France, et des différences d'appréciation dans la réplique à porter à l'antisémitisme.

PHILIPPE BOGGIO.



(Dessin de PLANTU.)

AU SIÈGE DE L'EX-FANE

Les voisins des nazis

Mme Boulin, une petite dame sensée, âgée de 28, rue Jean-Moignon, à Paris (10^e), et les membres des Faisceaux nationalistes européens, l'ex-Fédération d'action nationaliste et européenne (FANE), sont ses voisins du dessus. Jeudi 25 septembre, c'est elle qui a découvert, dans les toilettes, sur la pelote, un curieux sac de plastique et, dedans, une bombe. Vendredi, au même endroit, les policiers en ont démantelé une autre en extrême : « Je ne suis pas rassurée », dit Mme Boulin, « que les nazis sont là, le me rassure-t-elle, et tant qu'ils ne sont pas partis, je ne me couche pas ».

Depuis la procès de Marc Fredrikson, les habitants de la rue Jean-Moignon craignent les « expéditions punitives ». « Ce se comprend, dit le garage du 22, mais, si les jeunes juifs contre-attaquent, ce sera l'escalade de la violence. » Pour M. Aniolne, qui tient le café à l'angle de la rue, « ce devient critique, si un n'est pas remboursé en cas d'attentat revendiqué ».

Après l'alerte du vendredi, des habitants de l'immeuble de l'ex-FANE ont préféré prolonger leur week-end. En tout cas, ils n'ont rien plus leur porte. « Si ça casse, prévenez-moi », a dit un locataire avant de vider les lieux. « Ce n'est qu'une psychose de peur », explique le commissaire du quartier, qui ignore ce qui se passe rue Jean-Moignon et qui a « bien d'autres affaires à traiter ».

avec des barres de fer, des manches de pioche et même une mitrailleuse. Quand les policiers ont ouvert la porte du local, M. Fredrikson tenait une arme à la main.

Oxychose ? Mais la concierge n'est pas la seule à avoir vu. D'autres, assure-t-elle, peuvent témoigner. « Après, les policiers ont dit que la bombe n'était rien. Mais ils sont quand même venus hier pour me conseiller de faire attention. » Mme Boulin a aussi observé un canon de revolver dépassant de la veste d'un visiteur. « La prochaine fois, je me jette par la fenêtre », affirme une voisine du dessus. La vieille dame du premier a eu, dimanche, une crise cardiaque, et une adolescente, qui habite seule, a décroché le fusil de chasse de son père.

On dit qu'ils auraient un autre local dans le quinzième arrondissement, qu'il est un tout petit centre, qu'ils seraient quinze mille militants en France. Comme on est loin du petit groupe piéliste, des locaux minables, des jeunes paumés séduits par un célibataire de quarante-cinq ans, admirateur de beaux arènes, de ce gâté viallard volé, qui, le soir de la bombe, descendait avec difficulté, entre deux policiers, l'escalier lépreux. M. Henri-Petit, quatre-vingt-un ans, l'ancien secrétaire de Darquier de Pellepoix, acharné fragile, ferait-il trembler le voisinage ?

Un banquet international

C'était comme une habitude : les voir se déguiser en nazis, entendre leurs chants et assister au ballet des policiers qui les arrêtaient pour les relâcher aussitôt. Les folklores de la rue Moignon, ils nous tentaient plutôt sourires. « Mme Boulin était grise à leur gaudronner. » Ils n'arrêtaient pas de tirer leurs bureaux, leurs chaises, ils chantaient comme à l'école. Je suis montée un soir, je leur ai demandé de se taire, ils m'ont obéi. D'ailleurs, M. Fredrikson m'a servie toujours en étant son chapeau.

Des gens sans histoire. Sans danger. Le propriétaire du Châlet Savoyard, le restaurant du bas de la rue, raconte pourtant une curieuse aventure : « Le 24 novembre 1979, M. Fredrikson organisait un banquet dans son établissement. Ils étaient une cinquantaine en uniforme, portant des croix gammées, et ils venaient à la cour de la rue 6 F. Certains portaient allemand ou italien. Il y avait des Belges. Ils répondaient à mes questions, ils servaient en faisant le salut nazi. Au moment où je leur demandais de sortir, il y a eu une descente de police. Mais, une heure après, les Belges reviennent à la rue, et M. Fredrikson, le lendemain, est venu régler la note. »

CHRISTIAN COLOMBANI.

ÉDUCATION

Grâce à des cours suivis cet été

A Grenoble, les étudiants étrangers sont dispensés de l'épreuve de français

De notre correspondant

Grenoble. — La convocation, le 24 mars dernier, de deux cent dix-huit étudiants étrangers à un examen de connaissance de la langue française avait été à l'origine de la plus longue grève de la communauté des étudiants étrangers du campus de Grenoble (le Monde du 30-31 mars et 22 mai). Pendant huit semaines, l'activité universitaire avait été totalement paralysée dans certaines unités d'enseignement et de recherche, tandis que dans d'autres les cours étaient fortement perturbés. L'examen de français exigé pour les étudiants étrangers inscrits pour la première fois dans une université et qui n'étaient pas titulaires du baccalauréat français, ou d'un baccalauréat reconnu équivalent à tout de même été organisé le 5 septembre par le rectorat. Cent quatorze étudiants seulement avaient reçu une convocation aux épreuves (une dictée et un résumé de

texte) ; mais tous ont pu justifier d'un titre les en dispensant. Pendant l'été, une lettre adressée aux trois universités grenobloises par le président de la commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers, M. Jean Imbert, avait élargi les cas de dispense aux titulaires du premier degré du diplôme d'études françaises délivré par le CUEF (Centre universitaire d'études françaises) qui, à Grenoble, dépend de l'université de langues et lettres. Les étudiants étrangers dont la pratique de la langue française était insuffisante ont donc suivi pendant tout l'été les cours dispensés par le CUEF afin d'obtenir un niveau jugé « correct » sanctionné par des épreuves organisées à la fin du mois d'août.

« Nous n'avons pas eu à examiner de candidatures, tous les étudiants étrangers étant en règle », précise-t-on au rectorat, où l'on se félicite de la « fin heureuse » d'un long conflit. Toutefois, à l'université des sciences sociales, où ont lieu en ce moment les inscriptions pédagogiques pour l'année universitaire 1980-1981, on compte une quarantaine de candidats étrangers supplémentaires qui ne répondent pas à toutes les conditions réglementaires. « Il faudrait pouvoir rapidement régler ces quelques cas, faute de quoi nous risquons de déclencher un mouvement ou processus nuisible au bon fonctionnement des universités », précise M. Rousset, président de l'université des sciences sociales.

En dépit de « coupures » affirmes-t-on, d'autre part, dans cette université, le contrôle des « affiliations » d'étudiants étrangers « a déjà porté ses fruits » puisque cent quarante-cinq étudiants étrangers seulement ont été inscrits pour la première fois à l'université des sciences sociales contre deux cent trente-quatre l'année dernière à la même époque.

CLAUDE FRANCHILLON.

CORRESPONDANCE

L'inscription des étudiants chypriotes

M. Jean Imbert, président de la Commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers, nous écrit :

J'ai été très surpris de lire, dans l'article de M. Mandouze intitulé « L'ennemi public numéro 1 » (le Monde du 19 septembre) : « Sur cinquante-sept candidats proposés pour l'inscription des étudiants étrangers, treize ont été refusés. Sur dix-neuf proposés de Jérusalem, une seule a été acceptée ».

Puis-je vous demander de rétablir la vérité auprès de vos lecteurs et de signaler que la Commission nationale pour l'inscription des étudiants étrangers a envoyé aux diverses universités françaises deux cent cinquante-trois dossiers qui lui sont venus de Chypre et deux cent trente-deux sont venus d'Israël ?

M. Mandouze, à qui cette lettre a été communiquée, répond :

I. La contestation relative au nombre d'étudiants « israéliens » ne porte pas : le chiffre avancé par moi ne visait que les candidatures « provenant de Jérusalem » (et non pas de l'État d'Israël tout entier).

II. En revanche, pour ce qui est des « candidatures » provenant de Chypre, c'est cette des candidatures de Nicose — et non pas de toute l'île — dont il était question.

CHINOIS, JAPONAIS PARLES

Enseignement de la langue chinoise et du japonais.

L'Ecole commerciale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris a ouvert des cours de chinois et de japonais à partir du 6 octobre 1980.

Les tétarésse pourront choisir le nombre et la fréquence des séances en fonction de leurs besoins et de leur niveau.

SCICP : 2 rue André-Mollet, 75015 Paris, métro Montparnasse. Tél : 220-08-82.

LE TOXICOMANE AUTEUR D'UN DOUBLE MEURTRE EST CONDAMNÉ A VINGT ANS DE RÉCLUSION CRIMINELLE

Un toxicomane âgé de vingt et un ans, Vladimir Sultan, a été condamné, mardi 30 septembre, à vingt ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris pour le meurtre, en 1977, de deux hommes qui étaient ses amis (le Monde du 1^{er} octobre). Le tribunal a donc suivi l'avocat général, M. Marcel Dorville-Carter. Dans son réquisitoire, celui-ci avait indiqué qu'il était évident que Sultan avait agi dans un état second provoqué par l'absorption d'empétoamines, de haschisch et d'alcool.

Certes, avait ajouté M. Dorville-Carter, « quand on a quinze ans, l'âge auquel il commence, est-on en mesure d'apprécier les conséquences ? et ensuite, même l'habitude et le besoin ». Ayant souligné de préciser qu'il ne prenait pas la défense de l'accusé mais qu'il « cherchait seulement à cerner l'homme et qu'il avait rappelé que Sultan « a vécu baloté sans aucun ouvrage officiel et qu'il a opéré sous l'effet de doses massives de drogues ». Bien entendu, le crime était grave, il devait entraîner une sanction « d'une certaine fermeté ». Mais, a-t-il conclu, « personnalité fragile, Sultan n'est pas seul responsable du drame qui est arrivé ».

M. Christian Eren a plaidé la démission au moment des faits et demandé le bénéfice de l'article 64 du code pénal, rappelant que des médecins anglais qui ont examiné Sultan, après son arrestation à Londres, avaient observé « un comportement psychotique ».

M. Jaffré a fait le procès des produits anorexigènes contenant des amphétamines, qu'un peut se procurer plus facilement que l'héroïne et qui sont plus dangereux qu'elle. Ainsi, que l'avait affirmé le docteur Claude Olivenstein cité comme témoin.

La cour a condamné le jeune homme en lui reconnaissant les circonstances atténuantes, vingt ans de réclusion criminelle et 235 000 francs de dommages-intérêts répartis entre les familles des trois victimes de M. Jean Large et les quatre enfants de M. Miguel Riera.

L'affaire de Broglie

LA DEMANDE DE MISE EN LIBERTÉ DE M. DE VARGA EST REFUSÉE

La demande de mise en liberté de M. Pierre de Varga — écroué depuis le 31 décembre 1979 pour complicité dans l'assassinat de Jean de Broglie — qu'avait présentée le 29 août M. Francis Szpinner, a été rejetée le 1^{er} octobre par la chambre d'accusation de Paris qui présidait M. André Chevalier.

Ce même jour, M. Henri Dussaud a développé à la chambre d'accusation l'argumentation qu'il avait initiée, le 10 juillet, au nom de son client, M. Serge Tessière — toujours détenu pour complicité dans l'assassinat de Jean de Broglie, — à de-

mander l'annulation de la procédure. L'avocat s'appuie sur le fait que M. Guy Floch, le juge d'instruction primitivement chargé de l'affaire, n'a pas versé au dossier le rapport de police du 24 septembre 1979 faisant état de menaces pesant sur la vie du député de l'Eure. La cour doit statuer sur ce point le 15 octobre.

Les trois jeunes Allemands de l'Ouest enlevés il y a plus de deux mois près de Florence (le Monde du 31 juillet) ont été retrouvés sains et saufs ce mercredi 1^{er} octobre dans la province de Sienne. — (A.F.P.)

APPRENEZ L'ANGLAIS EN ANGLETERRE

COURS SPECIAUX D'ETES

- * Hébergement et école dans le cadre idéal.
- * 5 heures de cours par jour, pas de limite d'âge.
- * Petits groupes (maximum 12 étudiants).
- * Ecoles dans toutes les régions.
- * Laboratoire de langues modernes.
- * Ecole reconnue par le ministère de l'Éducation anglaise.
- * Plages, culture, sports, etc. Situation tranquille dans un cadre idéal.

Écrivez ou :

REGENCY LANGUAGE CENT, 2-3, 14, rue de la Perle, 100, rue de la Perle, 100, rue de la Perle, 100, rue de la Perle.

Tél : 01-22-51-12.

De : 100-25-33 (par).

Le Livre blanc sur la recherche est rendu public

Une vision cohérente des travaux, des espoirs et des problèmes de la communauté scientifique

plaire final, « Une politique scientifique », qui ne leur répond pas. L'ouvrage est divisé en deux chapitres. Le premier chapitre décrit les structures administratives existantes et reprend les directives que diverses réunions gouvernementales ont établies depuis cinq ans, sans qu'elles aient pour autant été appliquées par leurs auteurs. Pour ceux qui suivent les affaires scientifiques, il n'y a rien là de bien nouveau, mais le Livre blanc s'adresse aussi à ceux qui ne suivent pas : ceux-ci trouveront des tableaux statistiques et graphiques qui leur permettront de mieux jauger ce secteur de l'activité humaine. Le second chapitre est consacré à la recherche scientifique

MAURICE ARYONNY

**LA COMPAGNIE
KUWAIT AIRWAYS COMMANDE
CINQ NOUVEAUX AIRBUS**

La compagnie aérienne Kuwait Airways vient de signer un accord avec le consortium européen Alrbus Industrie pour l'achat de cinq biréacteurs moyen-courriers Alrbus A-310 supplémentaires. Cet accord, précise Alrbus Industrie, a été signé le 24 septembre et approuvé par le gouvernement du Koweït. Ces appareils seront introduits sur le réseau de Kuwait Airways vers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient à partir de 1982.

Kuwait Airways avait déjà commandé six A-310 en juin dernier (« le Monde » du 1^{er} juillet). L'Airbus A-310 est un avion de deux cents à deux cent vingt places.

A ce jour, le nombre total d'appareils commandés par les trente-six compagnies clientes d'Airbus Industrie s'élève à 436 (276 commandes fermes et 150 options), dont 282 pour l'A-300 (200 fermes et 82 options) et 144 pour l'A-310 (76 fermes et 68 options).

L'ambition du Livre blanc est de dépasser l'ensemble résistant de la communauté scientifique et d'attendre un public aussi large que possible. Comme le rappelle l'Etat chargé de la recherche, les succès de la technique française dépendent, certes des progrès de la science, mais aussi de la qualité des hommes, mais aussi de l'intérêt qu'y porte chaque citoyen.

Il n'est donc que chaque citoyen puisse trouver dans ce livre des éléments d'appréciation sur l'importance et l'utilité de la recherche scientifique, sur les problèmes et le comportement de ceux qui font cette recherche, et de convaincre chacun que le développement scientifique du pays dépend son avenir, sa place dans le concert des nations et le mieux-être de

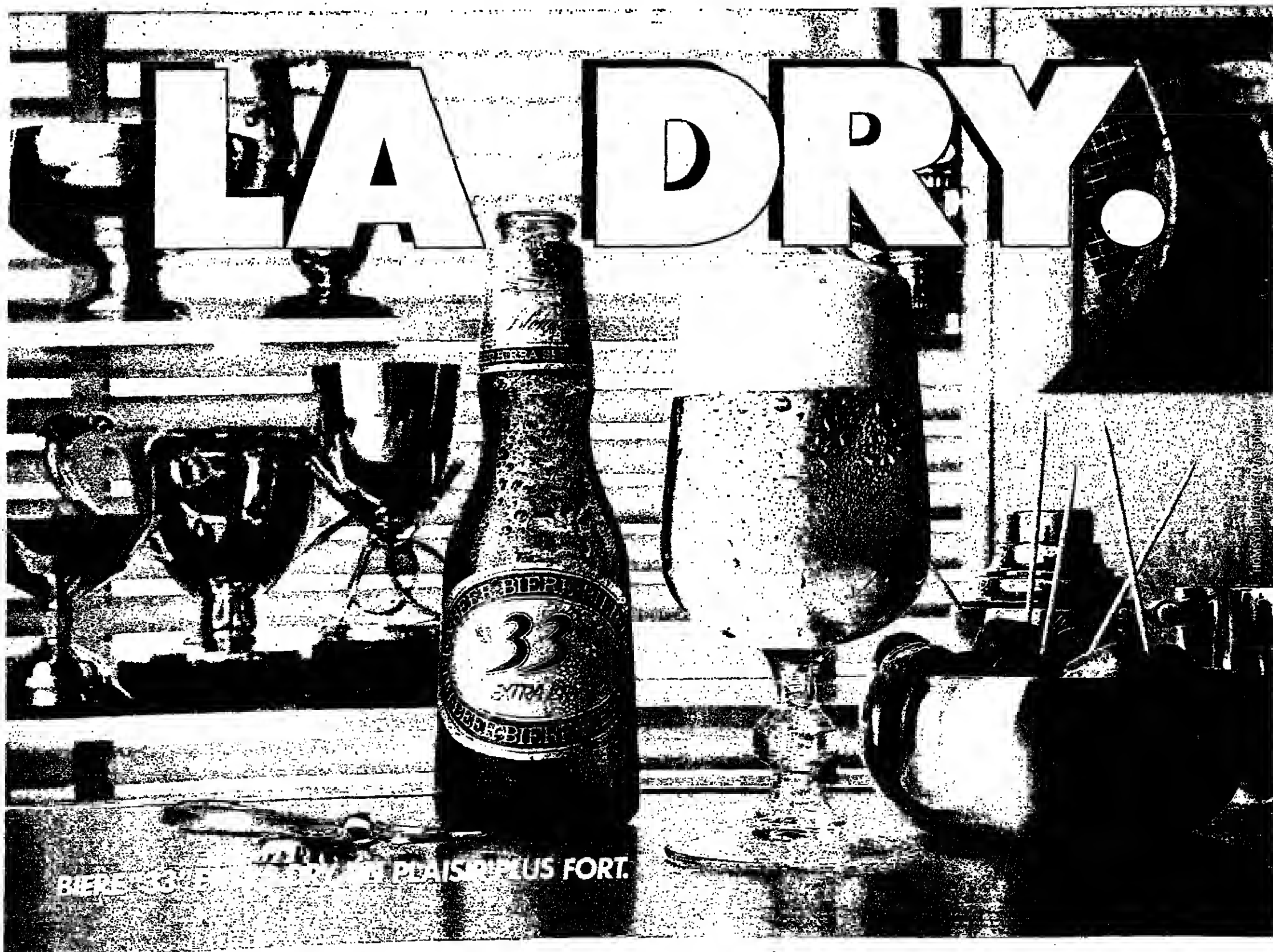
Le Livre blanc commence par un vigoureux prologo, dont un membre de l'Académie des sciences, M. André Guinier, a préparé l'édition définitive, avant que ses collègues ne le donnent son apparence finale. Il retrace l'évolution historique de la recherche française, rappelle la stagnation de la décennie suivante, puis indique quelques voies à ne pas suivre et dénonce quelques idées fausses. Il y a ainsi une partie consacrée à la physique, « plus bruyants pourfendeurs de la science » qui « ne protestent que contre certaines technologies et ne comprennent pas les techniques pour promouvoir celles qu'ils préfèrent » ; ou sur « certains » qui croient à l'existence « d'un stock de connaissances de faible proportion à être exploitées » et demandent aux scientifiques « d'exploiter ce stock à des fins pratiques plutôt que de chercher de nouvelles idées, par de nouvelles découvertes ».

Mais une recherche fondamentale n'est pas une recherche appliquée de la même manière des applications. Il faut déjà que le fondamentaliste pense « aux utilisations possibles de ce qu'il trouve ou de ce qu'il découvre », et c'est là où il rejoint toujours les chercheurs français. Il faut aussi que la recherche qui défie soit suivie d'une recherche qui élargit, qui reprend les paramètres, pour déterminer si des applications sont possibles. Et le prologue suggère, ici, que cette recherche « intermédiaire », qui se situe entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, pourrait être confiée eux laboratoires des petites universités, qui sont trop isolés pour avoir les moyens d'une recherche plus complète, et qui ne craignent pas la concurrence internationale est plus forte.

Les autres chapitres, consacrés au problème de l'énergie et des matières premières, à la recherche industrielle, sa brièveté est malheureusement significative de la faiblesse de nos efforts — et à l'ignorance de nos dirigeants.

bles de la « polarisation » et de la « colonisation », certaines personnalités ou laboratoires proposant des directions de recherche, mais aussi, dans une certaine mesure, une ligne directrice indiquée. A ce propos, le Livre blanc souligne que « la question importante est de soutenir et de développer un nombre suffisant d'initiatives de recherche, au lieu de faute de quoi nous tomberions dans la colonisation scientifique que connaissent actuellement la plupart des pays en voie de développement et un nombre de pays européens ». Ce souci peut parfois conduire, quand le niveau d'une discipline est suffisant, à favoriser les liens entre les universités nationales, à donner moins d'importance aux contacts internationaux.

Ces interrogations, et quelques autres, sont le problème de la recherche scientifique en Europe, à l'échelle synchronistique, entre les différents



Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Un entretien avec Akira Kurosawa

Les hommes d'autrefois étaient d'une bien meilleure qualité

« Pourquoi êtes-vous resté cinq ans sans tourner, après Dersu Uzala, qui avait été, pourtant, un grand succès international ? »

— Le succès d'un de mes films ne veut pas dire, pour moi, la fin des problèmes financiers. J'avais tourné Dersu Uzala en U.R.S.S. et dépensé, là-bas, tout ce que j'avais gagné. Au Japon, cela ne m'a pas laissé de bénéfices. Chaque fois que je réalise un film, j'augmente mes dettes. Mais je n'ai pas arrêté de travailler après Dersu Uzala. J'ai écrit trois scénarios, le dernier étant Kagemusha.

« Pour écrire un scénario, il me faut pratiquement une année. Et — on se revient à l'argent — j'ai beaucoup de mal à trouver des producteurs. Aujourd'hui, ceux qui prennent les décisions dans les sociétés de production japonaises ne sont plus les responsables artistiques mais les responsables commerciaux, c'est-à-dire les gens les plus bêtes du monde. Ils ne comprennent rien à mes scénarios (pas seulement aux miens, d'ailleurs). Ils disent que cela ne plaira pas au public. « Plaire au public » est leur seule préoccupation, et ils ne connaissent même pas le public.

« J'ai proposé Kagemusha après deux tentatives infructueuses avec des scénarios précédents. Les choses ont traîné, il y a eu des discussions très longues et très compliquées. C'était moins, cette fois, un problème de contenu que de sujet. J'étais bloqué, une fois de plus, lorsque Francis Ford Coppola et George Lucas, à qui j'avais parlé de mon projet, ont obtenu de la 20th Century Fox une contribution au budget de 150 000 dollars. Je n'attendais pas leur aide et ils ne me l'avaient pas proposée. Ils ont agi directement. Il n'y a eu aucune discussion sur le scénario, Coppola et Lucas savaient ce que je souhaitais faire et, même si la Fox avait voulu intervenir (mais elle ne l'a pas fait), ils n'auraient accepté aucune condition contraire à mes desirs.

« Les critiques remarquent que votre inspiration va, par alternance, de sujets contemporains à des sujets historiques. Kagemusha est un retour au passé japonais. Pourquoi ? »

— Je ne suis pas d'accord avec cette distinction entre le présent et le passé. Elle est arbitraire. Si j'ai l'idée d'un sujet,

c'est qu'il me passionne, qu'il est une nécessité pour moi, et peu importe s'il est situé dans le monde d'aujourd'hui ou celui d'autrefois. Je tiens à insister : à partir du moment où j'aborde un sujet historique, je traduis forcément le passé avec ma vision et mon expérience actuelles.

« Mais, quand je me retourne sur l'histoire, je pense que le monde des hommes d'aujourd'hui se détériore de plus en plus. Je trouve le passé infiniment plus beau, dans ses mœurs, ses costumes, son style de vie ; je pense que les hommes d'autrefois étaient d'une bien meilleure qualité. Ils avaient construit une culture beaucoup plus remarquable, beaucoup plus brillante que celle de notre vingtième siècle. Je voudrais que les jeunes gens de notre époque puissent tirer un enrichissement de ces hommes du passé. Mais cela me gêne de vous donner une explication, car je ne fais jamais un film consciemment, dans le but d'enseigner quelque chose. Le plus important est ce qui se passe dans l'inconscient d'un auteur de films, et il n'a pas à s'expliquer. Pour moi, la seule raison d'écrire et de tourner un film, c'est de le créer.

« Il y a beaucoup de batailles dans Kagemusha, dont l'action est située au seizième siècle japonais. Portez-vous le même jugement sur l'art de la guerre à cette époque ? »

— Pas du tout. Lorsque je parle d'une culture plus brillante, c'est, bien sûr, en temps de paix. Il y a, malheureusement, toujours eu des guerres. Notre époque aurait plutôt fait du progrès en ce domaine puisqu'on peut tuer infiniment plus

de gens d'un seul coup. Mais, au siècle de Kagemusha, il y avait une attitude esthétique, jusque dans le cérémonial de la guerre : les étendards accrochés à des perches flexibles, les décorations, les armures, les casques avec leurs emblèmes (les guerriers rivalisaient pour avoir le plus beau), la façon de faire évoluer les soldats. Je voulais montrer cette esthétique de la guerre comme document.

Le double a son propre corps

« On parle beaucoup du thème du double, qui commande toute l'action du film. Connaissant votre admiration pour Dostoïevski et une certaine littérature européenne, on se demande si vous avez suivi cette influence ou si c'est un thème qui existe aussi dans la littérature japonaise ? »

— Non, ce n'est pas un thème de la littérature japonaise, mais je ne l'ai pas pour autant emprunté à Dostoïevski ou à l'Europe. J'ai mes sources tout simplement dans l'histoire japonaise. C'était une tradition, chez les chefs de guerre, d'avoir, par prudence, un double qui les

remplaçait, de temps à autre. Ils risquaient d'être tués et de voir leur clan s'effondrer ; ils devaient donc exister le plus longtemps possible.

« Mon film est tiré de chroniques historiques, avec des personnages qui furent célèbres. Shingen, le chef du clan Takeda, avait perfectionné la tradition des doubles. Il en a eu beaucoup. On ne savait jamais vraiment, dans les combats, si c'était lui ou un autre qui se trouvait à la tête des soldats. Cela renforçait sa personnalité, son pouvoir.

« Mais Kagemusha est l'histoire d'un double après la mort de Shingen. Ce voleur,

sauvé de la crucifixion pour tenir un rôle épisodique, devient, d'abord malgré lui, puis de son propre consentement, le personnage de Shingen, dont il est, d'ailleurs, le sosie, et auquel il s'identifie peu à peu. Au-delà de la chronique historique, n'y a-t-il pas, dans le film, une signification métaphysique ? »

— Non. Je ne pense jamais à la métaphysique en réalisant un film. Quand Shingen est blessé, il songe surtout à protéger son territoire, que son fils est incapable de défendre et de conserver, en continuant d'apparaître à travers Kagemusha, qui est, physiquement, le double parfait. Après la mort de Shingen, les gens du clan, les généraux, selon sa volonté, dissimulent sa mort et font passer constamment le voleur pour lui.

« Bien sûr, le problème du double peut être philosophique. Le double a son propre corps, sa propre existence, avant d'entrer dans la personnalité d'un autre. Il risque de s'y perdre. Ce problème est très bien exposé par Nobukado, le frère cadet de Shingen, qui a joué souvent le rôle du double avant de découvrir Kagemusha, et de le lui céder. Mais je n'ai pas conçu

cela comme un essai métaphysique. Les Français parlent trop de métaphysique.

« Si l'on vous dit, alors, qu'il y a tel ce qu'on admire dans tous vos films : l'expression d'un humanisme, c'est-à-dire le respect de la personne humaine, de tout ce qui fait l'identité d'un être, y compris les valeurs spirituelles, l'âme, êtes-vous d'accord ? Et, en ce sens humaniste, Nobukado n'est-il pas un personnage aussi important que Kagemusha ? »

— J'accepte cette définition et votre point de vue à partir de là. En écrivant le scénario, j'ai été pris par le drame du dédoublement, et je me suis beaucoup penché sur les récits de l'époque. Nobukado avait souvent servi de double à son frère aîné, mais il était très différent de lui. On le décrit comme un homme cultivé, raffiné, un artiste. Il sculptait, dessinait, écrivait des poèmes. Shingen n'était pas seulement un guerrier, mais Nobukado, lui, était un homme d'élite. Il recevait les délégations de la cour de Kyoto à la place de Shingen. Je me suis demandé quel avait pu être son sentiment lorsqu'il jouait le rôle du double. Et peu à peu, l'idée de Kagemusha, le

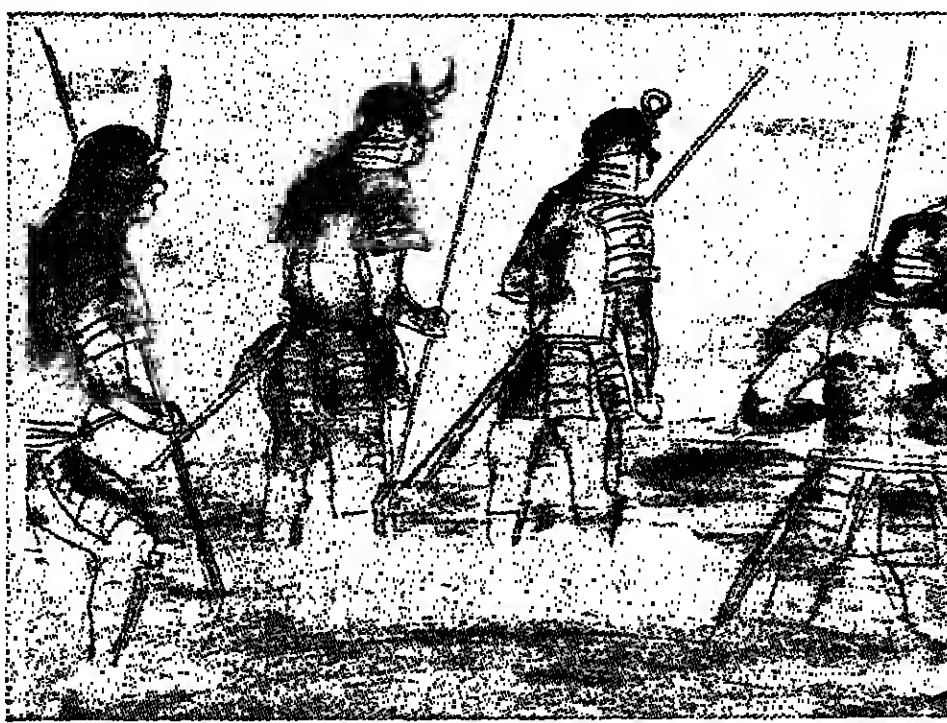
sosie, le voleur, l'être simple et frustré, s'est imposée à moi.

« Tout cela n'est pas forcément lisible dans le film, mais c'est ce qui a guidé le travail de mon imagination. En prenant définitivement, et seul, le rôle du double, Kagemusha, même si son destin personnel est dramatique, remet en question la vie et la personnalité de Nobukado, qui était digne, lui, de succéder à Shingen. Le film est construit sur l'opposition, les rapports, la différence, de Nobukado, le frère de Shingen par le sang, et de Kagemusha, sa créature à l'origine, mais qui lui « vole » son importance au sein du clan, et sa raison d'être.

« Pour moi, Nobukado est, historiquement, celui qui a le plus fait pour la gloire du clan Takeda, le seul qui aurait pu le sauver. Mais il a été rejeté dans l'ombre, il est devenu un subalterne de son frère et des généraux, auxquels il était bien supérieur. J'ai voulu lui rendre sa vraie place dans l'histoire en insérant, dans la bataille perdue de la fin, un gros plan de lui. Il porte le casque et les attributs guerriers de Shingen, il ne parle pas, mais on voit sur son visage le désespoir de n'avoir pu préserver tout ce qu'avait bâti son frère. Ce plan n'est pas, comme il semble qu'on l'ait cru, une projection imaginaire de Shingen contemplant la désastre. C'est un hommage à Nobukado, personnage sacrifié.

« Toute votre mise en scène est conçue de façon picturale. Il y a des plans cadrés comme des tableaux, avec des personnages disposés selon des lignes précises. Il y a des mouvements de caméra qui ressemblent à des ondulations de pinsons sur une toile. Dans une scène du bord du lac, au moment de l'immersion de Tsuru contenant le cadavre de Shingen, des hommes du clan sont alignés, immobiles, à la gauche du cadavre, devant l'eau et le ciel et, dans la partie droite, une large tache noire, à la forme tordue d'apparat à ce paysage naturel. Votre film historique est une récréation, par le technique du cinéma, de l'art qui existait au Japon et ailleurs, au seizième siècle, dans la peinture.

Propos recueillis par
JACQUES SICLIER
(Lire la suite page 14.)



UNE SÉLECTION

cinéma

KAGEMUSHA
D'AKIRA KUROSAWA
(Voir notre article ci-dessus.)

HEART BEAT

DE JOHN BYRUM
Un film sur la jeunesse, tendre et amer, gai et triste, où l'on parle de la vie et des compromis.

AMERICA, AMERICA

D'ELIA KAZAN
L'épopée d'un jeune Grec, parti pour la fabuleuse Amérique. La terre promise n'est pas le paradis, le héros n'est pas sans peur ni reproche. Kazan juge, pessimiste. Mais tout n'est pas pour cette terre, il y a une place pour la pureté et l'amour.

Cher Voleur, de Szolt Kezdi-Kovacs : comédie de mœurs et de caractère sur une société hongroise en mal d'espérance. Le Dernier Métro, de François Truffaut : les jeux du théâtre, de la vérité, de l'illusion, de l'amour, du drame. Fame, d'Alan Parker : eh bien, danses maintes fois Loulou, de Maurice Pialat : une femme, un homme, la malheur.

théâtre

LES CANNIBALES

AU THEATRE DE LA VILLE
Entre Grenoble, Berlin et New-York, villes imaginaires, dans quelles

mythologies, dans quels souvenirs aussi, et quelles images flamboyantes, poussées par quelles colères, par quelle espoirs, navigue un garçon de trente ans ? Georges Lavaudant montre et raconte son univers. (Festival d'automne.)

REMONDI ET CAPOROSSI

AU CENTRE
GEORGES-POMPIDOU
(Voir notre article page 16.)

Le Mariage de Figaro, au Théâtre de Paris : des comédiens, une pièce, et quels comédiens ! Exercices de style, au Petit-Monparnasse : des comédiens, la aussi, éblouissants, et le spectacle le plus vivant, le plus drôle de ce début de saison. En revenant d'Expo, à la Cartoucherie du Soleil : fête électorale, ce conc, syndicalisme, guerre de 14, comique vigoureux, spectacle populaire. Romantisme, au Théâtre Présent : fidélité intelligente et sensible à une superbe pièce. Madame est sortie, à la Comédie des Champs-Élysées : confession amicale d'un écrivain abandonné.

REGARDS SUR LA PHOTOGRAPHIE FRANÇAISE AU XIXIÈME SIÈCLE AU PETIT PALAIS
(Lire notre article page 14.)

ECRITURES

11, RUE BERRYER
Un important rassemblement de manuscrits, d'ouvrages typographiques, de notations musicales d'artistes du vingtième siècle, pour montrer l'écriture romaine en tant qu'art, au même titre que l'écriture chinoise ou arabe.

expositions

INGRES AU LOUVRE

« Revoyez Ingres » à travers les dessins, tous les dessins conservés au Louvre : une centaine, dont les très célèbres portraits à la mine de

plomb. Une quarantaine de paysages, prêts pour le musée de Montauban, sont présentés en introduction de cet hommage rendu au peintre par le bicentenaire de sa naissance. Des portraits contemporains d'Ingres le concluent.

LA BIENNALE DE PARIS AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS ET AU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

La onzième, sous le signe de l'éclectisme. Plus de trois cents artistes de moins de trente-cinq ans (en principe), venus de quarante-sept pays, y sont présentés. Qui font de la peinture, de la sculpture, des objets, du cinéma, de la vidéo, de la photo, des performances, des livres, de la musique, de l'architecture. Qui regardent le passé et voudraient faire l'avenir.

REGARDS SUR LA PHOTOGRAPHIE FRANÇAISE AU XIXIÈME SIÈCLE AU PETIT PALAIS
(Lire notre article page 14.)

ECRITURES

11, RUE BERRYER
Un important rassemblement de manuscrits, d'ouvrages typographiques, de notations musicales d'artistes du vingtième siècle, pour montrer l'écriture romaine en tant qu'art, au même titre que l'écriture chinoise ou arabe.

HOMMAGE À PAUL DELVAUX

AU CENTRE CULTUREL DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE DE BELGIQUE

Un hommage au vieux artiste qui, écrivait Breton, « a fait de l'univers

l'empire d'une femme, toujours la même, qui règne sur les grands faubourgs du cœur ». L'exposition présente des œuvres sur papier, notamment de grandes aquarelles récentes inédites.

Les dessins de Kurosawa à l'Espace Cardin (lire page 14). Les théâtres du « Boulevard du crime » (1752-1862), au Louvre des antiquaires : des maquettes, des gravures, des objets, des tableaux, pour évoquer l'histoire du théâtre populaire à Paris, qui s'est acroché sur ce petit bout de boulevard du Temple, où on ne s'égare que sur scène, dans des mélos où triomphait Debureau, Frédéric Lemaître, d'autres.

musique

FESTIVAL STRAVINSKI

Grand concours d'orchestres au festival Stravinski du Festival d'automne : cette semaine, l'Orchestre (et les chœurs) de Paris, sous la direction de Barenboim, avec Fischer-Dieskau (Champs-Élysées, le 2 octobre, à 20 h 30, et le 4, à 10 heures) ; l'Ensemble intercontinental, dirigé par Boulez (Th. de la ville, le 6) ; et London Symphony, dirigé par Abbado (Congrès, le 8) ; grands chefs-d'œuvre pour Abbado et Barenboim : œuvres de chambre pour Boulez, dans un programme qui associe à Stravinski ses contemporains Weber, Ravel, Prokofiev et son... « disciple » Boulez (« Improvisation sur Mallarmé »).

ET « GIANNI SCHICCHI »

AU THEATRE DE NANCY

Le Théâtre de Nancy rentre tôt, avec un réjouissant programme

d'opéra italien mis en scène par J.-L. Thamin. Au « Paillasse » ultravériste de Leoncavallo se joint « Gianni Schicchi », le joyeux drille de Puccini. A ne pas manquer : avec Gabriel Bacquier et Fedor Barbieri (les 3, 5, 7 et 9 octobre).

« Ve-ti-vent » et « Pas moi », spectacle de H. Holliger du Festival d'Avignon (RCAM, les 1^{er}, 2, 3, 4, 7 et 8 octobre) ; « Les Liaisons dangereuses », de Pray (Conservatoire d'art dramatique, les 1^{er}, 4 et 6, à 20 heures) ; le « Laudario », de Cortone, par l'Ensemble G. Dufay (Royaumont, le 4, à 18 heures et 20 h 30) ; Concertos de Schoenberg et Spohr, par le Quatuor Mélos et l'Orchestre national, dir. : H. Soudant (Fac de droit, le 14) ; Festival Couperin : « Apothéose de Lull » et « Apothéose de Corelli », dir. : J.-C. Malgoire (Rozay-en-Brie, le 4) ; Madrigaux, par le Collegium vocal de Cologne (Gaveau, le 6) ; Cité universitaire, le 7) ; Festival Varèse par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : G. Amy (Fac de droit, le 8) ; Kurt Moll (Athénée, le 8) ; L. Laskine et le Quatuor Via Nova (Saint-Séverin, le 7) ; Devy Erlit et Brigitte Engerer : Mozart, Schubert, Webern, Beethoven (Gaveau, le 7) ; Rosalini, Dvorak, Tchaïkovski, par l'Orchestre national, dir. : H. Soudant, avec P. Fontanarosa (Champs-Élysées, le 6) ; rentrée de l'Ensemble orchestral de Paris, dir. : J.-P. Waller, avec Maurice André (Playel, le 6).

danse

La Twyla Tharp Dance Company, au Théâtre des Champs-Élysées : des expériences d'avant-garde du Judson Dance Theater à la chorégraphie du film Hair, Twyla Tharp

a connu une réussite spectaculaire, à l'américaine. Derrière son style gai et décontracté, il y a une lemme inquiète et déterminée, une travailleuse acharnée qui avance dans la vie les dents serrées.

variétés

COLUCHE AU THEATRE DU GYMNASSE

Les adieux au mulo-hall de Coluche, trinqué d'une salopette rayée, jetant dans ses portraits, dans ses monologues, une vérité profonde, crante (20 h 30).

NORBERT LETHEULE AU PETIT FORUM DES HALLES

L'« hénarisme », par un nouveau venu dans les sketches, les monologues (20 h 30).

HARLEM SWING AU THEATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN

Le climat, les couleurs de Harlem dans les années 30, à travers les chansons de Fela Walker, chanteuses, jouées, vécues par les créateurs américains de cette comédie musicale (20 h 45).

LES MISERABLES AU PALAIS DES SPORTS

Une épopée de personnages aux oriflammes caillonnées, une fresque du cœur jouée remarquablement par toute une jeune troupe de comédiens-chanteurs et superbement mise en scène par Robert Hossein (20 h 30).

Entretien avec Kurosawa

(Suite de la page 13.)

— C'est vrai que j'ai essayé d'adopter, dans ce film, une manière la plus picturale possible. Je vous ai dit que tout était beau dans cette époque, et on ne pouvait faire un film sur elle sans tenir compte de cette beauté, sans tenter une recherche esthétique équivalente. La tâche sur le lac est une langue de terre qui émergeait à cet endroit que nous avions repéré, dans l'île d'Hokkaido, après avoir dû renoncer à un autre lieu envahi par la neige. C'est un paysage très japonais, que j'ai choisi pour cette langue de terre et l'effet qu'elle pouvait apporter à mon image. On peut citer des peintres italiens de la Renaissance pour certaines scènes de bataille. Ce qui compte, évidemment, n'est pas l'imitation de la peinture, mais la correspondance picturale que peut donner la mise en scène cinématographique pour mieux faire comprendre l'époque.

Sur le rythme d'une respiration

— La version présentée à Cannes était plus longue d'une vingtaine de minutes. Vous avez raccourci et remanié le film. Pourquoi ?

— Je n'ai été forcé par personne. J'avais toujours en tête l'intention de remonter le film. Les producteurs voulaient le faire concourir à Cannes, et je n'ai disposé que de deux semaines après la fin du tournage pour en préparer une copie. J'ai alors pratiquement mis tout à bout de ce que j'avais tourné, mais je savais bien que le film avait un rythme trop lent, comportait de longues scènes et des détails à rectifier.

« Kagemusha est maintenant tel que je voulais qu'il soit, encore qu'en le remontant à la soirée inaugurale à Paris, j'y ai encore senti deux ou trois respirations imparfaites. Je fais toujours le montage d'un film sur le rythme d'une respiration.

« Une scène, un plan succédant à un autre, doit arriver au moment de l'expiration. J'ai coupé en partie la séquence du rêve qui manquait d'équilibre, et supprimé des plans de la dernière bataille. Mais le détail importe peu. Il faut couper et monter de manière que les spectateurs aient envie d'en voir un petit plus que ce qu'on leur montre. À la projection du 23 septembre, au Colisée, la copie n'était pas bonne, les couleurs étaient mal rendues. On y a remédié depuis. Mais j'ai été fâché qu'on rallume les lumières avant la fin du générique qui

— Une exposition se tient en ce moment à Paris, où l'on peut voir des gouaches, des dessins que vous avez préparés pour ce film. Avez-vous l'habitude de faire une préparation de ce genre avant de tourner ?

— Pas du tout. Il m'est arrivé de faire quelques dessins, mais il y a eu une raison très particulière à ce travail. Les négociations avec les producteurs japonais ayant été très difficiles avant l'intervention de la Fox, j'ai craint de ne jamais tourner Kagemusha. Ce renoncement me faisait souffrir. Je ne voulais pas que le film soit vu au néant. Alors, j'ai décidé de le dessiner. Ce qui figure à l'Espace Cardin n'est pas la totalité de mes dessins, car une autre exposition en présente aussi aux États-Unis. Il fallait que Kagemusha existe, au moins de cette façon, qu'il en reste quelque chose.

— Le seul spectacle où l'on respecte la totalité d'une œuvre est le nôtre, au Japon. Le public attend que tous les personnages soient sortis de scène — et c'est parfois long, car cela se fait selon un rituel — pour applaudir, et les lumières ne reviennent qu'après.

— Avez-vous été surpris et heureux d'obtenir la palme d'or du Festival de Cannes ?

— Je n'étais pas venu à Cannes pour avoir la palme d'or. En fait, je n'avais pas l'intention d'être présent au Festival. Henri Langlois m'avait dit, un jour, que si quelqu'un devait utiliser la couleur au cinéma d'une manière totale, ce serait moi. En 1970, Dodes Kaden, mon premier film en couleurs, n'avait été qu'un essai. Avec Kagemusha, j'avais l'impression d'être parvenu à la « manière totale », mais Langlois était mort, et l'idée qu'il ne serait pas là pour le voir m'était venue. Je n'ai pu aller à Cannes. J'en ai parlé à William Wyler et à sa femme. Mme Wyler m'a dit : « Il faut penser que Langlois sera là pour voir votre film. Oui, il sera là. » Alors, s'il y était, je devais bien y être aussi. Je suis donc venu au Festival de Cannes pour lui.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

L'ombre du film

AINS Akira Kurosawa a dessiné et peint Kagemusha scène par scène ou presque, avant de le réaliser.

Il a décrit les sites, les décors intérieurs et extérieurs (naturels : l'île d'Hokkaido, et des palais anciens), les objets, les costumes somptueux (certains seront même empruntés à des musées) ; il a campé les personnages l'un après l'autre, donnant jusqu'à la ressemblance des acteurs. Il a dessiné une à une les dernières, les oriflammes, les étendards, les casques, les écussons et les devises.

Il a placé les cavaliers (deux cents dans le film), composé les batailles, prévu les cavalcades, les affrontements, jusqu'à la position exacte des cadavres

entassés en pyramide, défini les obliques des lances et les courbes des croupes et des dos. Il a donné le couleur du ciel et de l'eau, du temps et de la terre, pensé les éclairages et les ombres portées au sol, les arcs-en-ciel, les embrassements sanglants et les couchants de fin du monde.

Le rouge, le vert, le bleu, le jaune, le noir, fusaient en traits larges, cernaient les silhouettes, découpaient et habillaient les corps, recouvraient les visages, pesaient de tout leur poids de couleurs dures et contrastées dans des pages pleines qui n'admettaient pas de rouir. Des pages bouillies sur elles-mêmes, finies, avec leur vie propre, leur dynamisme interne, leur violence expressionniste, à l'occidentale.

Une extraordinaire métamorphose

On sait tout en voyant ces dessins, et on ne sait rien. On ne sait rien de l'extraordinaire métamorphose qui s'est opérée quand la caméra a récupéré l'image. Le film n'anime pas des tableaux, surtout quand il y a des références picturales — elles sont fréquentes et difficiles à attribuer avec précision : Kurosawa a trop bien assimilé la culture européenne pour utiliser la citation. L'idée de tableau surgit dans le film quand l'image s'arrête, se fige.

Les dessins et les gouaches de Kurosawa n'exposent pas sa méthode de travail, de tournage, ne parlent pas du fond, de l'écriture. Ils font mémoire, plus lourds, plus concrets, plus épais, plus charnels et anecdotiques : autant de qualité qui se résorberont dans la grande œuvre du film, sa respiration, son tempo.

Aussi actifs qu'ils soient, aussi professionnels qu'ils puissent être — Kurosawa est peintre de formation — ils ne peuvent rendre l'essentiel : ce qu'il y a

entre. Ils ne parlent pas des passages, des ruptures, ne disent pas comment le jour succède à la nuit, comment on va du dehors au dedans, ne disent rien, ne peuvent rien dire de l'importance du message — la pont, la Me — qui fait basculer les situations psychologiques et la stratégie guerrière tout au long du film. Rien de cette esthétique incorporée, superbe, quand au début on voit le message à pied se frayer un chemin au milieu des troupes endormies et traverser toutes les installations du siège de la forteresse. Puis plus tard à cheval, et encore à pied.

À l'écran, l'image est abstraite, sur le papier, elle ne l'est pas, qui reste terre à terre, qui a au fond l'épaisseur de Kagemusha, l'ombre fruste, mais peut parfois atteindre la pureté du modèle : le film.

GENEVIEVE BREERETTE.

* Dessins et gouaches de Kurosawa. Espace Cardin, 3 avenue Gabriel. Jusqu'au 25 octobre.

Photos des XIX^e et XX^e siècles

L'EXPOSITION de la Bibliothèque nationale, « Regards sur la photographie en France au XIX^e siècle », visible jusqu'au 23 novembre dans les salons du Petit Palais, est d'une grande beauté, ça c'est l'évidence : l'évidence de l'austérité. On a rarement vu, par exemple, des encadrements aussi soignés, aussi parfaits, d'un classicisme aussi adéquat : miroirs beugués de paléandre ébrites de deux lignes noires, puis, au-delà du cache d'un biseau également ivoire, tout un jeu de lignes, de traits tirés à l'encre de Chine, de légères déclives, de biseaux, d'entailles successives qui amènent l'œil jusqu'à la photo, en douceur, essorant l'aprove originale d'un écorin qui semble évincer le tamisage de la lumière. Il faut rendre hommage à ce très beau travail d'artisan exécuté par l'atelier de restauration et d'encadrement du département des estampes.

La photographie du XIX^e siècle est lourde, statique, monumentale. On l'a donc classée avec rigueur, sans fantaisie, sans aucune illusion que, le cliché préalable, sous des appellations qui relèvent d'étiquettes de fichiers ou de catalogues : « monuments, nus, animaux, portraits, natures mortes, paysages... » Le texte du catalogue, écrit par Weston Naef, « Associate Curator, Department of Prints and Photographs, The Metropolitan Museum of Art », est d'une historicité pesante, tout comme son titre officiel, tout comme la titre de l'exposition, tout comme ces titres à tiroirs qui s'enchaînent avec un sérieux ridicule et fantaisique, quasiment borgelien.

Mais dans tout ce qui pourrait déclencher l'ennui, on trouve son plaisir. Parmi les cent quatre-vingts photos accrochées, chaque visiteur trouvera facilement dix photos originales. Et que ce soit un nu de femme suppliant signé Henri Voland, le masque mortuaire du curé d'Arz, ou la petite Barnabette Soublouin écorchant pour ses administrateurs ses genoux sur des jettes de bois, Paul Verlaque buvant son

absinthe quelques mois avant sa mort, ou un cheval fantôme dont le temps d'exposition a réussi à figer jusqu'au mouvement de la queue, cela n'a pas d'importance.

On aimera ces photos pour ses inclinations personnelles, pour des rapprochements singuliers ou, plus bonnement, pour l'amour de la photographie. Mais surtout, comme l'a dit André Jammes, grand amateur de photographie ancienne, elle nous permet de réexaminer et de réévaluer toute la photographie contemporaine, qu'elle contient virtuellement ; elles se réunissent l'une l'autre.

Le bain maure

La photo contemporaine, il suffit de traverser l'avenue Winston-Churchill pour en voir, sur la passerelle intérieure du Grand Palais, un peu complexé, grelottant et sinistre entre des bouts de ficelle et des étreintes déprimantes. Un petit échouillon : Jean-Luc Monterosso a groupé, sur le thème de l'amour « fou », c'est-à-dire ici un peu toutes sortes d'amours, le travail de cinq photographes : l'amour sado-masochiste ritualisé d'un homme et d'une femme regardés avec complicité par Claude Alexandre ; l'amour banal selon Claude Nori qui se photographie avec sa nnette dans le glace de la salle de bains puis qui entoure ses photos d'une ribambelle de mots du style : « Ah ! ce que t'étais belle, hier soir, quand tu manges tes spaghetti... » ; enfin l'amour d'une mère pour son petit garçon illustré par la mécanocité extravagante de Jean-Claude Larrieu.

Thierry Grundler, lui, est un amoureux des rails de lumière électrique qui passent faiblement sous les portes d'un appartement vide : il nous propose une longue séquence graphique et photographique, au pied de la lettre. C'est finalement William Betsch, un nouveau venu que recouvre, parait-il, de pseudonyme, et qui en échappant au



thème convenu, et par le seule puissance de ses photos, ausculte le plus d'intérêt : étrange reportage sur un bain maure qui dit le temps, le brouille par des apparitions retardées ou fantasmagiques, dans un grain moite. Il n'y a ici que quatre images, très belles, très fortes, et on aimerait connaître les autres.

HERVÉ GUIBERT.

P.S. — M. Jean-Pierre Seguin, conservateur en chef du département des estampes et de la photographie, nous a reproché, au sujet d'un précédent article, d'avoir écrit que la Bibliothèque nationale s'était « un peu fait tirer l'oreille » par les Américains pour examiner tous les trésors de ses caves (le Monde du 21 septembre). Or on peut lire dans le catalogue, sous la plume de Philippe de Montebello, Directeur de la Metropolitan Museum of Art : « C'est avec un grand plaisir

que le Metropolitan Museum organise avec la concours de la Bibliothèque nationale, l'exposition « Regards sur la photographie en France au XIX^e siècle », et, une page plus loin, sous la plume de Georges Le Rider, administrateur général de la Bibliothèque nationale : « Le projet de constituer un vaste panorama historique à partir des tirages originaux commentés dans un catalogue nourri de références avait retenu l'attention des spécialistes américains, qui ont toujours montré un intérêt particulier pour les débuts de la photographie française. C'est pourquoi un accord a été passé avec M. Philippe de Montebello, directeur du Metropolitan Museum, pour que notre exposition soit présentée au début 1981 à New-York. »

Chercher à savoir lequel des deux est le plus exact dans l'appréhension de l'initiative ne révélerait-il pas d'une susceptibilité un peu chevruine ? L'essentiel est que l'exposition soit réussie... — H. G.

THEATRE DE LA VILLE

ANIMATEUR DIRECTEUR JEAN MERCIER

20 h 30

places 28 F et 48 F

en avant-saison

12 représentations

les

cannibales

spectacle écrit et mis en scène par

Georges Lavaudant

par le

Centre Dramatique

National des Alpes

18 h 30

une heure sans entracte 22 F

du mardi au samedi

milva

chante

Brecht / Weill, Chaplin...

Théodorakis

orchestre dirigé par

Natale Massara

Etoile de Moscou

Restaurant

Spectacle

de Grande Classe

CHOEURS RUSSES

ORCHESTRE TZIGANE

6, rue ARSENE HOUSAYE

Tous les soirs de 20h30 à 1h00

PRIX MOYEN D'UNE SOIRÉE 200 F. PAR PERSONNE

Reservations

563.63.12

La Fondation Philip Morris pour le cinéma pour le jeune cinéma.

PHILIP MORRIS POUR LE CINÉMA

ET DES SPECTACLES

ALA BIENNALE DES

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI

GRAND PALAIS

GALERIE SERGE GARNIER

BIERGE

CHOPIN - L. Jean-Marc S.

Mardi 8 octobre, à 21 h

GROTRIAN-ST.

La grande marque mondiale

vous propose de découvrir ses produits dans un cadre exceptionnel

chez hamm

A LA BIENNALE DES ANTIQUAIRES

I. - LA GROSSE TIRELIRE

On ne va pas jouer aux petits papiers ni lancer des dés lorsqu'un visiteur curieux, on s'apprête à faire le grand tour d'une vaste encyclopédie dont les volumes et les feuillets défilent devant vos yeux sous un vélum teinté d'embrun légèrement armature destinée de la grande carapace du Palais 1900.

Mais on ne regarde pas en l'air, bien sûr, non négligeable, cette architecture déjà d'un autre temps. C'est pourtant celle-ci qui permet un espace de 12 000 m² où environ cent trente exposants, dont quelques rares étrangers, offrent au désir le contenu le plus divers, le plus paradoxal ou le plus contrasté d'un éventail ou d'une boutique.

Il y a de quoi s'y perdre, en dépit d'un circuit qui veut être rationnel mais qui en fait déboussole toute orientation possible en raison d'un jardin arpentant fait de plaques de fausses herbes plastiques et de faux miroirs d'eau où la verre teinté joue son rôle de reflet. Heureusement, l'authenticité est ailleurs.

Impossible de faire l'inventaire de cette multitude d'objets — meubles, tableaux, tentures — de tous temps et de tous lieux. Que chacun se laisse guider alors par son goût, sans que l'on sache jamais si le mauvais goût de l'un est le bon goût de l'autre. Selon, il ne reste plus qu'à flâner comme chien de chasse en quête de sa proie, à condition toutefois que le chasseur soit honnêtement pourvu. C'est au petit bonheur la chance et il faut avoir l'œil attentif et la langue pas trop déliée.

Nous nous bernerons donc à signaler, avec l'indéfectible simplicité, ce sur quoi l'on pourrait pointer son désir, choses variées qui finissent par trouver leur unité à la fois par la qualité et par l'esprit de celui qui préside au choix.

Allons-y dans un certain désordre : deux Photophores du dix-huitième siècle au platement de métal argenté éclairaient au passage le mobilier entassé de Révillon d'Apraval et le

chemin du Petit Poucet que vous êtes invité à suivre. Chez Didier Aïon, parmi trop de choses « données à voir » sans unité, la lumière gris perle de la Plage de Scheveningen, par Salomon V. Ruisdaël, mérite d'être captée. Sans rapport, la Table lisseuse de forme rognon par Mitgeon impose la grâce de sa marqueterie. Contraste chez Demachy, descendant du peintre de la colonnade du Louvre et qui tient à signifier la présence de son ombre par deux tableaux d'architecture romaine. Mais l'on est piqué au vif par l'inaudable d'une série de sièges néogothiques en noyer foncé ou clair dont le dossier en ogive évoque la forme de coeurs pouvant à la rigueur s'offrir des besognes dans le lit de voyage aux pomeaux de culvres et au baldaquin à la polonoise.

Accueilli par une Lanterne japonaise en bronze de forme globulaire, le visiteur ne peut que tomber en arrêt devant un Paravent à six feuilles dont le décor, en bleu et blanc, presque abstrait, simule l'entrée d'un camp comme une tente vue sur un fond d'or où un arbre laisse tomber sur le sol une fine pluie de feuilles rouges ; c'est la galerie des Laques qui présente cette superbe « invention ». Entrant chez Aveline, Laloux et Dessein, on est saisi par un bronze de belle patine posé sur une commode de Joseph : ce bronze a la forme d'une Conque marine, grand coquillage dont le piétement est fait de deux petits coquillages, l'objet ayant peut-être servi de rafraîchissoir. Belle forme enroulée dans le bronze !

Par ailleurs, un petit panneau peint par Met de Bles, la Tentation de saint Antoine, ravit l'œil par la finesse du coloris dans le paysage bleu et le piquant cortège de tentateurs polissons inspirés du Bosch venant assiéger le saint. Un mets à emporter ! Il est vrai que la péripatétisme en trouve un autre plus imposant de dimensions, avec un autre sujet, la Prédication de saint Jean, et de non moindre qualité, chez Leenghovek.



Masque né de jeune homme

à Paris et travailla dans l'atelier de Lelou. Hagnauer fait le pige au dernier exposant avec sa spécialité de meubles aussi compliqués qu'un ordinateur : sa Table à jeux, à l'aspect extérieur de bureau, ne déçoit pas moins de quelconques jeux, marotte, le jeu de l'échec, jeu de l'œil, etc. Si l'on n'a pas le tête cassée, c'est miracle ! Imbert invite au calme : le meuble, chez lui, est le singulier de l'époque Restauration, temps de repos, entre deux révolutions, parfumé au bois de citronnier.

Chez Semali, un charmant Portrait d'homme, par Adèle Romany — dont on peut voir cinq portraits à la Comédie-Française, — fait songer à Bolly. « Voici des fruits, des fleurs... » et Michel Segura. Les fleuristes n'ont qu'à former boutique. Néanmoins, on choisira avec bonheur et sans paradoxe ces Fleurs en grisaille, de Van Kessel, tordant pendans au milieu de tout ce colorant. En face, l'entrepreneur

Michel Meyer fait valoir le dix-huitième sur fond de boiserie ancienne, mais le plafond attire l'œil encore plus avec ces très rares Lustres à neuf lumières en bronze doré Louis XVI. Khairine rivalise avec ce voisin, recherchant la qualité : la Descente de Toile, avec son dessus de porphyre, mérite les lauriers de bronze ciselé qui la décorent. Deux lauréats de Georges Jacob, élégants mais rigides, autorisent le repos au visiteur, mais il est vite attiré par la superbe console (anc. coll. Niarchos, N.Y.) en bois sculpté et doré, dont le piétement en S se rejoint sur un ensemble de fleurs et instruments de musique.

Dario Boccaro maintient le haut niveau de la tapisserie, que ce soit celui de la Suite du prince, du château des Vogüé, que l'on revêt avec plaisir pour sa fine distinction rose tané, que ce soit celui de la provocante tapisserie du Tournai, dite la Conquête du château d'Amour :

les bleus et les rouges s'y entrecroisent comme le cliquetis des épées des chevaliers s'affrontant. Si l'intérêt du visiteur demeure attaché à la gloire du tissage en haute ou en basse lisse, il sera sans doute prisonnier des merveilles qu'Yves Mikaeloff sait mettre en valeur par sa connaissance et son goût.

On a en mains un tapis double face dont la paume caresse la soie d'un côté et de l'autre la rugosité de la laine. Mais la tapisserie du jeu du « Tiquet » (noir croquant d'aujourd'hui), animée de personnages dans un bosquet bordé d'un ruisseau au pied duquel se tiennent le chouette, le léopard et la grue, sert d'introduction à un espace réservé dont l'escalier est minutieusement calculé. S'y voit une tenture aux armes de Louvois (les trois salamandres), et ainsi tous les honneurs sont rendus tant au ministre de Louis XIV, administrateur des Gobelins, qu'à son frère, le cardinal. Une autre tenture possède cette singularité d'avoir été exécutée au dix-neuvième siècle d'après une miniature dont la date, 1605, ne manque pas d'avoir été tissée. Et l'atter de la tenture est assez mystérieux par cette fontaine, qui se projette au jet d'eau bleue sur un chaud fond rouge.

Signalons, enfin, la tapisserie de la Forêt sauvage (fin seizième siècle), où les animaux ont de curieuses expressions humaines, s'exprimant avec des textes tirés de banderoles ou phylactères comme autant de bulles de bandes dessinées. Remarquable ensemble de goût et de savoir. De là, on ne fera qu'un saut mental chez Bresset pour rejoindre la tapisserie Milla Heurs où le Lièvre dédant sa pureté. Bresset la présente dans une ambiance haute époque où une table Henri II à abattants vous accueille dans son dépouillement et le réchauffement de sa patine.

La parfaite noblesse d'une Sainte Femme, statue en pierre polychrome au drapé si calculé, domine tout cet environnement. Mais le regard s'attache obliquement à cette imposante maquette de palais médicéen exécutée à l'occasion d'un mariage princier, vers 1580, entre un Médicis et la famille d'Este (V). La maquette, pouvant servir de buffet, est donc en même temps fonctionnelle, et chacun des panneaux de portes est marqué en bois d'olivier d'après les gravures de Tempesta inspirées de l'Orlando Furioso de l'Arioste. Un peu lourd, mais passionnant !

PIERRE GRANVILLE.

Grand Palais, jusqu'au 12 octobre.

Dans le prochain « Monde des arts et des spectacles »
II. — PEINTURE
« MON BEAU SOUCI »

AFFICHES

UN MOUVEMENT DE CAMÉRA

COMME la publicité lance « Superman, le film » ou « American Gigolo », le disque, on pourrait dire : « Retour à Marseille », l'affiche du dernier film de René Allio existe, et a une existence autonome pratiquement plus forte que le film, ou plutôt, pour ne pas être tout à fait injuste, à l'extrême et reproduit ce qu'il y a de meilleur dans le film, la rigueur graphique de certains plans cadrés par Allio avec son opérateur Renato Baria, une sorte de volonté photographique nouvelle chez ce cinaste.

Pour une fois, le graphiste qui signe, du nom de Ferracci, la plupart des affiches pétardantes du dernier Belmondo, de Funès ou Clément, en monopolisant un peu ce marché, a fait une affiche rigoureuse et belle, très dense dans sa construction géométrique et son mouvement, et que ne désavouerait sans doute pas Henri Cartier-Bresson. Pourtant, c'est un peu de la photographie peinte.

L'affiche reproduit, découpée et recollée, dans son champ général, un plan du film, un mouvement de caméra : de dos, l'acteur Raf Vallone descend un escalier labyrinthique, en croisières de pierre lustrée éraillée, qui mène à un passage clouté, et plus loin, dans son alignement parallèle, à un remblai gris qui tombe en contrebas, mais extraordinairement proche, sur une mer agitée, verte, houleuse, étonnamment furieuse. Un grand lampadaire en acier longiligne barre le jeu de lignes horizontales. Le personnage se répète, amoindri par la perspective, courant sur les traits blancs du passage clouté, et c'est peut-être le même personnage, démultiplié par le mouvement et la durée du cinéma, comme dans la décomposition du mouvement par Marey. Plus loin encore, et encore plus petits, des petits bonshommes noirs, des pistolets à la main, courent le long de la mer, et s'échappent hors du cadre de l'image.

La peinture, puisque c'est d'une peinture qu'il s'agit, et non d'un dessin, est corréée de noir, d'un noir tenu qui renforce son matériau. Cette affiche contient une grande violence, une sorte de dynamique, de tension entre l'ordonnance du bas de l'image et la fureur de la mer, qu'on ne peut pourtant entendre ; elle illustre le passage du quotidien au drame, de la réalité à la fiction, qui est tout le mouvement du film. Cette affiche est comme l'image d'un rêve.

On imagine que, commandité par la maison de distribution, Ferracci s'est fait projeter le film, pour pouvoir faire l'affiche, et qu'il n'a retenu que cette image-là, ce mouvement-là de la caméra, qu'il a englobé et fait rentrer dans l'affiche.

L'image appartient aussi à Allio, elle lui est volée en quelque sorte, mais elle n'attire toute sa force que dans l'affiche de Ferracci.

H. G.

Le secret du Zen et celui des menbles

La boutique de Gisèle Croës n'est pas à manquer, l'une de celles qui méritent le cotoier, tant par l'unité du stand que par la qualité des objets : on s'arrête, fasciné par ce Masque né (Japon, dix-huitième siècle), figure de jeune homme souriant, qui aurait plu à Rodin par sa plasticité et sa patine de couleur végétale. Le Cheval Hanwa (sixième siècle) en terre cuite étrappe le regard par sa stature cubique, massive, gardien de tombe, peut-être princière (Japon). D'une mince feuille de bronze, le Masque mortuaire Liao (onzième siècle) interroge le vivant, tandis qu'une troupe de clogues évolue à merveille sur fond d'or d'un paravent à six

feuilles (dix-septième siècle). Puis, à reculer dans le temps, un grand vase néolithique peint avec sa polychromie intacte rouge et noir et, hors du temps, l'extraordinaire Ecorça d'arbre exotique, objet de méditation dans les temples zen. Un stand qui mérite tous les éloges.

On passe évidemment du coq à l'âne en appréciant, chez F. Leage, une table de belle marqueterie où le tricot, en sa retournement, laisse voir le jeu d'échecs ; non loin, cours de Venise, un étonnant Secrétaire à secrets, dont le mécanisme est très sophistiqué, se présente étonnamment entièrement en sycomore teintée ; on suppose là le travail du Suédois Haupt, qui vit

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI
Art cinétique, peinture sculpture, tapisserie ou
GRAND PALAIS
Vernissage 18 septembre 17-21 h
Jusq. 19 octobre (11-18 h.)

CENTRE CULTUREL DU MEXIQUE
47 bis, av. Bosquet 179 353-79-15
CODEX DU MEXIQUE ANCIEN
Tous les jours (et dim.), 10-18 h
Samedi : 12-18 h
Jusqu'en 31 octobre

MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL
Esprits et dieux d'Afrique
jusqu'au 3 novembre NICE (93) 81-75-75

GALERIE DES ORFÈVRES
68, quai des Orfèvres
22, place Dauphine - 326-81-30
JEAN EVEN
Peintures récentes
Jusqu'au 18 octobre

GALERIE SERGE GARNIER
12, bd de Courcelles, 75017 PARIS
763-06-46
BIERGE
polychromies
Jusqu'en 11 octobre

PROSCENIUM
35, rue de Seine (6^e) - 354-92-01
LEBENSTEIN
GOUACHES RÉCENTES

GALERIE ABEL RAMBERT
38, rue de Seine - 75006 PARIS - 329-34-90
HERMINE DAVID
Peintures, Dessins, Aquarelles, Gravures
du 1^{er} au 31 octobre 1980

CARTON Sculptures
Sanguines - Estampes
2 Octobre - 22 Novembre
Tous les jours de 10 h à 19 h
Dimanche de 15 h à 19 h
ARTFRANCE
36 Av. Malguon Paris 8^e
359.17.89

CHOPIN - LISZT
Jean-Marc SAVELLI
Pianiste
Mercredi 8 octobre, à 21 heures, Salle GAVEAU

GALERIE DROUANT
53, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 PARIS - Tél. : 365-79-45
PARIS vu par
Coffret
JUSQU'AU 31 OCTOBRE 1980

GALERIE LAMBERT
14, rue Saint-Louis-en-l'Île
Paris (4^e)
KOIZUMI
du 1^{er} au 31 Octobre
Tél. : 325-14-21

GROTRIAN-STEINWEG
La grande marque mondiale
vous propose d'essayer
ses pianos de haute qualité
chez :
hamm
135-139, rue de Rennes
75006 Paris - Tél. : 544.38.66
Parking à proximité

JOËL KERMARREC
DESSINS, PEINTURES.
A LA GALERIE DE FRANCE
DU 25 SEPTEMBRE AU 31 OCTOBRE 1980
3, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS 8^e

GALERIE LAHUMIÈRE
88, bd de Courcelles-17^e 763-03-96
SOLOMBRE
1^{er}-30 octobre
GALERIE CHARDIN
36, rue de Belzès, 8^e 328-90-38
LE BÉGUEC
jusqu'au 13 octobre inclus

THÉÂTRE MODERNE
REPRISE
un grand voyage-spectacle!
grugru
de et par Henri Gruzman
quand le théâtre
embobine le cinéma
Mise en scène
H. Gruzman - P. Gruzman
du 29 sept. au 10 nov.
Ce clown tendre et drôle nous en-
chanté. Un moment rare, à ne pas
manquer ! Le Matin.
T.M.15, r. Blanche 75009 PARIS
Location - abonnement :
874.10.75

Caporossi au Festival d'automne

POINT DE VUE

cherchant Godot

Le théâtre a-t-il le droit de réfléchir ?

par JACQUES SCHERER (*)

dont Caporossi déroule les plans (25 mètres de calques) parmi les spectateurs. Remondi leur propose de fonder une société. Mais l'usine, on s'aperçoit qu'elle produit du rien. Surgit un totem entièrement fabriqué en boutons — quatre mois pour le réaliser. L'histoire leur a été inspirée par un curé qui avait reçu des Etats-Unis, pour les nécessiteux, des caisses de vêtements, plus une de boutons dont il ne savait que faire.

qu'ils vont reprendre au théâtre. Ils ont déjà le décor : des cailloux et des graviers. Ils ne modifient pas le texte et lui sont à ce point fidèles, dit Remondi, qu'ils l'utilisent très peu.

Un sourire secret

Ils ne se veulent pas marginaux, au contraire. Ils veulent faire connaître ce qu'ils vivent, casser l'espace théâtral pour introduire le public dans leur vision du monde.

« Ce qui nous entoure n'est pas consolant. Alors, pourquoi chercher des consolations. Simplement, dans sa grande solitude, l'homme parvient à rester un être humain. Ce qu'il fait est inutile, mais lui permet d'établir une relation avec ce qui le dépasse. »

Remondi et Caporossi n'attendent pas Godot. Ils partent à sa recherche, tournent en rond, traversent des épreuves pénibles qu'ils s'infligent eux-mêmes, reviennent à leur point de départ. Et recommencent, avec ce sourire secret, cette fausse nonchalance, avec cette violence esthétique, qui traversent toute l'histoire de la civilisation italienne.

COLETTE GODARD.

* Centre Pompidou, 1^{er} au 10 octobre, 20 h. 30.

Le ministre des universités, contrairement à tous les avis de spécialistes qu'il avait recueillis, a refusé l'habilitation à la licence ou à la maîtrise d'études théâtrales qui étaient décernées par l'Institut d'études théâtrales de l'université de Paris-III, seule Université d'enseignement et de recherche (U.E.R.) de France consacrée entièrement à cette discipline. S'il faut en croire des allusions, car aucune information ne nous a été transmise, cette interdiction reposerait sur une conception du théâtre dont il vaudrait la peine de préciser la place dans l'histoire des idées du vingtième siècle, voire du dix-neuvième (le Monde du 20 septembre).

Selon ses interprètes, le ministre penserait que le théâtre n'est qu'une partie de la littérature et qu'il n'a donc pas besoin d'une étude spécifique au niveau du deuxième cycle. Aux beaux temps de la « pièce à thèse », cette vue était à peu près admissible. Les prodigieux développements de la mise en scène depuis un siècle en démontrent la vanité. Le théâtre, certes, est souvent (mais pas toujours) discours, mais il est aussi vision, jeu de l'acteur, équilibre de décors et de costumes, sons et bruits, bref, harmonie de divers langages, dont le texte n'est qu'un. C'est pourquoi la licence qui nous est proposée, et qui était avec la maîtrise la pièce maîtresse d'un cursus complet d'études théâtrales, n'est plus qu'un appel à divers aspects de l'histoire, de la philosophie et des techniques de la scène.

Pluridisciplinaire par définition, elle comportait l'étude de l'esthétique théâtrale, de la dramaturgie, de l'histoire du théâtre, du jeu, de la pédagogie, de l'animation et, bien entendu, aussi de la littérature dramatique. Cet ensemble préparait valablement les étudiants à la recherche qu'ils pouvaient faire ensuite au niveau de la maîtrise, puis du doctorat, et ouvrait de vastes horizons aux professeurs et aux enseignants de littérature, qui y découvraient des techniques, et aux professionnels de théâtre, qui étaient heureux, ils nous l'ont dit cent fois, d'approfondir leur culture.

Depuis vingt ans qu'il fonctionne, notre Institut d'études théâtrales a été un lieu de rencontre privilégié entre universitaires et gens de théâtre, qui, naguère, à l'époque où le texte était tout le théâtre, se méprisaient réciproquement. Mais nos maîtres ne sont pas encore sortis de la galaxie Gutenberg. Un gouvernement qui serait aussi moderne que le nôtre traiterait l'être ne tolérerait pas cette régression.

Aux professionnels, nous n'avions pas le prétention d'apprendre leur métier : nous leur proposons un langage fondamental. Par exemple, nous ne sommes pas une école de comédiens ; nous cherchons seulement à leur comprendre et sentir — à tous — comment la comédie travaille. Nous croyons être (non pas seuls ni à 100 %) la conscience du

théâtre. N'est-il pas paradoxal que lorsque le ministère de la culture envisage d'aider la création, donc les théâtres, celui des universités mutile une organisation qui a fait ses preuves ? Veut-on interdire au théâtre de réfléchir sur sa fonction ?

Nous ne sommes pourtant pas une de ces sciences « dangereuses » dont le développement, favorisé par mai 1968, se voit maintenant freiné. J'ai créé l'Institut d'études théâtrales en 1959, au sein de l'Institut de langue et littérature françaises de l'ancienne Sorbonne, et il a conquis ensuite son autonomie. Dès 1962, il obtenait le diplôme national d'études théâtrales qui nous est aujourd'hui refusé : il s'appelle alors certificat d'études théâtrales et constituait une partie de la licence. En 1967, était créée une maîtrise d'études théâtrales, qui n'a cessé d'être préparée depuis lors.

Le rayonnement de l'Institut, attesté par la suppression de la licence et de la maîtrise, est considérable, en France et à l'étranger. Plusieurs centres d'études théâtrales ont été fondés dans des universités françaises sur notre modèle. De nombreux étrangers ont suivi notre enseignement et occupent aujourd'hui des postes de premier plan dans leur pays. Notre activité de

recherche n'a pas cessé et s'exerce souvent en coopération avec d'autres universités et avec le C.N.R.S.

Nous avons onze enseignants permanents (nous en avions douze, mais un poste nous a été subtilisé cette année à l'occasion d'une promotion), dont quatre professeurs titulaires ; s'y ajoutent quatorze chargés de cours. Nous regroupons près d'un millier d'étudiants. Nous disposons de la plus importante bibliothèque théâtrale des universités françaises, et son secteur audiovisuel est en plein développement. Ce n'est pas parce que nous manquons de moyens qu'on nous déshabille. C'est parce que le pouvoir a une idée fautive de notre travail.

Il existe une licence et une maîtrise d'éducation musicale ainsi que d'arts plastiques dans plusieurs universités, et une maîtrise de muséologie. Pourquoi le théâtre, seul entre les arts, est-il visé ? Peut-être parce que, trop lié aux mots, il est victime d'une conception littérale. Si Molière a été Molière, ce n'est pas, ou pas essentiellement, par les vertus de la littérature : c'est parce que, en alignant ses mots, il voyait les nécessités et les efficacité de la scène ; c'est parce qu'il était homme de théâtre. Il est inconcevable qu'au pays de Molière cette vérité soit durablement méconnue. Nous espérons encore que l'interdiction qui frappe, à travers leur principal centre, toutes les études théâtrales françaises pourra être rapportée.

(*) Professeur d'histoire et technique du théâtre français à l'université de Paris-III.

THEATRE EN ROND 387 88 14
19H LES CHILIENS A PARIS
L'INCROYABLE ET TRISTE HISTOIRE
DU GENERAL PENALOSA ET DE L'EXILE MATELUNA
PAR LE THEATRE ALEPH DU CHILI
20H30 HUIS CLOS DE J.-P. SARTRE

En v.o. : U.G.C.-NORMANDIE - U.G.C.-ODEON
BIENVENUE-MONTMARNASSE - U.G.C.-OPERA - MAGIC CONVENTION

De Brillantes Critiques

Une actrice est née
Une bouffée d'air frais
Ce film est très réussi
La réalisation est admirable
Un film d'une superbe beauté
Une histoire d'amour d'un genre différent

Ma Brillante Carrière

JUDY DAVIS et SAM NEILL

Ma Brillante Carrière

Scénario de ELEANOR WITCOMBE et Directeur de la photographie DON Mc ALPINE ACS
Montage de JAMES W. WILSON et Directeur de la photographie DON Mc ALPINE ACS
Musique de JAMES NEWTON HOWARD et Directeur de la photographie DON Mc ALPINE ACS
Production de JAMES W. WILSON et Directeur de la photographie DON Mc ALPINE ACS
Distribution de JAMES W. WILSON et Directeur de la photographie DON Mc ALPINE ACS

MARIGNAN CONCORDE PATHÉ - GAUMONT BERLITZ
MONTMARNASSE 83 - SAINT-GERMAIN-VILLAGE
OLYMPIC ENTREPOT

KLAUS KINSKI

La Femme Enfant

UN FILM ÉCRIT ET RÉALISÉ PAR
RAPHAËLE BILLETDOUX

PARAMOUNT CITY VOYF • PARAMOUNT ELYSEES VO • LUXEMBOURG VO
PORDUS ST GERMAIN VO • PARAMOUNT OPERA VO • PARAMOUNT MONTMARNASSE VO
PARAMOUNT MONTMARNASSE VO • PARAMOUNT MONTMARNASSE VO • PARAMOUNT MONTMARNASSE VO
PARAMOUNT COLOSSEUM VO • PARAMOUNT GALAXIE VO • PARAMOUNT MONTMARNASSE VO
PARAMOUNT BASTILLE VO • COVENTRY ST CHARLES VO • PASSY VO
PARAMOUNT ORLÉANS VO

"SURTOUT DETACHEZ VOS CEINTURES : Une tempête de rires est en vue qui va durablement vous secouer les côtes."
R.L.S. LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

"L'un des films les plus drôles qu'il ait été donné de voir."
P. Bouteiller - FRANCE INTER

"Catastrophiquement drôle."
B. Chazal - FRANCE SOIR

"Il y a vraiment plus d'un gag à la minute."
B. Farini - RTL

"Ce fut l'éclat de rire du festival de Deauville, et c'est le fou rire nécessaire de cette rentrée."
B. Benayous - LE POINT

Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?
(FLYING HIGH)

PARAMOUNT PRÉSENTE UNE PRODUCTION HOWARD W. KOSER
"Y-A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ?" (FLYING HIGH)
Avec ROBERT HAYS et JULIE HAGEN
Productions exécutives JIM ARMSTRONG, DAVID ZUCKER, JERRY ZUCKER, JERRY ZUCKER, JERRY ZUCKER
Scénario et réalisation de JIM ARMSTRONG, DAVID ZUCKER, JERRY ZUCKER, JERRY ZUCKER, JERRY ZUCKER
Boussy-Saint-Antoine-Bary - LA VARENNE-Paramount
Colombes-Club - ORLY-Paramount - ARGENTEUIL-Alpha
Villeneuve-Artel - LE PERREUX-Palais du Parc - PANTIN-Corcoran
Versailles-Cyrano - ROSNY-Artel - VELIZY-AULNAY-Parinar

A PARTIR DU 6 OCTOBRE

THEATRE EDOUARD VII

ROBERT HIRSCH
DANS
DEBURAU
DE
SACHA GUITRY

MISE EN SCENE
JACQUES ROSNY
DÉCORS ET COSTUMES
HUBERT MONLOUP
AVEC
17 COMÉDIENS
MUSICIENS • MIMES

LOCATION OUVERTE
THEATRE 742.57.49 ET AGENCES

POLOGNE : LA FIEVRE CHOPIN
SONNY ROLLINS, COLOSSE DU SAX
ENTRETIEN AVEC MILAN KUNDERA
LES CONCERTS, LES DISQUES
ETC...

LE MONDE DE LA MUSIQUE N° 27

Expositions

Centre Pompidou

Sauve principale rue Saint-Martin (277-13-23). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; samedi, de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

Animations gratuites : sauf mardi et dimanche, 15 h et 19 h ; le samedi, à 11 h ; entrée du musée (troisième étage) : lundi et jeudi, à 17 h ; galeries contemporaines (rez-de-chaussée).

BIENNALE DE PARIS — Jusqu'au 2 novembre. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

APOLLINAIRE ET LES CUBISTES — Salle d'art graphique. Du 2 octobre au 5 janvier.

THANOS TSINGOS — Jusqu'au 17 novembre.

FRÉDÉRIC BONDI Ateliers photos. — Jusqu'au 26 octobre.

CARTES ET FIGURES OR LA TERRE — Jusqu'au 17 novembre.

C.C.I.

À LA RECHERCHE DE L'URBANISME — Biennale de Paris. Jusqu'au 10 novembre.

L'ENSEIGNEMENT DU Dessin GRAPHIQUE ET INDUSTRIEL — Entrée libre. Jusqu'au 1^{er} décembre.

LIRE UNE CARTE — Jusqu'au 6 octobre.

S.F.I.

LA RÉPUBLIQUE EN FÊTE : les 14 juillet — Jusqu'au 5 octobre.

LE PETIT LABOUREUR : TEMOIN DE SON TEMPS, 1980-1980. — Salle d'actualité. Jusqu'au 30 septembre.

Musées

RESTAURATION DES PEINTURES. Dossier n° 21 du département des peintures. — Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (200-39-30). Sauf mardi, de 8 h à 17 heures. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 1^{er} décembre.

REVOIR INGRES. Dessins du cabinet des dessins. — Peintures d'Ingres. — Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaurès (200-39-30). Sauf mardi, de 8 h à 17 heures. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 1^{er} décembre.

PORTRAITS CONTEMPORAINS D'INGRES. Dessins, miniatures et pastels du cabinet des dessins. — Musée du Louvre, entrée porte Jaurès. Sauf mardi et jeudi, de 8 h à 17 heures. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 17 novembre.

REGARDS SUR LA PHOTOGRAPHIE EN FRANCE AU XIX^e SIÈCLE. — Petit Palais, avenue Winston Churchill (205-99-21). Jusqu'au 22 novembre.

BONPOUR MONSIEUR LARTIGUE. — Grand Palais (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi, de 10 h à 20 h. Entrée : 2 F ; samedi, de 10 h à 20 h. Entrée : 2 F. Jusqu'au 12 octobre.

BIENNALE DES ANTIQUAIRES. — Grand Palais. Du 11 à 21 F. Jusqu'au 12 octobre.

GRANDS ET JEUNES D'AUJOURD'HUI. — Grand Palais. Du 11 à 21 F. Jusqu'au 12 octobre.

PRÉSENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES DU MUSÉE OLOO-VIER ET DES MUSÉES NATIONAUX.

PEINTURES GRAVURES FRANÇAISES. — Bibliothèque nationale (voir ci-dessus). Tous les jours, de 11 h à 18 h. Du 2 au 31 octobre.

JEAN PICAULT LE DOULX. — Musée de la Ville de Paris, boulevard du Vaugouard (220-15-30). De 10 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 15 octobre.

RENÉ A LA MONNAIE DE PARIS. — 11, quai de Conti (239-12-45). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Entrée libre. Jusqu'au 11 octobre.

HOMMAGE AUX CONATEURS. Modes françaises du XVIII^e siècle à nos jours. — Musée de la mode et du costume Galliera, 10, avenue Pierre-les-Cerises (720-30-30). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 décembre.

APEL LES FEMMES. — Musée Rodin, 7, rue de Varenne (785-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 29 septembre.

DOCUMENTS PRÉCIEUX DE LA BIBLIOTHÈQUE FORNEY. Récit de la vie de la famille (1720-1840). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 11 octobre.

LES CENT ANS DU MUSÉE CARNAVALET. — Jusqu'au 26 octobre.

LE 2^e CENT CINQUANTE ANS. — Jusqu'au 26 octobre.

LES CENT ANS DU MUSÉE CARNAVALET. — Jusqu'au 26 octobre.

LES CENT ANS DU MUSÉE CARNAVALET. — Jusqu'au 26 octobre.

MICHELLE BATTISTE. Réves de femme. — Œuvres récentes. Art curial, 8, avenue Malignon (209-29-80). Jusqu'au 31 octobre.

RECHERCHES. Œuvres récentes. — Galerie Beaudouin Lohon, 38, rue des Archives (272-03-10). Jusqu'au 22 octobre.

GUIDO HASI. Modèles, filigranes, paysages. — Galerie Krist-Raymond, 19, rue Guénégaud (232-33-37). Jusqu'au 1^{er} novembre.

REYRE BORDAS. Photographies. — 38, rue de Valenciennes (232-33-37). Jusqu'au 22 octobre.

WILLIAM ADRIAN DE BRUYN. — Maintenant. L'Écluse, 34, rue Francœur-Morin (272-72-59). Jusqu'au 18 octobre.

CESAR. Sculptures 1959-1980. — Galerie Beaudouin, 23, rue du Bonaparte (272-03-10). Jusqu'au 19 octobre.

CHITAO. Constructions. — Le Haut-Pavé, 3, quai de Montreuil (232-33-37). Jusqu'au 19 octobre.

TONY GRASSO (Biennale de Paris). — Galerie C. Crouzet, 10, rue Quincampoix (232-33-37). Jusqu'au 22 octobre.

KLAYS DISTRICT. — Galerie 24, rue de Valenciennes (232-33-37). Jusqu'au 6 décembre.

LE NOUVEAU MÉTIER D'UNE AMÉRIQUE. — Chapelle du lycée Froissant, rue du Collège, de 11 h à 19 h (41-48-59). Jusqu'au 9 novembre.

LE HAVRE. Sédent. — Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy (45-53-57). Du 3 octobre au 3 novembre.

LYON. Lyon à l'époque des philosophes et de Soufflot. Musée historique Gadagne, 18, rue Gadagne (42-03-51). Jusqu'au 9 novembre.

Taille-donnee. La mémoire du geste. — Gravures de la déesse Médée. — Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy (45-53-57). Du 3 octobre au 3 novembre.

LYON. Lyon à l'époque des philosophes et de Soufflot. Musée historique Gadagne, 18, rue Gadagne (42-03-51). Jusqu'au 9 novembre.

CARL. Dessins de Déri Derynki et objets d'art juif. — Musée des beaux-arts, esplanade du château (45-53-57). Octobre.

CHATEAUBRAND. Géo. Essai rétrospectif. — Centre régional d'art contemporain, 6, place Sainte-Etienne (23-15-14). Mar, ven, sam, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

DIJON. La peinture italienne dans les beaux-arts de Dijon. Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (23-15-14). Mar, ven, sam, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

DRAGUIGNAN. Quinquante d'expression contemporaine. — Hall du théâtre municipal. Jusqu'au 1 octobre.

GRASSE. Au temps de l'art, histoire de la peinture de l'Antiquité aux jours actuels. — Grasse, 23-15-14. Mar, ven, sam, de 15 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

GRENOBLE. Roman, Cisterciens. — Photographie. — Jusqu'au 31 octobre.

LA ROCHELLE. Mémoires d'une Amérique. — Chapelle du lycée Froissant, rue du Collège, de 11 h à 19 h (41-48-59). Jusqu'au 9 novembre.

LE HAVRE. Sédent. — Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy (45-53-57). Du 3 octobre au 3 novembre.

LYON. Lyon à l'époque des philosophes et de Soufflot. Musée historique Gadagne, 18, rue Gadagne (42-03-51). Jusqu'au 9 novembre.

Taille-donnee. La mémoire du geste. — Gravures de la déesse Médée. — Musée des beaux-arts André-Malraux, boulevard Kennedy (45-53-57). Du 3 octobre au 3 novembre.

LYON. Lyon à l'époque des philosophes et de Soufflot. Musée historique Gadagne, 18, rue Gadagne (42-03-51). Jusqu'au 9 novembre.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J...h : ouvert jusqu'à... heures

DINERS AVANT LE SPECTACLE

AUB. DE RIQUERWILLER 770-62-39. Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.

DINERS... DANS UN JARDIN OU TERRASSE

FLORA DANICA 212, Champs-Élysées, 9^e. T.J. 212-11-12. Polonois et Fruits de mer TOUTE L'ANNÉE. Spécial : Magret de Canard pommes rouges. Diners. Soudiers. Ambiance musicale.

DINERS

LA CREMAILLÈRE 906-58-59. T.J. 15, place du Tertre, 18^e. 19 h à 22 h 30. Vins exceptionnels. Spécialité danoise et scandinave. Hors-d'œuvre danois. Festival de saumon. Mignon de renne. Canard.

RIVE DROITE

RISTORIO DE LA GARE 20, rue Saint-Denis (1^{er}). 206-11-12. Propose les nouvelles suggestions d'automne. 3 menus à 35,50 F a.n.c. Grande carte des desserts. Ouvert de 11 h à 1 h du matin.

ASSIETTE AU BOUC 8, boulevard des Italiens (2^e). 206-11-12. 35 F : Salade aux fines herbes, FILET de Bœuf sauce à l'ail, Fines royales, Pommes, Port-Neuf, à volonté. Sa Carte. Ses Desserts réputés. Fantaisie BRAUNOIS. Accueil chaleureux. Jusqu'à 23 heures.

CAIROUM 290-53-78. 44, rue Saint-Anne, 2^e. F/fin. Cadre typique. Spéc. Marocaines réputées. Couscous, Pastilla, Tagines, Méchouia, Vite de Bousouana. Salon. Salle climat. Ouvert de 12 h à 20 h.

LA TOUR HASSAN BEN 232-73-34. 57, rue Turbigo, 21^e. T.J. Spécialités marocaines. Couscous, Pastilla, Tagines, Méchouia, Vite de Bousouana. Salon. Salle climat. Ouvert de 12 h à 20 h.

RELAIS BREILMAN 206-40-82. 37, rue François-I^{er}, 8^e. T.J. Cadre élégant, confort, salle climatisée. Cuisine française. Spécialités marocaines. Couscous, Pastilla, Tagines, Méchouia, Vite de Bousouana. Salon. Salle climat. Ouvert de 12 h à 20 h.

DOUDET EST 206-40-82. 37, rue François-I^{er}, 8^e. T.J. Cadre élégant, confort, salle climatisée. Cuisine française. Spécialités marocaines. Couscous, Pastilla, Tagines, Méchouia, Vite de Bousouana. Salon. Salle climat. Ouvert de 12 h à 20 h.

LE LOUIS XIV 206-40-82. 37, rue François-I^{er}, 8^e. T.J. Cadre élégant, confort, salle climatisée. Cuisine française. Spécialités marocaines. Couscous, Pastilla, Tagines, Méchouia, Vite de Bousouana. Salon. Salle climat. Ouvert de 12 h à 20 h.

CHEZ GEORGES 272-61-50. 272, bd Poissonnière, 1^{er}. F/fin. Menu 95 F. Carte. Saumon frais grillé, Oie, St-Jacques aux noix, Cassoulet, Paella, Soufflé au fruit de mer, Gibiers.

ST-JEAN-FRÉDÉRIC 272-61-50. 23, av. Wagram, 1^{er}. T.J. 23 h. Dans un pétillement de chasse... cuisine traditionnelle, cassoulet, magret, crepes soufflées. Salons pour récept. Park. Fermé samedi midi et dim.

LE GRAND VENTRE 574-61-59. 8, rue Pierre-Duval, 1^{er}. 23 h. Dans un pétillement de chasse... cuisine traditionnelle, cassoulet, magret, crepes soufflées. Salons pour récept. Park. Fermé samedi midi et dim.

RIVE GAUCHE

AU VIEUX PARIS 354-79-22. 2, place du Panthéon, 5^e. F/fin. J. 22 h. 30. Spéc. du Sud-Ouest : Saumon d'ole farci. Pâté gras de canard, confite, piperade, Chapons à la braise. Sa cave P.M.R. 30 F.

LAPROUVE 326-90-14 et 68-04. 14, quai. Cde-Augustin, 6^e. F/fin. J. 23 h. Grande Carte. Menu d'Affaires 100 F. Menu Dégustation 180 F. Salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de récept. M. D. 100.

LES CLES & BERNARDINS 354-79-14. 14, rue de Poissonnière, 5^e. F/fin. J. 23 h. Dégustation : Menu à partir de 55 F. Diners intimes aux chandeliers. Menu gastronomique à 105 F. Ouv. Dim. / F. Fin. Park. St-Germain.

LA FEMME DU PIERRE 354-79-14. 1, rue de la Fontaine-Saint-Michel, 6^e. F/fin. J. 23 h. Dégustation : Menu à partir de 55 F. Diners intimes aux chandeliers. Menu gastronomique à 105 F. Ouv. Dim. / F. Fin. Park. St-Germain.

AISSA FILS 551-53-08. 51, quai. Cde-Augustin, 6^e. F/fin. J. 23 h. Dégustation : Menu à partir de 55 F. Diners intimes aux chandeliers. Menu gastronomique à 105 F. Ouv. Dim. / F. Fin. Park. St-Germain.

LA BERGERIE 551-53-08. 51, quai. Cde-Augustin, 6^e. F/fin. J. 23 h. Dégustation : Menu à partir de 55 F. Diners intimes aux chandeliers. Menu gastronomique à 105 F. Ouv. Dim. / F. Fin. Park. St-Germain.

TAVERNA D'UMBERTO 724-62-45. 143, rue de Valenciennes, 1^{er}. F/fin. J. 23 h. Dégustation : Menu à partir de 55 F. Diners intimes aux chandeliers. Menu gastronomique à 105 F. Ouv. Dim. / F. Fin. Park. St-Germain.

AUX TROIS HORLOGES 828-34-06. 73, rue Brancion, 1^{er}. F/fin. J. 23 h. Dégustation : Menu à partir de 55 F. Diners intimes aux chandeliers. Menu gastronomique à 105 F. Ouv. Dim. / F. Fin. Park. St-Germain.

HORS DE PARIS

CHATEAU DE LA CORNICHE 03-70-56. 10, km de Paris. F/fin. J. 23 h. Dégustation : Menu à partir de 55 F. Diners intimes aux chandeliers. Menu gastronomique à 105 F. Ouv. Dim. / F. Fin. Park. St-Germain.

JARRASSE 03-70-56. 10, km de Paris. F/fin. J. 23 h. Dégustation : Menu à partir de 55 F. Diners intimes aux chandeliers. Menu gastronomique à 105 F. Ouv. Dim. / F. Fin. Park. St-Germain.

BRASSERIE-TABAC PIGALLE 03-70-56. 10, km de Paris. F/fin. J. 23 h. Dégustation : Menu à partir de 55 F. Diners intimes aux chandeliers. Menu gastronomique à 105 F. Ouv. Dim. / F. Fin. Park. St-Germain.

Centres culturels

HOMMAGE À PAUL ORLVAUX. — 127, rue Saint-Martin (271-26-18). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 30 novembre (à 3 h, 15 h et 17 h. Sauf dimanche), projections de films.

PROJETS ET RÉALISATIONS D'ARCHITECTURE. — Jusqu'au 31 octobre. — SIVERT LINDENLOM. Sculptures. — Jusqu'au 31 octobre. — SIVERT LINDENLOM. Sculptures. — Jusqu'au 31 octobre.

ÉCRITURES. Graphiques. Notations. Typographies. (Biennale de Paris). — Fondation nationale des arts graphiques plastiques. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LES THÉÂTRES DU BOULEVARD. — 127, rue Saint-Martin (271-26-18). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

MAQUETTES DE KUROSAWA. — Espace Pierre-Cardin, 1-3, avenue Gabriel (206-11-12). Jusqu'au 24 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

LE CINÉMA DANS SES TEMPLES. — Ecole nationale supérieure des beaux-arts. 12, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

SALON ART SACRÉ. — SALON ART SACRÉ. — 34, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

En région parisienne

BORIGNY. Ch. bouge (les débuts de l'imagerie animée). — Maison de la Culture, 1, bd Lénine (531-11-45). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

CRETEIL. Provence-Côte d'Azur : Sémaphore à Malval. Œuvres de Figen Ernest, Ben, Vlatat, Le Bon, etc. — Maison de la Culture, 1, bd Lénine (531-11-45). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

GAGNY. Théodor Simionescu. — T.M.C. André-Malraux, 1 bis, rue de Valenciennes. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

MAGNY. LES BAMEAUX. Port-Royal. — Musée national des Graves de Port-Royal (445-75-65). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

MALAKOFF. Votre Balava Fischel (1898-1980). — Théâtre 71, place du 11-Novembre (445-41-49). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

MARLY-LE-ROI. Les Mille Mercuriales. — Institut national d'éducation populaire, 11, rue W.-Blumstein (534-49-11). De 10 h à 18 h. Jusqu'au 30 octobre.

VERSAILLES. Arts en Yveline. — Peinture et sculpture. — Orangerie du château. Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Entrée : 0 F. Jusqu'au 31 octobre.

En province

ANGERS. Vingt-cinq ans d'archéologie dans les pays de Loire. — Musée (88-64-65). Jusqu'au 2 octobre.

ARC-SUR-ARGENS. Sorbott, Sere, peintures. — Chapelle du Parage. Du 3 au 26 octobre.

AVIGNON. Mère Genevieve Gallet (1888-1982). — Rétrospective Palais des papes. De 10 h à 11 h et de 14 h à 16 h. Jusqu'au 20 octobre.

LES BAUX-DE-PROVENCE. Goya, sans-fortes, audiovisuel. Fondation Louvre. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BEAUVALLIERS. La céramique architecturale des années 1980 dans le Beauvais. — Musée départemental de Beauvais. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h. Jusqu'au 15 octobre.

BOULOGNE-BILLIÈRE. Œuvres de la collection de la Ville de Boulogne. — Musée de la Ville de Boulogne. Du 10 h à 13 h 30 et

ÉTRANGER

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU F.M.I.

M. Carter souligne les risques des « controverses politiques »

De notre envoyé spécial

Washington. — L'affaire de l'O.I.P. ayant été au moins provisoirement désamorcée, l'Assemblée générale du F.M.I. et de la Banque mondiale s'est déroulée mardi 30 septembre, sous la présidence de M. Carter, ministre des finances de la Tanzanie. M. Carter, directeur général du F.M.I. et M. McNamara, président de la Banque mondiale, ont prononcé des discours, admettant que les deux institutions ont des dettes politiques et économiques, mais affirmant que leur indépendance par rapport à l'ONU.

Pour épauler les esprits, M. J. J. dans son exposé en début de la séance, exprime sa « sincère satisfaction » de voir le comité mixte de procédure se saisir de la question du statut d'observateur pour l'O.I.P. et des problèmes juridiques — effectivement très compliqués — qu'elle soulève. Cependant, à propos des ressources supplémentaires du F.M.I., M. de Larosière a insisté sur le fait que l'augmentation des quotas doit « rester la principale source de financement », avant de les différentes formes d'emprunts. Il a proposé aussi que soit créé en faveur des pays les plus pauvres ayant à subir une hausse de prix des céréales qu'ils importent, une nouvelle forme de crédit appelée « facilité alimentaire ».

Le directeur général du Fonds a estimé qu'une des questions « les plus importantes qui se posent » est celle de la création et de la distribution de liquidités internationales. Les discussions se poursuivront, a-t-il dit, au sujet d'une nouvelle allocation de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) à partir de 1982 et du « lien » à établir éventuellement entre cette émission supplémentaire et l'aide dévolue par le F.M.I. à l'économie des pays en développement. M. de Larosière n'a cité aucun chiffre, mais, selon des informations puisées à bonne source, il s'agit que le Fonds monétaire voudrait que soit prévue une émission annuelle de 10 milliards de D.T.S. pendant cinq ans (contre 4 milliards par an pendant trois ans, de 1979 à 1981).

En Israël

Le shekel remplace la livre

De notre correspondant

Jérusalem. — A midi, le 29 septembre, les banques d'Israël ont fermé leurs portes... pour cause de changement de monnaie. Elles ne rouvriront que dans la matinée du vendredi 3 octobre. D'ici là, les employés auront dû échanger de transformer la comptabilité, car depuis mardi 30 septembre la livre est définitivement remplacée par le shekel.

La nouvelle monnaie est fort ancienne puisque, selon la Bible, elle fut utilisée par Abraham lorsqu'il établit les Hébreux en terre de Canaan il y a près de trois mille ans. Mais ce changement n'est pas seulement dicté par une volonté de retour aux sources ou le souci d'hébraïser une appellation, la livre, d'origine étrangère. Il ne s'agit pas d'une simple manifestation spectaculaire d'une profonde réforme destinée à enrayer une inflation et une dévaluation toutes deux galopantes. C'est avant tout une disposition « pratique et technique », comme le souligne la Banque d'Israël, afin de limiter la fraude, car le shekel vaut 10 livres. L'opération est assez semblable à celle qui a eu lieu en France en 1969 avec la création du nouveau franc. La seule différence est qu'en Israël on supprime seulement un zéro et non deux.

La décision a été prise par le gouvernement de M. Begin au début de l'année (la Monde daté 24-25 février). Le passage de la livre au shekel ne s'accompagne cependant pas de mesures radicales pour redresser l'économie. L'inflation atteint le rythme annuel de 134 %. Le ministre des finances ne parvient pas à imposer la politique sévère qu'il préconise. Pour la troisième fois depuis le début de cette année, le gouvernement a réajusté le budget en fonction de cette inflation et pour tenter de réduire un déficit qui s'élève à 5 ou 6 milliards de shekels — déficit qui, jusqu'à présent, financé artificiellement par un montant presque équivalent par la « planche à bi-

Aux Etats-Unis

L'INDICE GLOBAL DE L'ACTIVITÉ A PROGRESSÉ EN AOÛT POUR LE TROISIÈME MOIS CONSÉCUTIF

Washington (A.F.P.). — L'indice des principaux indicateurs économiques, « baromètre » de l'économie américaine, a progressé en août pour le troisième mois consécutif. Selon le département du commerce, cet indice a monté de 1,9 % en août pour se fixer à 131 points, après une hausse révisée de 3,7 % en juillet. Il reste toutefois largement inférieur à son niveau de l'an dernier (140,1 points).

Après avoir baissé de 12,6 % entre octobre et mai, l'indice a connu une progression de 6,6 % entre juin et août. Cette évolution apporte une nouvelle preuve du redressement de l'économie américaine, estime le département du commerce.

En R.F.A.

LE COUT DE LA VIE AURAIT DIMINUÉ DE 0,1 % EN SEPTEMBRE

Bonn (A.F.P.). — A quelques jours des élections, une bonne nouvelle pour le chancelier Schmidt : selon les premières estimations, le coût de la vie a baissé en septembre de 0,1 %, a annoncé le 30 septembre l'Office fédéral de statistiques de Wiesbaden. L'indice définitif ne sera publié qu'après les élections. L'opposition ne manquera pas toutefois de faire ressortir que le ralentissement de l'inflation est habituel à la fin de l'été, les hausses de tarifs publics influant sur l'indice en début d'année. L'indice, alors épongé, n'en reste pas moins que l'impact psychologique du recul de l'inflation en septembre, pour la première fois cette année, n'est pas négligeable. Calculé sur douze mois, selon ce chiffre provisoire de septembre, l'inflation s'est située à 5,1 %.

PAUL FABRA.

AGRICULTURE

LES VIANDES AUX HORMONES

Vers une interdiction des œstrogènes dans tous les pays de la Communauté

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les ministres de l'agriculture des Neuf sont décidés à régler, à l'échelle de la Communauté, le problème de l'utilisation des hormones dans l'élevage des vaches. Les décisions nécessaires devront être arrêtées avant la fin de l'année. L'orientation politique ainsi prise, mardi 30 septembre à Bruxelles, devrait, selon M. Méhaignerie, ministre français de l'Agriculture, accélérer l'entrée en vigueur, en France, du code de conduite négocié par les pouvoirs publics avec l'interprofession.

Face au boycottage de la viande de veau, les parias de l'immobilisme, qui laissent les yeux sur les pratiques illégales d'élevage à coups de plaqué, avaient deux arguments.

Ils invoquaient la disparité des réglementations en Europe, qui entraînent une distorsion de concurrence. Ils avançaient que la médecine pouvait être un adjuvant de la production en équinologie, tant que la santé du consommateur n'était pas en danger. En dépit de ce que certains promoteurs attendaient d'eux, les Entrepreneurs de Bichet n'ont pas apporté la preuve de l'innocuité des hormones dites naturelles administrées aux vaches pour leur faire gagner du poids. Avec l'accord réalisé à Bruxelles, le premier argument tombe également. Les Britanniques, qui utilisaient les hormones artificielles et naturelles, les abandonnant. Les Allemands aussi, qui n'autorisaient que les secondes. La France, qui s'appuyait en fait avant la campagne anti-veau à l'interdiction totale, voit à présent l'interdiction totale triompher.

Leurs et tous ceux qui interviennent au long de la filière conduisant le veau de la ferme à la boucherie s'engagent à ne pas utiliser les produits interdits. Les contrevenants seront soumis à des amendes, sans qu'il soit nécessaire à l'administration, comme aujourd'hui, d'engager une procédure judiciaire.

Les ministres de l'agriculture ont également résolu les dernières difficultés concernant la mise en place d'une organisation commune du marché du mouton. Le nouveau règlement européen entrera donc en vigueur le 20 octobre. — Ph. L.

Beaucoup reste à faire

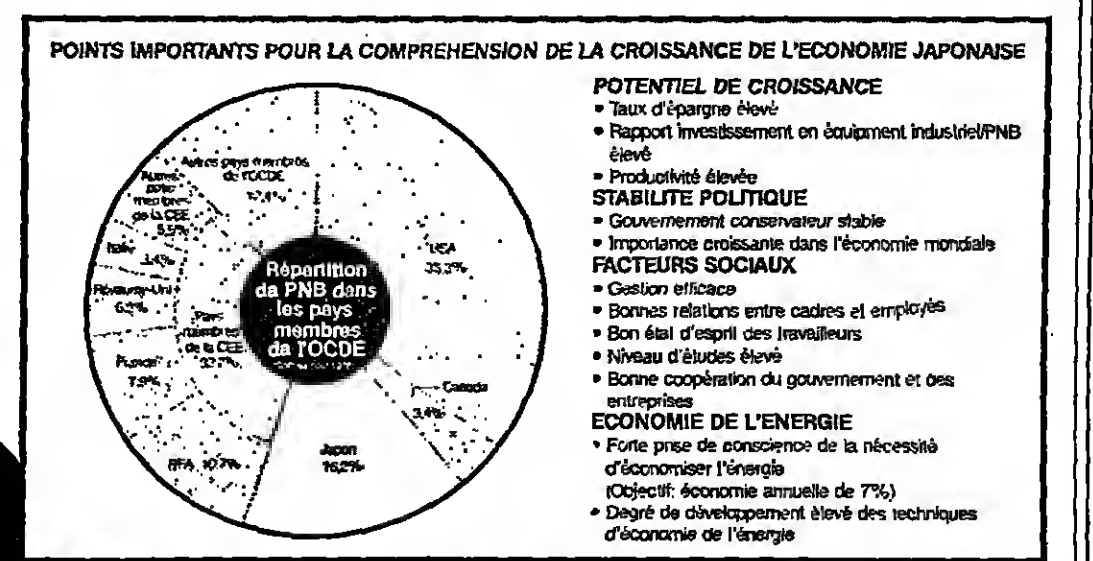
L'accord de Bruxelles ne résout pas tout pour autant. L'essentiel reste à faire, puisque cette interdiction de l'ensemble des hormones revient en fait à appliquer la législation française depuis 1978. L'intensification et la publicité des contrôles et des sanctions s'imposent donc. Mais ce n'est pas encore suffisant : la France — les Neuf en fait — doit « harmoniser » la concurrence — devra s'inquiéter de la fragilisation de l'élevage induite par le modèle intensif et corrigée jusqu'ici par la médecine. Sans doute, la Communauté européenne, à la recherche d'économies budgétaires et de réduction d'emplois, aura-t-elle quelque intérêt à intégrer cette réflexion sur l'élevage dans celle qu'elle mène sur le régime de la politique agricole commune.

Subsidiairement, l'affaire du veau, qui n'est pas terminée, aura montré que la nomination de représentants des consommateurs dans divers organes de gestion de l'agriculture n'est pas suffisante pour mener un dialogue. Que la parité dans la mera lancée par l'U.F.C. en France, avec les Paysans-Travailleurs, ait fait de si larges cercles tient au fait que les organisations agricoles officielles auraient souhaité d'autres partenaires. D'où la démarche commune de MM. Guillaume et Bergeron auprès de M. Méhaignerie. Quand on est condamné à vivre ensemble, on ne choisit pas ses interlocuteurs, même s'ils ne sont pas des « réformistes ». Faute de la comprendre, la crise que traverse une branche de la production, le drama même que vivent certains éleveurs ruinés par le boycottage, risquent de coûter plus cher encore à l'avenir, car la liste des anomalies, des incompréhensions, des illégalités, n'est pas close.

JACQUES GRALL.

Pourquoi ne pas investir au Japon?

Pour vos investissements en valeurs, consultez une équipe de spécialistes



De nos jours, l'information doit vous attendre en temps opportun. Cela n'a jamais été aussi vrai. Nomura en a pris conscience il y a des années et c'est pourquoi cette société s'est attachée à organiser une collecte et une classification systématiques de l'information.

La recherche étant une source d'information extrêmement importante, Nomura a été la première compagnie japonaise à posséder son propre service de recherche. Nomura a également fondé en 1965 un Institut de recherche, le "Nomura Research Institute" (NRI), dont le but est d'analyser l'information recueillie. Le NRI est chargé de rassembler l'information concernant des innovations techniques, d'ingénierie, les structures et les systèmes sociaux, l'environnement et les projets à l'étranger d'entreprises variées.

Le NRI effectue également recherche et prédictions économiques concernant les perspectives d'avenir de l'économie sur les plans intérieur et international, en fonction de la situation du marché des valeurs. Nomura, une équipe de spécialistes de la finance prêts à vous conseiller si vous décidez d'investir au Japon.

Remontez à la source même de l'information, avec Nomura Securities.

Bureau du Bahrain Manama Centre Room 304 Part 1 P.O. Box 26893 Manama-Bahrain Tél. 254282 Télex 9070 Nomura-B.N.

SOCIAL

Accord chez Rhône-Poulenc

SALAIRE MINIMUM MENSUEL PORTÉ À 3 000 FRANCS

Un accord sur les bas salaires a été signé, le 25 septembre, entre Rhône-Poulenc S.A. et les syndicats C.F.D.T. et F.O. Sur les 60 000 salariés du groupe, les répercussions sont surtout sensibles parmi les 10 000 salariés du textile. A la fin de l'année, près de 40 % de ses derniers recevraient une augmentation mensuelle de 200 francs à 470 francs. La rémunération annuelle garantie est fixée à 34 000 francs par an (2 833 francs mensuels), au 30 avril dernier, pour 40 heures hebdomadaires. Il est prévu un ajustement égal à l'évolution de l'indice de l'INSEE 1980 et + 4 % en 1981.

M. GABRIEL DUCRAY AU SECRETARIAT GÉNÉRAL A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

M. Gabriel Ducray, directeur du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ), a été désigné secrétaire général de la Formation professionnelle, en remplacement de M. Claude Blondel, « démissionnaire » (le Monde du 13 septembre). Cette décision a été prise par arrêté du premier ministre en date du 24 septembre (Journal officiel du 28 septembre).

[M. Ducray est né le 11 mars 1929. Diplômé des sciences politiques et licencié en droit, il est entré dans le corps de l'Inspection du travail en 1953. Nommé en 1964, directeur des statistiques et de la conjoncture au ministère de l'Économie nationale, il était depuis 1970 directeur du CERQ.]

Cures thermales hivernales

Vous supportez mieux le mauvais saison et vous l'entreprenez d'une cure thermale et de détente au soleil de la Méditerranée.

Deux stations spécialisées (RHUMATISMES et VOIES RESPIRATOIRES) vous ouvrent leurs portes pendant les mois d'hiver :

QUEBEC LES BAINS. En Haute-Provence : alt. 300 m sous le ciel le plus pur d'Europe.

ARLES LES BAINS. En Roussillon : alt. 130 m station la plus méridionale de France.

Informations gratuites (hébergement et cure) à la SOCIÉTÉ THERMALE de chaque station et à PARIS 2^e MAISON DU THERMALISME Chaîne Thermale du Soleil - 22 avenue de l'Opéra - 75002 PARIS - Tél. 742.67.91

CARNET

Naissances

— Claire et Jean-Loup DUFAL JEANGIRARD sont heureux d'annoncer la naissance de Blaise, le 21 septembre 1980, 139, boulevard de Châteaudun, Orléans.

— Denise, Michèle et Daniel GABRIELLI ont la joie d'annoncer la naissance de Vivien, le 22 septembre 1980, 6, rue Saint-Robert, 75011 Paris.

Mariages

— M. et Mme Jean-François BELLIER, M. et Mme Jean-François LARGIER, sont heureux de faire part du mariage de Caroline et Vincent, qui a été célébré le 27 septembre.

Décès

— M. et Mme Jacques Barré, M. et Mme Jean Duchateau, M. et Mme Paul Barré, M. et Mme Bernard Lenoir, ses enfants, ses petits-enfants, arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henri BARRE, née Jacqueline Fauvel-Gallais, pleusement survenu le 28 septembre 1980.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-Bon-Port des Sablons-d'Olonne, le mercredi 1^{er} octobre, à 16 heures. L'inhumation aura lieu le jeudi 2 octobre, à 17 heures, au cimetière du Père-Lachaise à Paris (entrée principale), 7, rue Trudaine, 85100 Les Sablons-d'Olonne. Cet avis étant lieu de faire-part.

— Le docteur Jean Costa, son épouse, le docteur Nina Deheye et le professeur Jean Deheye, le docteur et Mme Jacques Saloff-Coste, ses enfants, Nicolas, Pierre et Martine, Michel, Laurence, Inna a Saloff-Coste, ses petits-enfants, toutes les familles parentes et alliées, ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme le docteur Inna COSTE, survenue le 18 septembre 1980, dans sa quatre-vingt-quatrième année. Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité de la famille, 85 avenue Ambroise-Thomas, Le Grand Trianon, 93400 Hyères, 1, rue de Milan, 75009 Paris, 16 bis, cours du Général-de-Gaulle, 21000 Dijon.

— On nous prie d'annoncer le décès du colonel Raymond ENET, officier de la légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 et 1939-1945, survenu le 27 septembre 1980, 12, rue de la Papetière, Nantes.

— M. René Navarre, François, Pierre et Dominique Navarre et leurs enfants, Jean-Jacques et Christine Navarre et leurs enfants, Yves Navarre, Les familles Bernard, Camé, Darcos, Echart, Laforgue, Sacransjean, Saur, ont la douleur de faire part du décès de

Mme René NAVARRE, née Adrienne Baz, Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité en la cathédrale Saint-Pierre à Condom (Gers), le samedi 27 septembre 1980.

— M. et Mme Michel Calixte, leurs enfants, Xavier de Pinedo et Anne Calixte, ont la grande douleur de faire part du décès de

Juanjo de PINEDO, leur fils et leur frère, survenu dans sa vingt-cinquième année, le 29 septembre 1980.

Une messe sera célébrée à son intention à l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, rue Gallieni, à Montesson-Belevue, le jeudi 2 octobre 1980, à 14 h. 30.

Les obsèques auront lieu ultérieurement à Madrid.

M. et Mme Louis SAISSE, née Louise Lamou, survenue le 28 septembre 1980.

De la part de ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, 97, rue de la Santé, 75013 Paris, Barrot-de-Jouarre (Drouais).

— M. et Mme Vladimir Vovk, M. et Mme André Vovk et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Vladimir VOVK, survenue le 25 septembre 1980, en l'église de Saint-Jean-de-Luz.

Ses obsèques ont eu lieu le 25 septembre 1980, à 12 heures, en l'église de Saint-Jean-de-Luz, 64500 Saint-Jean-de-Luz.

Remerciements

— Mme Francis Campuzan, ses enfants, M. Guy Campuzan et toute sa famille, dans l'impossibilité de répondre personnellement aux nombreuses marques d'amitié et de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Francis CAMPUZAN, agréé de l'Université, conseiller général du Val-de-Marne, prient les personnes qui se sont associées à leur grande peine de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour faciliter de cette qualité.

— Mme Pierre ROUX, M. et Mme Pierre ROUX, Mme André Valchère, M. et Mme Enbrenat Jean-Pierre, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées à l'occasion du décès de

M. Pierre ROUX, adressent leur sincères remerciements.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la disparition prématurée de M. Serge François CARRIL, une messe sera célébrée le jeudi 9 octobre, à 9 heures, par le R.P. de Faroy, en l'église Saint-Honoré d'Eylès (16^e).

De la part de sa femme, de son père et de ses enfants Patrick, Dominique et Laurence.

Avis de messe

— Le 1^{er} octobre 1980, à 19 heures, en la chapelle de l'École militaire, 13, place Joffre, Paris (7^e), une messe sera célébrée à la mémoire de

Mme Georges HIRET, née Renée Richard, rappelée à Dieu le 15 juillet 1980.

De la part de son fils, Mgr Maurice Hiret, vicaire général, chancelier du diocèse de Paris, qui invite à s'unir d'intention on à participer à cette célébration.

122, boulevard Raspail, 75006 Paris.

Services religieux

— On nous prie d'annoncer qu'un service à la mémoire de Dominique de MONTJOU, décédé le 27 août 1980, sera célébré en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau, Paris (8^e), le mercredi 2 octobre 1980, à 12 heures.

De la part de : Anne, Evelyne et Alban de Montjou, ses enfants, M. et Mme Gérard de Montjou, ses parents.

— M. Jean-Claude Givenchy, La direction et le personnel des Parfums Givenchy, prient leurs amis d'assister au service à la mémoire de

Dominique de MONTJOU, directeur de zone pour l'Amérique centrale, l'Amérique du Sud et les Caraïbes, qui sera célébré le mercredi 2 octobre 1980, à 12 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, avenue Marceau Paris (8^e).

— Le président, les membres de la commission administrative du temple Victor, informent qu'un service religieux, à l'occasion des Chloéchin du regreté vice-président

Louis UHRI, sera célébré, en présence de M. le grand rabbin de France, en la synagogue, 44, rue de la Victoire, le mardi 2 octobre, à 18 heures.

Soutenances de thèses

— Université de Paris - X, samedi 18 octobre, à 9 h. 30, salle C 28, Mme Debray, née Rosine Mercier : « L'organisation mentale des diaboliques insulino-dépendantes. Recherche sur l'économie psychosomatique ».

Communications diverses

— Le Centre d'études et de recherches psychanalytiques Athènes organise des stages de perfectionnement d'octobre à juin. Renseignements au CERP, chemin du Vallon-des-Vaux, Val-Fleuril, 06 Cros-de-Cagnes.

— M. Jacques Vandroux, ancien président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, prière de son fils « Yvonne de Gaulle, ma sœur », le jeudi 2 octobre, à partir de 17 h. 30, à la librairie « Notre siècle », 3, rue de Solferino, Paris (7^e).

Mon SCHWEPES « Indian Tom » et moi on part souvent en voyage ensemble.

PRESSE

● La propriété de « l'Est républicain ». — La chambre civile du tribunal de grande instance de Nancy, réunie le 29 septembre, a décidé, restant saisi du dossier, d'ordonner la réouverture du débat et de demander les conclusions du procureur de la République dans l'affaire opposant M. Charles Boileau, actionnaire et P.D.-G. de la S.A. l'Est républicain, à deux anciens membres du conseil d'administration de la société.

C'est le 26 juin dernier que, au tribunal de grande instance de Nancy, M. Charles Boileau était assigné devant la chambre civile par M. Gérard Lignac et Mlle Anne-Marie Lignac, anciens membres du conseil d'administration de la société (le Monde du 4 juillet). Les deux requérants demandaient la nullité d'une transaction effectuée en 1974 par M. Charles Boileau, à cette époque, le P.D.-G. de la Grande Chaudronnerie lorraine achetant les actions Vilgrain, constituant 21 % du capital de la S.A. l'Est républicain. Il les rétrocedait peu de temps après à la Grande Chaudronnerie lorraine, sans passer par l'intermédiaire d'un agent de change. — (Corresp.)

Institut de Gestion de Personnel

RECRUTEMENT DE LA PROMOTION 80-82

- un programme spécialisé d'insertion professionnelle
 - deux années d'études en alternance (entreprises-école)
 - une formation technique de haut niveau en liaison avec les milieux professionnels pour
- 25 TITULAIRES D'UN D.U.T. OU D.E.U.G. souhaitant
- faire carrière dans la fonction humaine et sociale
 - acquérir les techniques essentielles d'un métier passionnant
 - s'entraîner à la pratique de relations dynamiques et efficaces dans l'entreprise

renseignements et inscriptions
INSTITUT DE GESTION SOCIALE
25, rue François-1^{er}, 75008 PARIS

RECRUTEMENT
IMMEDIAT

Notre organisation
est très internationale,
l'accueil
est plutôt familial.



L'avantage d'Avis, c'est d'être une organisation internationale avec tout ce que cela suppose de commodités à travers le monde. Mais si nos voitures font ce qu'on attend d'elles, notre personnel en fait souvent plus. C'est ce qui ressort des cartes d'appréciation que l'on trouve dans chaque voiture Avis et auxquelles nos clients répondent nombreux.

En créant cette carte, nous courions le risque d'avoir parfois des jugements défavorables. C'était à nous d'en faire plus pour que cela n'arrive pas. Aujourd'hui, nous créons l'Assistance Avis. 24 heures sur 24, s'il vous arrive le moindre pépin, vous téléphonez et nous arrivons à votre secours.

Vous voyez, vos encouragements nous ont incités à en faire encore plus.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation :

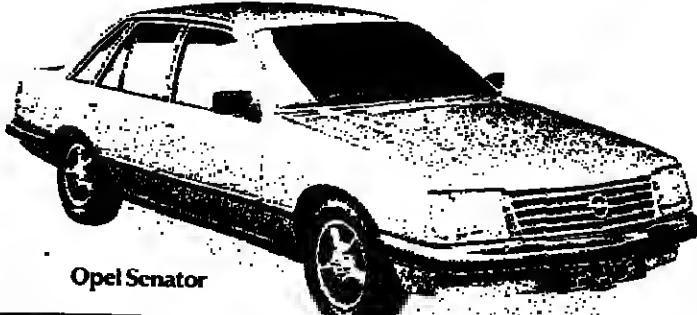
tél. 609.92.12, ou auprès de votre agence de voyages.

Avis loue des voitures Opel ainsi que des camions en courte et longue durée.

Après vos voyages, envoyez-nous une carte.

CARTE D'APPRECIATION COMMENT CARD

Service	Personnel	Voiture
50	50	50
50	50	50
50	50	50



Opel Senator

Opel Avis loue des voitures Opel.

AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.

FABRICATION

ELECTRON

PROJET

MANAGER

DE HAUT NIVEAU

POUR L'ARABIE SAOUDITE

PROJET MANAGER

DE HAUT NIVEAU

POSTE MANAGER ET COMPTABLE

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	57,00	67,03
IMMOBILIER	14,00	16,46
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	36,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

SCHLUMBERGER (PÉTROLE) FABRICATION ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

conçoit et réalise des systèmes de haute technologie indispensables à la prospection et à l'exploitation pétrolières dans le monde.
La croissance de nos activités et la large part de l'électronique dans ces "outils" nous conduisent à mettre en œuvre un important projet d'équipement informatique appliqué aux tests automatisés en production.
Nous souhaitons recruter, pour en assurer la responsabilité, un

ÉLECTRONICIEN GRANDE ÉCOLE

(A & M, SUPELEC, CENTRALE, + 1^{re} EXPÉRIENCE EN INFORMATIQUE)

Chargé de concevoir le système dans son ensemble (ordinateur central + minis), il en définira le cahier des charges et les bases de données, et assurera la formation des utilisateurs. Son expérience système, acquise dans une grande entreprise industrielle (constructeur informatique, avionique...) lui permettra de devenir rapidement l'expert informatique du département. Les perspectives d'évolution ultérieures sont très ouvertes, compte tenu des projets d'équipement informatique de l'entreprise et du groupe.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous réf. 8019 à

ÉTUDES ET PRODUCTIONS
SCHLUMBERGER

Schlumberger

26, rue de la Cavée
92142 CLAMART.



LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche pour
la réalisation de projets informatiques importants et diversifiés
mettant en œuvre les techniques les plus évoluées
(MVS, CICS/VS, VSAM, VSPC, APL, mini-ordinateurs, réseaux)

- 1 Chef de Projet

Référence SQ 91

Ingenieur grande école ou université, 5 ans d'expérience pour prendre la responsabilité d'un projet important dans le domaine des opérations internationales.

- 2 Ingénieurs en Organisation

Référence SQ 92

Ingenieur grande école ou université, 5 ans d'expérience, pour coordonner les actions de normalisation du Crédit Agricole au plan national et international.

- 1 Chef de Projet

Référence SQ 93

Ingenieur grande école ou université, 3 à 5 ans d'expérience, responsable de la réalisation et de la diffusion de logiciels dans les caisses régionales.

- 3 Ingénieurs Informaticiens

Référence SQ 94

Ingenieur grande école ou université, 3 ans d'expérience, pour prendre en charge des projets informatiques depuis la phase fonctionnelle jusqu'à la mise en exploitation.

Larges possibilités d'évolution.
Lieu de travail : St Quentin en Yvelines (78).

Envoyez, sous référence correspondante, CV détaillé avec salaire actuel et prétentions à Service Recrutement Carrières
C.N.C.A. - Cedex 26 - 75300 PARIS BRUNE

GRUPE

SG2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION
5000 personnes, 36 agences en France, 16 filiales à l'étranger.

L'un des premiers groupes européens de Services et de Conseils en informatique vous propose de participer à son expansion et recherche pour renforcer son

Département Assurances 2 Ingénieurs Commerciaux

Profil : 2 à 5 ans d'expérience de vente réussie chez un constructeur ou une SSG et capables d'intégrer dans une équipe pluridisciplinaire composée d'informaticiens, d'organiseurs et d'assureurs.
Mission : Commercialiser auprès des Sociétés d'Assurances et de Jours Intermédiaires l'ensemble des services du Groupe SG2.
La connaissance de l'assurance et la maîtrise d'une langue étrangère ne sont pas indispensables mais constitueront un avantage.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à SG2 - Direction Commerciale (sous réf. JP 1) - 12-14, av. Vion Whitcomb - 75016 PARIS.

emplois internationaux

(et départements à l'étranger)

SOCIÉTÉ EN EXPANSION
distribution pièces détachées automobiles et accessoires
moteurs-jardins en EUROPE,
AFRIQUE, MOYEN-ORIENT, AMÉRIQUE DU SUD
offre challenge à

DÉLÉGUÉ TECHNICO- COMMERCIAL EXPORT H. ou F.

pour :
- prospection nouveaux clients ;
- animation importateurs existants ;
- contrôle représentants mandataires ;
- études de marché.
Nécessité :
- présence sur le terrain (80 % voyage) ;
- anglais, allemand courants (espagnol et arabe souhaités) ;
- expérience d'au moins trois ans à l'exportation.
Envoyer C.V., photo et prétentions sous le n° 73.118, à
CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

POUR L'ARABIE SAOUDITE

recherches

1 PROJECT MANAGER DE HAUT NIVEAU

Capable de maîtriser techniquement et financièrement un important chantier de climatisation et électricité.
Anglais parlé et écrit indispensable.
Rémunération importante.

Ecrire sous référence 3080 M à :
BLEU Publicité, 17, rue Labél
94300 VINCENNES

POSTE CAPITALE HAUTE-VOLTA CADRE FINANCIER ET COMPTABLE

DECS, Sep. Co., 30 ans minimum
Si possible expérience plus OCAM et appels d'offres et marchés internationaux. Avantages expatriés. Libre très rapidement.
Adm. C.V. détaillé et prétentions s/r 2.706 le Monde Pub.,
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

recherche pour son Département
Négociations d'entreprise à PARIS

AUDITEUR - ANALYSTE FINANCIER

Niveau Expertise comptable
Plusieurs années d'expérience méthodes d'audit
anglo-saxonnes.
Age minimum : 35 ans - Sans des contacts
Ecrire av. C.V., photo et prétentions au Service du Personnel
Publicité, 20, av. Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

emplois régionaux

Transport Routier CADRE COMMERCIAL

CHEF DE GROUPE de VENTES

Ce poste ne pourra être confié qu'à un cadre de formation supérieure (E.S.C. ou équivalent), ayant réussi une première expérience sur le "terrain".
Il aura pour missions :
- l'entretien et le contrôle d'une équipe de quatre à cinq délégués commerciaux ;
- le suivi des principaux clients ;
- les relations avec les confrères ;
- les études tarifaires.
Résidence : GRANDE VILLE DE L'OUEST
Adresser lettre manuscrite et C.V. sous le n° 73.708
CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Importance sociale
Vernissage, conditionnement
d'acier recherche pour son
DÉPARTEMENT, MARINE
situé à BORDEAUX

INGÉNIEUR

Pour projets et études
ayant expérience.
Envoyer C.V. avec prétentions à
P&T Entreprise
Service du Personnel
26, quai Camot
92212 SAINT-CLOUD

Pour SUD-EST de la FRANCE

INGÉNIEURS

Formation I.N.S.A.
Connaissances résistance
matériaux et outillage
de calculs ordinaires.
CRIT. 37, rue Mironneville,
Paris-6. Tél. : 265-64-88.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Secteur Mécanique
faisant partie Groupe International
sise SUD-LANGUEDOC
RECRUTE

ASSISTANT DIRECTION FINANCIÈRE

Poste de responsabilité, domaines :
PRIX DE REVIENT
et FACTURATION/EXPÉDITIONS
Nécessitant :
Formation ESSEC, E.S.C. Niveau D.E.C.S.
(ou pratique équivalente).
Expér. de 3 à 5 ans minimum exigées, comptab. anglo-saxonne appréciées.
Discretions assurées.

Adresser C.V. et prétentions sous la réf. 83867 à
HAVAS Neutilly, 106, avenue Charles-de-Gaulle,
92522 NEUILLY-SUR-SEINE, qui transmettra.

PARIS

CONSULTANTS recherchent CONSULTANT

Conseil d'Entreprise en recherche de Cadres, notre Groupe se développe, tant au niveau national qu'international, et se situe parmi les premiers de la profession.
A Paris, nous sommes actuellement onze Consultants généralistes ou spécialistes avec la même éthique professionnelle, le même esprit d'équipe et nous sommes attachés à cette cohésion. C'est pourquoi, au-delà des critères de formation et d'expérience, nous souhaitons coopérer ce nouveau collaborateur.
Idéalement, il a eu minimum 30 ans, il possède une formation supérieure scientifique, économique ou commerciale et il justifie d'une expérience de 4/5 ans acquise dans la fonction personnel en entreprise ou en cabinet conseil.
S'il a notre style et notre état d'esprit, nous saurons le reconnaître.
Envoyez lettre de motivation, CV et photo sans référence
M. EGOR à E. F. SANCHEZ, qui établira les premiers contacts avec toute la discrétion voulue.

groupe Egor 8 rue de Bazi 75008 Paris
359.13.82



PRODUCTION MANAGER

La Société L.B. GÉRARD doit gérer la croissance de son activité.
L'augmentation des fabrications entraîne la recherche

D'UN PRODUCTION MANAGER

qui reportera directement au P.D.G. et aura le profil suivant :
• Expérience de 3 à 5 ans dans un poste de responsabilité équivalente, si possible dans l'industrie mécanique ;
• anglais courant ;
• expérience en mécanique (lâcher, forage, pliage, etc.) ;
• connaissance de la comptabilité analytique, de la gestion en coût standard, etc. ;
• salaire : 130.000 à 180.000 F selon expérience.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions à :

L.B. GÉRARD

Zone industrielle des Mâures - Etry-lès-Lisses - 91100 CORBEIL-ESSONNES.
Téléphone : 086-33-00.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	52,00	67,00
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,46
IMMOBILIER	39,00	45,86
AUTOMOBILES	39,00	45,86
AGENDA	39,00	45,86
PROP. COMM. CAPITAUX	105,00	123,48

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	33,00	38,80
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,40
IMMOBILIER	25,00	29,40
AUTOMOBILES	25,00	29,40
AGENDA	25,00	29,40

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Nous fabriquons, commercialisons, installons des biens d'équipement, notamment dans les industries agro-alimentaires. Nous sommes leader dans ce domaine. Notre développement est important et nous renforçons nos équipes.

Nous recherchons pour notre USINE DE NEVERS

responsable technique

FORMATION : A.M., ENSI ou équivalent.

Cet ingénieur a une expérience des techniques de soudage. Une connaissance de l'Anglais serait appréciée.

FONCTIONS : il collaborera étroitement avec le responsable d'une unité autonome de 120 personnes comprenant son propre service commercial et ses fabrications. Il sera responsable du service des méthodes et études.

Il s'attachera à perfectionner les techniques et procédés de fabrication. Son rôle l'amènera à avoir des contacts commerciaux avec la clientèle. (Réf. 425)

Pour notre SIEGE des CLAYES-SOUS-BOIS, dans le cadre du renforcement de notre équipe technico-commerciale (Marché AGRO-ALIMENTAIRE - produits visqueux et solides) nous offrons à un

jeune ingénieur

de formation ENSIA, ENSIA ou équivalent,

la possibilité d'assister le responsable d'un secteur important. Son sens du travail en équipe lui permettra de participer à la conception et à la vente de lignes de production complètes, en collaboration avec le bureau d'études. Il sera en relation avec la clientèle : quelques années d'expérience dans une activité similaire seraient appréciées. Un programme de formation spécifique est prévu. Les relations internationales de notre groupe rendent la pratique de l'Anglais indispensable pour cette activité très ouverte et en plein développement. (Réf. 438)

Si ces postes vous intéressent, écrivez avec CV, photo et prétentions, en rappelant la référence à Michel SALINA.

ALFA-LAVAL

B.P. 56 - 78340 LES CLAYES-SOUS-BOIS

P.M.I. française fabricant de TUBES EN PLASTIQUE ARME (en forte expansion, taux de croissance du secteur 20 % an) recherche pour PARIS

technico-commercial

100.000 F+

FORMATION INGENIEUR ou équivalent souhaitée. Age minimum 28 ans. Il possèdera une forte personnalité et une expérience de la vente dans les domaines suivants : INGENIERIE - PETROLE - NUCLEAIRE - CHIMIE.

De nombreux déplacements sont à prévoir.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV détaillé sous réf. 9419 à :

Organisation et publicité

carrières du commerce et de la vente

le bon jour, maintenant, c'est le VENDREDI

Les « nouveaux vendeurs » sont arrivés.

Ils n'ont ni le même profil ni les mêmes exigences que les représentants traditionnels, ils ne travaillent pas dans les mêmes entreprises et n'ont pas la même conception de leur activité.

Pourtant, ils sont réduits à déchiffrer les mêmes listes interminables d'annonces, conçues de manière identique pour l'un ou l'autre type commercial, souvent dans les mêmes journaux.

Le Monde compte parmi ses lecteurs de nombreux « nouveaux vendeurs ». C'est normal, ils sont ouverts, curieux, exigeants, ont le « niveau Monde ». Ils en ont fait leur quotidien habituel, souvent depuis longtemps. Pour beaucoup

d'entre eux, depuis le temps où ils faisaient leurs études supérieures (plus de 20% des étudiants de toutes disciplines et de tous niveaux lisent Le Monde régulièrement).

Ces nouveaux vendeurs, lecteurs du Monde, vont maintenant disposer de leur rubrique d'offres d'emploi, dans leur journal.

Son nom ?

FONCTIONS COMMERCIALES

Ses annonceurs ? Les nombreuses entreprises qui ont un besoin impératif de recruter ce nouveau type de commerciaux, et qui rencontrent souvent de grandes difficultés pour disposer de candidatures satisfaisantes.

Ses résultats ? Certainement des curriculum vitae et des recrutements d'une qualité rarement obtenue ailleurs.

TOUS LES VENDREDIS, DANS Le Monde

(daté samedi)

DES OFFRES D'EMPLOI POUR LES NOUVEAUX VENDEURS.

Cabinet expert comptable quartier Nation recherche

ASSISTANT COMPTABLE CONFIRMÉ

Niveau D.E.C.S. Expérience cabinet comptable ou équivalent. Ecrire à : C.V. à l'éc. 77, av. de Saint-Mandé, 75012 PARIS. Infos : Cécile BIGNOLET ch. SECRET. MEDICALE diplômée et expérimentée. Tél. 380-01-50.

Organisme important recherche FUTURS CADRES COMMERCIAUX

— dynamiques et ambitieux ; — goût contacts haut niveau ; — très bonne présentation ; — sens des responsabilités. Tél. pr. r.v. 653-20-00, p. 201.

SI VOUS AVEZ :

— un réel sens commercial ; — une expérience de la vente par téléphone ; — l'esprit d'équipe ; — de grandes facultés d'adaptation.

Rejoignez-vous à notre équipe de

VENDEUSES AU TELEPHONE

Sal. fixe : 3.000 F+ commission. Attributions assurées. Tél. : 233-44-21, poste 381.

FISCALISTE

LP. ou V.N.

recherché par groupe fiduciaire (17)

Ecr. R.C. 8, av. de l'Albanie, 75018 en t.p. r.v. 622-55-20.

Président d'un groupe de bâtiment barrière Sud recherche

JEUNE ADJOINT ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Responsable de comptabilité générale et analytique, tenue du budget, rattaché D.E.C.S. avec expérience. Solde selon compétence et expérience de l'ordre de 100.000 F.

Env. C.V. av. lettre actual et présent. à l'éc. 77, av. de Saint-Mandé, 75012 PARIS.

SEPREX recrute

INGENIEUR SYSTEMES

ou 10070 SRUS 7

Formation offerte sur matériel informatique.

Tél. pour R.V. 209-30-78, M. La Mulier.

Etablissement d'enseignement privé secondaire H.C. recherche

PROFESSEUR SCIENCES - PHYSIQUE

Téléph. : 023-06-06 ou 67-68



Vous souhaitez prendre la direction d'une affaire

Le groupe des Compagnies d'Assurances LE SECOURS recherche en région parisienne.

DIRECTEURS D'AGENCES

CADRES SALARIES au sein d'une Société au puissant support technico-commercial, vous deviendrez après formation responsable de l'organisation et du développement de votre agence.

Si vous êtes intéressés et si vous avez une expérience de commercial et de gestionnaire dans le secteur tertiaire, écrivez à Madame STEPHAN, service Recrutement, sous référence 737 M, 32, rue Lafayette, 75009 PARIS avec C.V., photo et prétentions.

DIPLOMÉ(E)S.

un début pour votre carrière : L'INFORMATIQUE

De formation grande école ou universitaire (maîtrise de gestion ou Sciences Eco.), vous recherchez l'entreprise qui vous permette d'exploiter au mieux vos capacités.

Important groupe privé d'assurances, nous vous proposons une solide formation à l'Informatique afin de participer pendant quelques années au développement d'importants projets de gestion. De larges possibilités de carrière pourront alors vous être offertes dans d'autres domaines, au sein du Groupe.

Lieu de travail : Paris Est.

Nous avons confié ce recrutement au G.C.A.M à qui nous vous demandons d'adresser C.V., photo et prétentions.

G.C.A.M - Marie-Françoise ALETTI (réf. 918) Tour Maine Montparnasse B.P. 185 - 75755 Paris Cedex 15.

CROZATIER

MEUBLES ET CUISINES

CREIL-NOGENT recherche

VENDEUR MEUBLES

VENDEUR SPÉCIALISÉ CUISINES

pour s'intégrer à notre groupe. Salaire motivant si sérieux.

S'adresser à : M. Bernard - Téléphone (0) 455-44-62 ou écrire CROZATIER MEUBLES - Avenue de l'Europe, 60100 CREIL. Discretion assurée.

GRAND GROUPE INTERNATIONAL FRANÇAIS

(C.A. 8 milliards de F.F.) recherche

CHEF DU SERVICE PIECES DETACHEES

pour le compte de son département Automobile à Paris

— Sept marques (françaises et étrangères) représentées ; — Responsabilité de tous les achats P.D. ; — Veiller au bon approvisionnement d'une douzaine de filiales outre-mer réalisant un C.A. important ; — Aider au développement de ce C.A. ; — Contacts avec les fournisseurs et avec les responsables P.R. des constructeurs.

La candidat :

— A une expérience supérieure (gestion et/ou technique) ; — Pourra attester d'une expérience (indispensable) de plusieurs années dans le domaine de la gestion des P.R. et de l'organisation des magasins, si possible dans le secteur automobile (V.L., P.L.) ; — Parlera correctement anglais ; — Aura à animer une équipe de douze personnes et à aider et conseiller des professionnels des P.D.A. dans nos filiales O.M. (déplacements fréquents).

Les candidatures manuscrites avec curriculum vitae, photo et attestations actuelles sont à envoyer sous n° 73.621 à CONTESSÉ P., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Ced. 01.

RECHERCHONS

INGENIEUR CONFIRMÉ

35 ans environ, ayant expérience en matière de construction d'usine d'insolation avec récupération de chaleur, pour prendre responsabilité :

— Conception des projets ; — réalisation des études ; — suivi commercial ;

Connaissance allemand et/ou anglais appréciée.

Ecrire à :

INOR 8, rue Clémence 75116 PARIS.

DIRECTEUR DE L'ORGANISATION au niveau du groupe X, ECP, Mines... + MBA

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS, NOMBREUX ETABLISSEMENTS ET USINES FRANCE ET ETRANGER, siège Paris, recherche son DIRECTEUR DE L'ORGANISATION au niveau du groupe.

Il est responsable devant la Direction Générale du Groupe de la conduite de projets tels que : restructuration et rationalisation en matière industrielle, commerciale et administrative. Pour la mise en œuvre des solutions qu'il préconise, il s'appuie sur l'équipe de spécialistes en organisation qu'il dirige.

Ce poste peut convenir à diplômé X, ECP, Mines ou école même niveau, ayant si possible formation complémentaire MBA ou équivalent, 38 ans minimum, capable de dialoguer à tous niveaux et disposant d'une très forte expérience organisationnelle acquise dans grande firme et dans cabinet conseil.

Traitement : 300.000 F environ.

Ecrire sous réf. EO T4 AM

4 rue Massenet 75016 Paris

etap

Sté Internationale Produits Grande Consommation recherche pour PARIS

CHEF DE PRODUITS

ESC ou équivalent

Expérience 2 ans min. de produits de grande consommation dans une Grande Société pratiquant un marketing avancé et créatif, (annonceur ou grande agence de publicité). Sous l'autorité du Chef de Service Marketing, il sera responsable de la réalisation du plan Marketing ; du lancement et de la gestion de gammes de produits, de la gestion d'un important budget publicitaire et promotionnel réparti entre plusieurs agences. Il assurera les relations fonctionnelles avec les forces de vente et la production. Anglais indispensable.

Adresser C.V. + photo sous réf. 6992 à : P. LICHAU S.A. - B.P. 220, 75063 PARIS cédex 02 qui transmettra.

AGUAINE SYSTEMES

Filiale Informatique d'ELF AQUITAINE

agrandit son équipe et recherche principalement pour région parisienne

INGENIEURS COMMERCIAUX

de formation Grande Ecole (ou Universitaire) et ayant une expérience confirmée dans la vente de produits informatiques de haute qualité

Mission : - VENDRE

• des produits-programmes de gestion

• des interventions d'analyse-programmation spécifiques

• des prestations de personnel

• du Conseil en informatique

L'expérience passée et les références acquises seront prises en considération dans la définition d'un salaire motivant (fixe + intéressement sur résultats)

Appétence à établir des contacts à haut niveau exigée.

Adresser votre dossier de candidature à notre Conseil en Recrutement sous réf. 30M179 - M. SUTTER

Centre de Psychologie Appliquée 69, rue de Monceau 75008 Paris

Partenaire pour la France de Consult-Eur

INGENIEURS

IMPORTANTE SOCIETE

ENGINEERING CHIMIQUE

bureaux banlieue parisienne

recherche

INGENIEUR DE PROCÉDES débutant ou ayant

quelques années d'expérience. Formation polytechnique, centrale, mines, chimie-génie chimique.

INGENIEUR ayant plusieurs années d'expérience en INCINERATION.

Formation de base en chimie souhaitée.

INGENIEUR DEBUTANT pour études, conception et approvisionnement de MATERIELS CHAUDRONNERS.

Connaissance de l'anglais souhaitée.

Adresser C.V. + prêt. ss réf. 2006 M à

PUBLICSCOPE JUNIOR, 11, rue Royale 75008 PARIS

offres d'emploi

Centres de formation de la région parisienne

Ingenieur Grande Ecole

Analyse-Programmeur

Chef Service

comptabilité générale

Important Groupe Français

PLAN NATIONAL 1.000 personnes

150.000 F

Important Groupe

ENTRÉE PROFESSIONNELLE

INGENIEUR 3 A

21 INGENIEURS 1 et 2

secrétaires

Groupe pharmaceutique import

la SECRÉTAIRE

de la DIRECTION FINANCIÈRE

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

propositions commerciales

informations

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE
(La Défense) recherche

Ingénieur Grande Ecole

pour développement de programmes dans le domaine du calcul des structures off-shore.

Réf. 01

Ingénieur Grande Ecole

pour développement de programmes dans le domaine de la conception assistée par ordinateur dans le domaine de la mécanique.

Réf. 02

Analyste-Programmeur

DUT INFORMATIQUE ou équivalent. pour réalisation et mise en place de logiciels de gestion réalisés en langage BASIC sur mini-ordinateur.

Réf. 03

Adresser CV manuscrit et prétentions en indiquant la référence pour le poste choisi au C.T.I.M. - Service du Personnel 20, rue Jean Jaurès 92807 Puteaux

CHEF SERVICE comptabilité générale

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PLAN NATIONAL, 2.500 personnes, Paris, recherche Chef de Service Comptabilité Générale.

DECS, BTS ou formation équivalente, 35 ans minimum, ayant solides compétences comptables et expérience de l'animation d'un service étendu de 30 personnes.

Rattaché au Directeur des services comptables, il aura la responsabilité de l'ensemble de la comptabilité générale et des services de payables. Il sera également responsable de l'analyse et du perfectionnement des procédures comptables en liaison avec l'informatique, contrôle de gestion et comptabilité analytique.

Situation intéressante dans organisme dynamique. Ordre de grandeur de rémunération :

150.000 F.

Ecrire sous réf. WH 178 AM

4, rue Massenet 75016 Paris

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

recherche

1) INGÉNIEUR 3 A

pour prendre la responsabilité d'un groupe d'ingénieurs d'étude et de développement. Expérience du domaine des circuits transistorisés analogiques. Expérience circuits hyperfréquences appréciée.

2) INGÉNIEURS 1 et 2

pour ce même domaine. Diplômes grande école électronique. Formation assurée par l'entreprise.

Adresser C.V. photo (rel.) et prêt, sous le n° 72.618 à CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, qui tr.

secrétaires

Groupe pharmaceutique important recherche

la SECRÉTAIRE de sa DIRECTION FINANCIÈRE

Rattachée au directeur financier, elle coordonne l'ensemble des travaux de secrétariat dans les domaines de gestion, de comptabilité et de finances. La candidate âgée de 30 à 40 ans possédant un B.T.S. de secrétariat, ou un diplôme équivalent. Une formation économique ou comptable sera appréciée.

Elle devra faire preuve d'excellentes qualités d'organisation et de travail en équipe.

Lieu de travail : Proche banlieue NORD-PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé s/r 73.766, à 20, avenue de l'Opéra, Paris (1^{er}), qui transmettra.

Poste de confiance, en province

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

- Très bonne steno-dactylo, pratique de l'anglais. - Expérience professionnelle 5 ans minimum. - Place stable, très bonne situation.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à : HAVAS SAINT-ETIENNE N° 36.654.

capitales propositions commerciales

LABORATOIRE basé près de Sao Paulo, médecine humaine, complète ou vétérinaire, désire s'associer avec labo. pour élaborer un réseau chaîne de prod. europ. blanchi bon investissement.

Dr. SWIGLER Malabre 2983 - 1426 Buenos Aires (Argentine)

Mariotti à conquérir ? Agence Rhône-Alpes, Lyon ? Directeur vente bil. angl. Esp. négoce int. orlé pour vous voir, venir stock et bon ordinaire et produit.

Mar. n° 98.003 M. Régis-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

information divers

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Amérique, Afrique, Asie), demandez la revue spécialisée "Nouveaux emplois" (L.M.).

3, rue Montyon, Paris Cedex 09.

offres d'emploi

Le job idéal féminin !

« Sans renoncer à votre vie personnelle, pensez à ce job professionnel actif. » Avez-vous une formation, nous vous proposons un emploi correspondant à vos compétences, intéressant, et bien rémunéré.

« Fin plus de vos soucis. » Avez-vous un photo lettre manuscrite à : J. LEVY FORMATEUR BP 07-31650 Breuville

ASSOCIATION D'ETUDE DE FORMATION ET DE CONSEIL

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Aura la charge : - de la gestion administrative et comptable, - des services généraux, - et du personnel de l'association.

Age minimum 35 ans. Expérience dans le poste souhaité.

Envoyer lettre manuscrite, photo avec C.V. et prétentions à : GROUPE SERVO Société d'achat de matériel et de services publicitaires

Chargés (ées) d'études Juniors et confirmés (ées)

Expér. similaire en agence de publicité ou annonceur souh. spécialisés (ées) en qualité et/ou quant. Connaiss. lang. appréciée.

Env. C.V. + photo (rel.) sous réf. 12, rue Hanner, 75009 PARIS.

EXPRESS ASSISTANCE Loue des golf et Rolls-Royce

DEMANDE D'EMPLOIS

J. H. INGÉNIEUR T.P. PLUS L.A.E.

5 ans expérience bâtiment travaux publics. Dynamique, bons contacts humains.

cherche emploi de préférence

COORDINATION - ORDONNANCEMENT - MAITRISE D'OUVRAGE

ou **TECHNICIEN - COMMERCIAL**

M. SCHOTTIN 159, boulevard Pasteur, 75017 PARIS. Téléphone : 763-92-39.

SPECIALISTE SÉRIGRAPHIE

Directeur des ventes pour l'Europe continentale d'une société britannique. Homme de terrain et fort de fabrication, possède clients importants dans toute l'Europe, clientèle, 39 ans, recherche même type d'activité dans entreprise performante ayant la fibre exportatrice. Libre rapidement.

Ecrire sous T 022.002 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

J. F. 24 ANS titulaire du DEUG de droit, B.T.S. Secrétariat de Direction, Bilingue.

CHERCHE SITUATION Ecrire s/r 8.597 le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE DE DIRECTION 48 ans, 18 ans d'expérience dans les fonctions, en titre, de Directeur technique des diverses contraintes d'une P.M.E. sur les plans administratif, commercial et technique.

Très sérieuses références. Eudorant toutes propositions commerciales. Importants en anglais, espagnol courant, très intéressé par les affaires automobiles, recherche : responsabilité importante en anglais, espagnol courant, très intéressé par les affaires automobiles, recherche :

CADRE SUPERIEUR PARIS habitude aux négociations commerciales, important en anglais, espagnol courant, très intéressé par les affaires automobiles, recherche :

responsabilité haute niveau en IMPORT-EXPORT de produits de luxe et de prestige, relations avec les clients, gestion, organisation, esprit d'initiative. Parlerait par. anglais, allemand, italien. Couvre à toutes les offres d'emploi en rapport avec ses qualifications. Disponible de suite.

WALKER, 127 bis, r. Voltaire, 75011 Paris. Tél. 569-22-93.

CADRE SUPERIEUR PARIS habitude aux négociations commerciales, important en anglais, espagnol courant, très intéressé par les affaires automobiles, recherche :

responsabilité haute niveau en IMPORT-EXPORT de produits de luxe et de prestige, relations avec les clients, gestion, organisation, esprit d'initiative. Parlerait par. anglais, allemand, italien. Couvre à toutes les offres d'emploi en rapport avec ses qualifications. Disponible de suite.

WALKER, 127 bis, r. Voltaire, 75011 Paris. Tél. 569-22-93.

FRANCAIS, bilingue-pédagogue cherche emploi stable Paris, de l'enseignement, relation publique, gestion, organisation, esprit d'initiative. Parlerait par. anglais, allemand, italien. Couvre à toutes les offres d'emploi en rapport avec ses qualifications. Disponible de suite.

WALKER, 127 bis, r. Voltaire, 75011 Paris. Tél. 569-22-93.

J. F. 18 ans, poss. de C.A.P. électrotechnique, s'expr. et écrit s/r 8.592 le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COLLABORATEUR D'UN VRAI PATRON 38 ans, anglais, esp. ital. alt. Formation : jur. et Sc. Po. Expérience : dir. commerciale, marketing, publicité, import-export. - Compétence : gestion et promotion d'une société. Ch. poste à resp. Libre de suite. Ecr. s/r 8.593 le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Psychologue clinicien 35 ans, form. analytique, exp. éduc. 12 ans milieu pénitent, rech. par. ou 100 km. plus part. en milieu enfants ou matériel. Eudorant toutes propositions. Ecrire s/r 8.593 le Monde Pub. 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 30 ans, anc. élève ENS, niveau agrégation philo, DEA philo, bilingue anglais/franc. 5 ans expér. profess. enseign. université Londres, formation conservatoire Paris, conservatoire bibliothèque, cherche poste à resp. de l'enseignement, relation publique, gestion, organisation, esprit d'initiative. Parlerait par. anglais, allemand, italien. Couvre à toutes les offres d'emploi en rapport avec ses qualifications. Disponible de suite.

WALKER, 127 bis, r. Voltaire, 75011 Paris. Tél. 569-22-93.

J. F. 26 ans, bilingue, sc. Rel. soc. dipl. Chambre de commerce, brit., mult. COTIF et Communication, CELSA, 2 ans + P. Rel. pub. ETUDE TTES PHOP. Tél. : 388-08-44.

J. H. 18 ans, diplômé des coll. sup., titulaire du CAP photogr. offert noir et blanc, ch. emploi dans imprimerie Paris ou proche banl., à partir du 1^{er} novembre. Ecrire : Jean-Marie Bouris, 7, rue Camille-Saint-Saëns 13050 Marseilles.

ou téléphoner 19/55 24-22-25.

J. F. 26 ans, sc. anglaise, sc. Rel. soc. dipl. Chambre de commerce, brit., mult. COTIF et Communication, CELSA, 2 ans + P. Rel. pub. ETUDE TTES PHOP. Tél. : 388-08-44.

J. H. 18 ans, diplômé des coll. sup., titulaire du CAP photogr. offert noir et blanc, ch. emploi dans imprimerie Paris ou proche banl., à partir du 1^{er} novembre. Ecrire : Jean-Marie Bouris, 7, rue Camille-Saint-Saëns 13050 Marseilles.

ou téléphoner 19/55 24-22-25.

L'immobilier

Sur Piazza Beaubourg

Face Centre Pompidou local commercial

1000 m² sur 2 niveaux

vente ou location

Géfic C.T.I. pierre bahon

723.78.90 720.72.72

smel s.a.

bureaux

Z.I. COURBOVILLE, 17.000 m²

Z.I. GOUSSANVILLE, 1.700 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

Z.I. SAIGONVILLE, 1.400 m²

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE pour cadres munis Paris

recherche pour 5 pièces

LOYERS GARANTIS par état

Association recherche logements pour étudiants. Tél. anité

17 et 18 h : 380-58-58.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL HOUSE

LOYERS GARANTIS

recherche pour 5 pièces

ambassades. Tél. : 705-54-78.

Région parisienne

Cherche à louer 4 pièces

95-92, loyer raisonnable.

750-58-22. A partir de 18 h.

Proximité européenne, chambre

villas, pavillons pour CADRES.

Durée 2 à 8 ans. 283-07-02.

Province

Couple fonction. préparant l'ENA

souhaitent louer petit

appartement. Tél. : 222-54-88.

locations non meublées offres

Paris

VAVIN superbe atelier

avec chambre en mezzanine

leur confort. Tasse 20 m²

4.500 F - 587-22-88.

Proximité Ecole, libre de suite

pour standing, grande

2 pièces + service. 676-47-19.

Villas

Vds PERIGNAN SUD,

villa jumelée F.3. Garage, jardin.

Tél. 181 56-66-24.

M. LEBEVRE Gilbert, 5, allée

des Tamaris, Fontenay-aux-Roses.

4 km VERSAILLES

avec piscine, parc 8.400 m², belle villa

moderne, vue imprenable, 46

50 m², bux., 5 chbres, 6 bains,

serv., 2 gar. A saisir

1.800.000 F. Tél. 564-00-00.

VESINET Résidence

Charmante

terrains

BEAULIEU-LOIRE (45)

dans ZONE PROTEGEE

Particulier vend terrain à bâtir

2.000 m², façade 24 m, eau sur

terrain. Proximité voie proche.

Prix 70.000 F.

Tél. soir après 18 h 30 :

525-05-05.

VAL-D'OISE - SAINT-PIERRE

Recherche à louer 4 pièces

95-92, loyer raisonnable.

750-58-22. A partir de 18 h.

Proximité européenne, chambre

villas, pavillons pour CADRES.

Durée 2 à 8 ans. 283-07-02.

maisons de campagne

HAUTES-ALPES, à 30 km SUD

de GAP, dans MAISON

MAISON PIERRE 4 pièces hab.

moderne, chaudière, eau

chaude, jardin arboré 250 m²,

saïl, vue imprenable.

Prix 198.000 F.

POUR AMOUREUX NATURE

belle PIERRE PIERRE

4/400 m² terrain, jolie villa

moderne, vue imprenable, 46

50 m², bux., 5 chbres, 6 bains,

serv., 2 gar. A saisir

1.800.000 F. Tél. 564-00-00.

Autres affaires...

Le 67^e Salon de l'automobile et du motorcycle

L'Europe face au « Blitzkrieg » japonais

Le palais de la porte de Versailles, où se tient du 2 au 12 octobre le 67^e Salon de l'automobile, sera le lieu, dix jours durant, de l'une des plus féroces guerres commerciales jamais engagées dans l'industrie mondiale. Il y a deux ans, au plein apogée de la crise, l'Europe avait perdu le record — l'Amérique effrayait. Chacun fourbissait ses armes, choisissait ses tranchées, choisissait ses positions stratégiques. Cette fois, la bataille est lancée, comme en témoigne le nombre exceptionnel des « conventions » présentées cet automne. On ne l'attendait pas de si tôt.

La plupart des firmes européennes, comptant sur une évolution progressive de la demande et une relative stabilisation du marché mondial, se préparaient à affronter dès le milieu de la décennie le « retour des Américains » engagés dans la plus formidable reconversion de leur histoire, et dont on pouvait tout craindre. Or deux phénomènes ont eu très peu de temps pour bouleverser toutes les stratégies. D'une part, l'ampleur inattendue des efforts du second « choc pétrolier » qui en accélérant l'évolution de la demande vers des modèles moins gourmands a gelé les marchés et considérablement

compliqué la tâche des géants de Detroit. D'autre part, la brutalité de l'offensive japonaise en Europe, « Blitzkrieg », soigneusement orchestrée qui, prenant à contretemps une industrie en pleine mue, a semé la panique dans les rangs européens.

Devenu en 1980 le premier constructeur mondial aux dépens d'une industrie américaine exsangue, l'industrie japonaise, jusqu'ici invincible, entend bien profiter au maximum de ses avantages présents, pour clore l'offensive tous azimuts qu'elle a lancée depuis le début des années 70. Forts de la conquête des marchés américains, japonais, allemands, suédois, anglais, Toyota, Nissan, Honda et les autres s'attaquent au dernier bastion, l'Europe, au plus exactement à l'intérieur de celle-ci aux trois marchés restés jusqu'ici intouchables : l'Allemagne fédérale, la France et l'Italie.

Il n'est, pour ce faire, que peu de temps. En effet, la stratégie du « tout à l'exportation » qu'ils ont jusqu'à présent adoptée, essentiellement politique, au cours des prochaines années, les constructeurs nippons seront contraints, s'ils veulent conserver leurs parts de marchés, de redéployer leurs bases géographiques de production, renouant ainsi partiellement à leurs côtés les plus précieuses des conditions de production (qualité de la main-d'œuvre et des sous-traitants) aussi exceptionnelles qu'exportables ! Ils devront en outre affronter des concurrents mieux armés, tant en ce qui concerne la qualité des produits — les Américains auront fini leur reconversion, les Européens risquent d'avoir pris une avance technologique — que dans le domaine de la productivité — les Européens et les Américains bénéficieront de l'« effet volume » de la « restructuration ». Les « démons » japonais jouent donc en tentant ainsi vite que possible

d'occuper solidement leurs bases commerciales en Europe, une sorte de « quitta on danble », en prévision d'une « seconde manche », qui leur sera sans doute moins favorable que la première.

A toutes choses malheur est bon. Les firmes européennes, menacées, retrouvent leur élan pour ériger « Ao lamp », et surtout tenter de trouver une parade commune à l'attaque. Le vieux « Comité des constructeurs du Marché commun » qui végétait est relégué et chargé de coordonner un programme de recherche fondamentale en commun. Une démarche est entreprise auprès de la Commission européenne. Surtout les accords d'association fleurissent en tous sens : production, commercialisation, recherche en commun, l'Europe automobile est peu à peu en train de se constituer une sorte de « réseau d'entraide », dominé par deux ou trois piliers d'association, dont en core encore mal les contours exacts : l'axe Renault-Volvo-American Motors recouvrera-t-il l'axe Peugeot-Fiat-Chrysler ? Volkswagen restera-t-il isolé, trouvant une réponse « allemande » à tous les problèmes posés, en se joignant-il au « pôle » Renault ?

Une chose est certaine, le visage de l'industrie automobile européenne — et mondiale — aura profondément changé d'ici à quelques années, l'évolution des structures comme celle des produits, qu'en attendant progressivement, se trouvent brutalement accélérées.

Et les constructeurs français dans tout cela ? A l'heure de la nouvelle décennie, leur situation demeure un peu le frémissement. « A priori », ils ne s'en tirent pas si mal. L'année 1980 n'a pas été facile, les hésitations du marché intérieur (— 5,7 % au cours des huit premiers mois) et surtout la baisse des exportations en Europe (— 6,4 %) ayant fait chuter la production de 5,6 %, mais la crise est beaucoup moins

forte que chez la plupart de leurs voisins et le taux de pénétration des voitures importées reste l'un des plus faibles du monde : 21,5 % contre 27,1 % en R.F.A., 38 % en Italie et près de 60 % en Grande-Bretagne.

Surtout la stratégie à moyen terme des deux groupes français paraît, en dépit des problèmes que rencontre Peugeot S.A. pour « gérer » Talbot (ex-Chrysler Europe), de nature à leur conserver, à terme, une place de choix parmi les huit premiers groupes mondiaux : les initiatives prises à la grande exportation — Renault aux Etats-Unis, Peugeot en Amérique latine (avec Fiat) et en Afrique, Citroën dans les pays de l'Est — vont dans le bon sens, de même que les efforts accomplis pour rationaliser la production : accords de coopération avec Volvo et Fiat, refonte de l'outil industriel en France, en Espagne, en Portugal, etc. Mais les deux années à venir seront cruciales et les incertitudes restent de taille : Peugeot, allié à deux des plus gros « conglomérats » de l'histoire automobile — Chrysler et Fiat — parviendra-t-il à mener à bien sa restructuration, sans perdre la moitié du réseau commercial de Talbot, et sans se laisser englober par les difficultés de ses partenaires ? Renault, lui-même lié à American Motors — fort mal en point — réussira-t-il enfin sa percée américaine, et parviendra-t-il à tenir le rythme d'une croissance pratiquement basée sur le succès exceptionnel d'un seul modèle, la R 5 ? De ces questions dépend, à terme, l'emploi d'un dixième de la population active française ! De quoi frissonner si on songe que les réponses relèvent autant du savoir-faire que du hasard : l'automobile est, ne l'oublions pas, une industrie de consommation, dont la survie se joue dans les quatre ou cinq ans sur le succès d'un ou deux modèles...
VERONIQUE MAURIS.

L'AVENIR DE L'AUTOMOBILE

1986 : un pas technologique sera sur le point d'être franchi nous déclare M. Bernard Hanon

Nous avons interrogé M. Bernard Hanon, directeur général adjoint de la région Renault. Sujets : l'avenir technologique de l'automobile, mais aussi, évidemment... les Japonais.

« Pensez-vous que des mesures tarifaires soient un moyen efficace, à moyen terme, pour combattre les Japonais, ceux-ci étant en train d'installer des « îles de pont » en Grande-Bretagne, en Italie et en Espagne ? »

« D'après ce que nous savons, à la fois chez British Leyland et chez Alfa Romeo — je n'ai pas d'informations sur ce qu'il se passe vraiment chez Seat — les Italiens comme les Britanniques ont décidé de limiter volontairement la production : on parle, dans le cas de B.L., de 80 000 voitures par an, dans celui d'Alfa Romeo de 60 000 voitures par an. Si on s'en tient à cette politique, on revient au problème précédent, c'est-à-dire : comment limiter l'invasion japonaise ? »

« On est certainement en ce moment sur une trajectoire de collision avec les Japonais et on n'y met pas bon ordre. C'est-à-dire si l'on n'obtient pas : soit la contrepartie d'une part du marché japonais importante pour les Européens, soit un freinage des importations japonaises en Europe. Il n'est pas pensable que l'Europe laisse déborder son industrie automobile. »

« Pensez-vous réellement que les conséquences seraient aussi graves ? »

« Si on se bat, dans des conditions normales, personne ne serait inquiet. Mais si y a le problème du yen, dont la valeur ne représente absolument pas la situation économique réelle. Nous avons fait de nombreux graphiques et on s'aperçoit qu'il y a une corrélation frappante entre le niveau du yen et la pénétration des Japonais en Europe. » Dans des conditions de parités monétaires contrôlées comme celles de l'Europe, on peut faire des échanges normaux, mais quand on se sert de la monnaie comme instrument de pénétration on crée des distorsions dont le monde sera finalement victime. »

« Vous avez été jusqu'à présent, avec Volkswagen, à peu près les seuls à tirer votre épingle du jeu, grâce à des modèles performants, et bien adaptés à la demande comme la R 5 ou la Golf. Ne pensez-vous pas pouvoir conserver cet avantage. Vous sentez-vous directement menacés ? »

« Nous avons la possibilité, techniquement, de résister. Mais si les Japonais décident de pratiquer des politiques de prix sur certains marchés — et d'y faire écarter de parités — et d'y faire pendant une ou deux années des investissements commerciaux gigantesques, il est hors de doute que tout le monde va souffrir. »

1990 : une voiture enfin nouvelle

Quelle consommation pour la voiture de l'avenir ? 4,5 litres aux 100 km en 1983 pour Volkswagen, 3 litres pour British Leyland, mais à une date plus éloignée que M. Le Theule, ministre des transports, fixe à 1990 pour la voiture française. Quant aux Américains, ils prépareraient purement et simplement une norme fédérale limitant, en 1995, la « voracité » de leurs automobiles à 85 miles par gallon : 2,7 litres aux 100 km ! Encore faudrait-il préciser le type de véhicule, celui du carburant et la vitesse...

Les promesses de chacun ont tout l'air d'une partie de poker. Un grand coup de bluff à l'échelle mondiale où tout le monde s'observe, évalue les chances de

survie des concurrents, gonfle son actif par l'annonce de technologies mirabolantes, mène à une politique de recherche hardie et une capacité écrasante d'innovations. En réalité, l'automobile populaire évoluera très lentement jusqu'en 1985 intégrant seulement quelques paillettes électroniques. La révolution, la vraie, a lieu actuellement dans les usines, tous les grands constructeurs commencent — ou ont déjà largement commencé — l'amélioration de leur appareil productif pour produire plus, plus simplement et plus sûrement, une automobile qui ne sera vraiment nouvelle qu'à partir de 1985. En attendant, les investissements, colossaux, laissent présa-

ger des regroupements et des fusions. Et justifient les économies sur le produit : banques d'organes communes, véhicules faciles à fabriquer du type Fiat Panda, et allongement des séries jusqu'à leur obsolescence.

La voiture de 1990 sera plus économique, c'est l'objectif prioritaire dans le monde entier. Et l'évolution des contraintes normatives la rendra plus sûre et moins polluante. Mais comment sera-t-elle vraiment ? Les bureaux d'études restent évidemment muets, le secret leur étant plus que jamais vital. C'est là qu'il faut trier entre les recherches annoncées et les indiscrétions de quelques ingénieurs...

UNE chose est certaine : la quasi-totalité des constructeurs mondiaux concentrent leurs recherches au moteur thermique. Alimenté par des produits pétroliers. Les énergies alternatives, telles que l'électricité, ne se développeront lentement qu'à partir de 1985 quand les excès de production d'énergie nucléaire justifieront la recharge nocturne des batteries. General Motors a été le premier constructeur « sérieux » à doter l'environnement des véhicules électriques en 1984. Sans toutefois annoncer un quelconque progrès dans le stockage de l'énergie.

Des sommes considérables sont actuellement dépensées aux Etats-Unis pour la mise au point de moteurs à turbine. General Motors bénéficie, avec un groupe de recherches, d'un contrat de 65 millions de dollars passé avec les autorités fédérales. Ford, quant à lui, a obtenu un autre contrat de 56,6 millions de dollars pour équiper, en 1985, une Pontiac Phoenix (traction avant) d'une turbine pouvant fonctionner avec différents types de carburants. C'est là l'avantage de ce moteur dont le rendement, actuellement très faible, est plus facile que celui des moteurs « ordinaires ». Mais il est vrai que les problèmes thermodynamiques propres à la turbine (tenue des palettes notamment) n'ont pas eu de solutions industrielles jusqu'ici.

Il faut donc se tourner vers le bon vieux moteur à explosion pour lequel plusieurs dizaines de milliers d'ingénieurs dans le monde concoctent des merveilles.

Diesel silencieux

Le diesel tout d'abord. Doté d'un rendement théorique supérieur (il consomme 35 % de moins à charge partielle) à celui du moteur à allumage commandé (sauf à pleine charge, c'est-à-dire « plein pot »), il est vu par certains comme le moteur de l'avenir. Rien n'est moins sûr : industriellement, c'est un moteur très cher dont la précision d'usinage et les matières premières qu'il nécessite sont un handicap à sa généralisation. Le gazole n'est d'ailleurs part, qu'une étape du raffinage et non un aboutissement... Il se développera donc sans jamais prendre la place des

autres moteurs. Premier progrès attendu, le turbo. On l'a déjà vu en France sur la 604 puis sur la 505 et la grosse Talbot. Il apparaît ensuite chez tous les autres constructeurs et notamment chez Volkswagen qui commercialisera, en 1981, aux Etats-Unis, puis en Europe, une Golf développant 73 ch, atteignant 160 km/h (0 à 100 km/h en treize secondes environ) et consommant 8 litres de gazole en moyenne sur route.

L'une des qualités du turbo-compresseur, c'est qu'il étouffe les bruits d'échappement et d'admission. Un moteur Diesel ainsi équipé est donc plus agréable. Ce n'est qu'un début vers l'amélioration du confort des diesels qui vont se couvrir de carters de classes insonorisantes avant d'être plus silencieux par construction : ce sera l'immense progrès de l'injection directe appliquée —

enfin — aux automobiles et que nous verrons apparaître à la fin des années 80.

La chasse aux frottements

L'emploi des turbocompresseurs n'est évidemment pas réservé aux moteurs Diesel (lire à ce propos l'article de François Janin, page 33). Il ne fera que se généraliser sur certaines catégories de voitures animées par des moteurs conventionnels pour lesquelles on recherche un gain de puissance sans gros investissement industriel. L'adaptation d'un système de suralimentation coûte moins cher que l'élaboration d'un nouveau moteur, elle permet d'allonger considérablement les séries en attendant une nouvelle génération de groupes propulseurs. Et elle a l'avantage énorme de

résoudre l'une des priorités actuelles des motoristes : la chasse aux frottements internes. C'est une évidence que de dire que plus un moteur est gros, plus ses surfaces de frottements internes sont importantes. Or, à charge partielle, la moitié du travail interne d'un moteur est utilisée pour vaincre les frottements du piston contre les parois du cylindre. L'idéal est donc d'employer des moteurs plus petits mais suralimentés pour qu'ils soient aussi puissants qu'un moteur normal. Le malheur, c'est que les turbocompresseurs (comme celui de la Saab 900, l'Audi 200 ou la Renault 18 Turbo) n'entrent en action qu'à un certain régime. Et que l'avantage attendu d'un tel système est quasiment nul en ville, où les moteurs tournent lentement.

MICHEL BERNARD.
(Suite page 35.)

SALON DE L'AUTOMOBILE 1980

Première mondiale de la

SILVER SPIRIT

Rolls-Royce Motors International S.A



FRANCO BRITANNIC

21 Avenue Kléber - Paris 16^e

L'électronique, de la métrologie à l'automatisation des organes pilotes

Dans les dix années à venir, l'électronique bouleversera le produit automobile. Tout le monde en est persuadé, les fabricants d'équipements comme les constructeurs. La raison de cette révolution n'est que trop évidente. Le renchérissement continu du prix de l'essence contraint les professionnels, pour satisfaire aux économies d'énergie réclamées par les pouvoirs publics, à redoubler d'efforts pour mettre au point les dispositifs capables de réduire la consommation des véhicules. Deux voies sont explorées pour y parvenir : l'infor-

mation visuelle, ou métrologie, fournie aux conducteurs pour leur permettre de conduire de façon plus économique; l'automatisation des organes pilotes.

Seule l'électronique, qui offre une plage étendue de possibilités depuis l'avènement des microprocesseurs, était en mesure de rendre les services attendus dans ces domaines. Avec la sophistication des éléments de confort, qui ne manquera pas de tenir aussi une place importante en raison de l'inévitable appauvrissement des performances, l'avenir de

l'électronique automobile paraît bien assuré. D'après les experts de la régie Renault, les équipements électroniques entreraient dans cinq ans pour 10 % dans le prix de revient d'un véhicule et 15 % à 20 % en 1990. Rien que pour la Communauté européenne, cela représenterait un fabuleux marché d'au moins 30 milliards de francs (9 milliards environ pour la France, dont 200 millions environ pour les composants). De quoi susciter bien des convoitises. Mais quel groupe industriel ou quel pays profitera de cette manne ? Il est bien difficile

de répondre à cette question tant le problème est rendu complexe par les imbrications d'intérêts, les parts de marché prises par les uns chez les autres et l'arrivée des firmes électroniques, dont nul ne peut vraiment se vanter aujourd'hui de pouvoir se passer. En France, il se complique avec l'entrée en lice des constructeurs automobiles, soucieux de ne pas laisser échapper une proie aussi alléchante, qui modifiera profondément leurs relations avec les équipementiers. Un fait est certain : seuls les grands auront droit au festin.

Une histoire déjà ancienne

ASSEZ lente, la pénétration de l'électronique dans l'équipement automobile ne date pas d'hier. Elle remonte aux années 60, avec l'apparition des pendulettes à transistors, puis, dans la foulée, des premiers systèmes d'injection électronique fabriqués par le groupe allemand Bosch en collaboration avec Volkswagen.

En 1970, est sorti le compteur électronique. Cinq ans plus tard, l'électronique s'est attaquée aux tachygraphes pour poids lourds. En 1977, Simca-Chrysler lançait un modèle Horizon équipé d'un contrôle de niveau d'huile électronique et d'un ordinateur de bord. La même année, des compteurs électroniques sans fil ont commencé à être posés sur des modèles haut de gamme (Alfa-Romeo, Lancia, Rolls-Royce, B.M.W., Mercedes), mais aussi des constructeurs tachymétriques renommés : le constructeur sur les meilleurs rapports à utiliser. A cette liste, forcément incomplète, il faut encore ajouter la boîte de vitesses automatique à pilotage électronique, 100 % de conception Renault, montée depuis près de dix ans par la Régie nationale sur certains de ses modèles.

Comme on peut le constater, le développement de l'électronique dans l'équipement automobile s'est fait de façon un peu désordonnée.

Aujourd'hui, tous les efforts tendent à la recréer avec pour idée maîtresse de réduire la consommation de carburant. Les systèmes existants vont être perfectionnés, d'autres sont toujours à l'état de prototype, un nombre plus grand encore n'ont pas dépassé le stade de la planche à dessin.

La France a deux grands équipementiers en mesure de soutenir la concurrence : Jaeger (1,2 milliard de F de chiffre d'affaires, dont 72 % dans l'équipement auto), désormais intégré au groupe franco-allemand Mafra-V.D.O., et S.E.V., groupe Valeo ex-Ferodo, fort de ses 2,75 milliards de F de chiffre d'affaires à 98 % axé sur l'automobile.

Pour la métrologie, Jaeger, premier fabricant national de tableaux de bord, était bien placé pour devenir, dans ce domaine, le premier électronicien automobile de France. Le groupe a lancé en mars dernier, le premier compteur mesurant la consommation (consommètre) et présente au Salon un modèle plus perfectionné, ainsi que des indicateurs de niveau d'huile et de température, un régulateur de vitesse, enfin un ordinateur de bord.

Mais tout cela c'est déjà un peu le passé, un passé encore très présent, mais qui ne préfigure pas forcément l'avenir auquel il faut songer. Pour relever le défi de la voiture hyperéconomique de 1985-1990, Jaeger met les bouchées doubles et un grand des investissements consacrés à sa

branche automobile vont à l'étude et à la recherche de nouveaux produits issus de l'électronique. Sa consommation de composants est déjà impressionnante : deux cent mille par jour, dont vingt mille circuits intégrés, soit 45,4 millions par an environ pour un coût évalué à 30/40 millions de francs. Elle augmente au rythme de 20 à 30 % par an. Ferme persuadée que l'électronique apportera demain une réponse à tous les problèmes posés par les économies d'énergie, les dirigeants de Jaeger ont décidé de réorienter les structures industrielles du groupe. « Nous avons radicalement transformé nos bureaux d'études et dans nos usines nous n'embauchons plus que des électroniciens », nous a déclaré M. Frédéric Girardot, directeur général adjoint de la division automobile. Jaeger, qui active, d'autre part, la mise au point de son nouvel afficheur électronique E.L.I.D. (electroluminescent liquid display), livrant une information plus lisible grâce aux cristaux liquides, plus ponctuelle et donc plus précise, songe à se lancer dans la fabrication de tableaux de bord à affichage statique, et peut-être aussi dans les automates commandés par microprocesseurs. L'autonavigation est d'ailleurs l'un des axes principaux de son développement.

Jaeger, qui a été approuvé par le puissant groupe Mafra, lui-même allié au fabricant américain de composants Harrier dont l'usine française (51 % Mafra) sera opérationnelle courant 1981. S.E.V. de son côté, ne compte pas non plus. L'automatisation des pilotes est son affaire. De fait, en dehors des projecteurs (40 % de son chiffre d'affaires), le groupe exerce son activité dans les machines tournantes (alternateurs, démarreurs), l'allumage et les applications moteur de toute sorte. Mais l'idée que l'on se fait de l'électronique dans le groupe est un peu différente. « Nous ne voulons pas faire de l'électronique tout azimut », affirme M. Armand Bateau, son directeur général. « Seulement être présents dans les secteurs où nous avons la maîtrise. »

S.E.V. fabrique déjà des alternateurs munis de régulateurs électroniques. Mais dans son usine de Beaugency (100 millions de francs de chiffre d'affaires), ses ingénieurs s'attaquent aux systèmes d'allumage de la troisième génération, sans rupture ni contact (distribution statique), utilisant des microprocesseurs calculant et commandant les corrections d'avance à effectuer en fonction de l'amorce des cylindres. Le multiplexage y fait aussi l'objet d'études poussées. Mais S.E.V. ne force quand même pas l'huile. « Nous sommes dans une voie de réflexion », ajoute M. Bateau. « Il faut étudier avec soin les rapports prix-performances entre les différentes solutions. Et ces solutions, nous

devons en avoir une panoplie pour suivre l'évolution. » Cela étant, chez S.E.V. l'on n'entend pas sacrifier le superflu au principal. M. Bateau ne doute pas qu'« on va passer vers un certain dépouillement des performances au profit des économies d'énergie ». Selon lui, la voiture de demain sera une sorte de petit salon et l'électronique aura un rôle important à jouer dans l'aménagement de son confort.

Pour ne pas rater les chances ainsi offertes, le groupe s'efforce de conserver toute une gamme d'automates, pour la mise en route spontanée des essuie-glaces en cas de pluie, la correction de portée des projecteurs en fonction de l'assiette et de la charge des véhicules, des atténuateurs de feux de route évitant les inconforts du blanchiment des phares, des dispositifs d'éclairage extérieur, etc., enfin des régulateurs de température pour l'habitacle. Bref, autant d'appareils nouveaux qui, s'ils voient le jour, rendront de précieux services à l'automobiliste.

Mais, dans la meilleure des hypothèses, le directeur général de S.E.V. ne croit quand même pas que l'électronique représentera plus de 10 % du chiffre d'affaires de son groupe. Prudence ou méfiance ? Les deux sans doute. S.E.V., à de bonnes raisons de rechercher toutes les solutions envisageables car la firme, bien qu'intégrée au puissant groupe Valeo, ne pourra compter que sur ses propres forces. Elle n'est allée à aucun électronicien, du moins pas encore, ce qui peut être une faiblesse ou une force, et, après l'ère bataille, finalement perdue, qui l'a opposé au britannique Lucas pour la prise de contrôle de Dieseljet, premier fabricant français d'équipements électriques pour véhicules, toute collaboration technique avec l'Anglais, sauf peut-être dans le cadre du développement de

l'entreprise naguère convoitée, n'est plus guère envisageable. En outre, la détermination du produit final - commercialisable n'est pas aussi évidente qu'on pourrait le croire. Tout dépendra des économies de carburant effectivement réalisées. Or, sur ce point, les avis divergent considérablement. M. Bateau pense qu'une économie de consommation de 25 % peut être obtenue à terme. Plus même ultérieurement. Les experts de Renault contestent ce chiffre, affirmant que les améliorations envisageables ne s'élèveront qu'à 5 % et 10 % selon les procédés. 13 % dans le meilleur des cas. Mais d'autres chiffres sont avancés, 2 à 3 % par certains, 8 % par d'autres. Quelques-uns vont même jusqu'à 18 % et les plus optimistes tablent sur 36 % d'économies avec des transmissions idéales.

Bref, il est difficile d'y voir vraiment clair. D'une certaine manière, l'automobiliste, qui paiera le surcoût évalué par certains constructeurs à 10 % environ du prix du véhicule pour l'optimisation de certaines fonctions, fera la décision dans les conditions d'utilisation normales. Mais les plus grandes difficultés viendront de la concurrence, une concurrence d'autant plus âpre à soutenir qu'elle viendra de deux horizons différents. De l'intérieur d'abord, les constructeurs automobiles entendront bien avoir leur part du gâteau.

La régie Renault est le plus dangereux rival. Sa filiale toulousaine, Renix, constituée à 50/50 avec le groupe américain Bendix, va dans un premier temps développer son activité dans les domaines de l'allumage électronique, secteur exploré par S.E.V., et des régulateurs de vitesse, sur lesquels travaillent Jaeger, et peut-être un peu plus tard dans l'injection électronique Diesel.

« Nous voulons et nous devons être maître d'œuvre », soutient M. Tiberghien, directeur de la direction de la recherche et du

développement automobile de la Régie. Selon lui, les cahiers des charges des équipements, adaptés aux besoins constructeurs, sont trop rigides. Dans ces conditions, « il est indispensable que nous exerçons notre contrôle à tous les stades de la fabrication ». Renault ne cache donc pas ses ambitions. Plusieurs de ses modèles sont du reste déjà équipés d'un allumage électronique de sa conception, les R 20 T.S., T.S. et T.R., les R 30 T.S. et T.R., ainsi que les Peugeot T.X. et G.T. M. Tiberghien reconnaît que cette entrée sur le marché de l'électronique bouleversera les relations entretenues avec les équipementiers. Mais il nie toute volonté de mainmise par le constructeur sur l'électronique automobile.

Le groupe Peugeot-Talbot-Citroën est moins avancé que Renault. Son allié avec Thomson CSF est encore toute neuve. La division électronique automobile de ce groupe est en cours d'installation dans le centre d'études de Citroën à Vélizy. Elle s'appuiera sur les moyens des deux groupes et, notamment, sur les laboratoires de recherches en amont de Thomson C.S.F., P.S.A. sera majoritaire et Thomson conservera la minorité de blocage. Il n'est cependant pas encore question de fabrication en commun, mais ce devrait être la prochaine étape. Cette division, si petite soit-elle, a quand même à son actif les allumages électroniques montés sur la « V6 » et la « L14 ». Il faudra donc aussi compter avec elle.

La concurrence extérieure ne sera pas moins redoutable pour les équipementiers français. Les italiens Marelli (allumage à distribution statique, capteurs de paramètres, calculateurs électroniques, transmission électronique continue) et Veglia (métrologie) ne sont pas inactifs.

Lucas, de loin le plus important fabricant d'équipements outre-Manche, possède déjà une bonne avance dans les régulateurs électroniques et les transmissions avec « cerveaux » électroniques. Le groupe britannique est d'autant plus dangereux qu'il détient en plus une grosse part du marché français de l'équipement automobile.

La concurrence des électroniques américaines bien implantées en Europe, n'est pas négligeable non plus. Ils se sont rodés aux problèmes automobiles aux Etats-Unis, et deux d'entre eux, Texas Instruments et Motorola, ont déjà supplanté les fabricants locaux d'équipements électroniques comme Ac Delco. La menace est moins immédiate dans la mesure où les problèmes techniques traités par ces firmes sont un peu différents des nôtres, du moins en ce qui concerne les contrôleurs moteur. Mais il ne faut pas quand même la sous-estimer.

De tous les concurrents étrangers que les entreprises françaises vont devoir affronter, le plus dangereux est de loin l'allemand Bosch. Numéro un incontesté de l'équipement automobile en Europe, le groupe ne reste pas les deux pieds dans le même sabot. Déjà leader dans l'injection diesel, il fait littéralement feu de tout bois. Rien ne le rebute. Comme S.E.V., Bosch estime que tous les cas de figure sont bons à étudier et à forger. On murmure même que Bosch s'intéresserait à des systèmes d'embranchement électronique.

La force de Bosch, c'est avant tout sa taille. 65 milliards de francs de chiffre d'affaires, dont 62 % dans l'équipement automobile. Mais elle provient aussi de son association de longue date avec des électroniciens, Bismark et surtout A.M.I. Le groupe a su en tirer un bel profit qu'il a devenu capable aujourd'hui de fabriquer des composants. Avec un tel atout, et forte de l'appui des constructeurs allemands, Volkswagen notamment, la firme peut se permettre d'avoir les dents longues et un bel appétit.

Dans un tel environnement, les entreprises françaises vont devoir surtout ne pas se tromper de cibles, savoir distinguer entre le superflu et le nécessaire, le commercialisable et l'invendable, s'efforcer de s'entendre avec les constructeurs pour mieux se répartir les tâches, en un mot se séparer les ondes. Est-ce possible ? C'est en tout cas souhaitable. Car en définitive rien n'est encore joué et à l'heure où se profile la menace japonaise, et la « L14 », il faudra donc aussi compter avec elle.

Les efforts considérables exercés outre-Rhin par Bosch mais aussi par les constructeurs (VW, BMW, Mercedes, Daimler-Benz) pour sortir le plus rapidement possible des équipements électroniques très sophistiqués n'ont pas d'autre but que de se prendre de vitesse. Car avec leur esprit hautement inventif, ajoutés à la volonté et à la détermination qui les animent, les Japonais peuvent faire un mauvais tour du marché européen de l'équipement électronique.

Rien ne pourra s'opposer à leur déferlement. A moins que les frontières ne se ferment devant leurs voitures ou leurs équipements. Ce qui ne paraît guère réalisable en particulier avec le libéralisme allemand.

A la question : « Si les fabricants japonais vous proposent des équipements électroniques à des prix inférieurs à ceux pratiqués sur le marché, les acheteurs », M. Tiberghien a répondu spontanément par l'affirmative, s'empressant toutefois d'ajouter : « en petites quantités ». Quand il est question de prix.

ANDRÉ DESSOT.

RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

Le sixième-septième Salon, qui se tient du 2 au 12 octobre, comprendra les sections suivantes :

- Véhicules particuliers et leurs carrosseries ;
- Equipements, pièces et accessoires pour automobiles ;
- Moto-cycles ;
- Véhicules industriels avec leurs équipements et leurs carrosseries spécialisées ;
- Exposition nationale des véhicules d'occasion.

HORAIRE. — Ouverture : le jeudi 2 octobre, à 13 heures ; les autres jours, à 10 heures, sauf le samedi et le dimanche, à 9 heures.

Fermure : à 20 heures, sauf le mercredi, le vendredi et le samedi, à 22 heures. Prix : 10 F. Vendredi : 20 F.

PLUS SOBRE QU'UN ZEBU : 5,1 L A 90 km/h.



104 Z PEUGEOT 27 200 F*.
L'instinct de l'économie.

C'est une question de conception. Prenez la Z côté sobriété : elle a le sens de l'économie. Elle ne consomme que 5,1 L à 90 km/h, 6,8 L à 120 km/h, et ces 6,8 L lui suffisent aussi en ville (normes U.T.A.C.).

Côté performances, elle atteint une vitesse de 138 km/h grâce à son moteur de 1124 cm³ pour seulement 4 CV fiscaux. Côté nervosité, elle a du ressort. La Z parcourt 1000 m départ-arrêt en 57,8*.

* Châssis en métal, Test en 30 jours 1980, Modèle 104.

Renault a créé la Renault 10 pour l'expérience d'une voiture à haute performance. Une berline équipée d'un moteur turbo-compressé, 21 CV ISO (1000 cc), double arbre à cames, 1800 cc, grâce à sa conception. La Renault 10 est une voiture aux performances. Modèle présentée à Paris le 12 octobre.

RENAULT

UN PANORAMA

La turbocompression : usage sportif, usage bourgeois

Le turbocompresseur, après une longue éclipse, a été redécouvert et, du même coup, remis à la mode. Sans doute serait-il plus juste de noter qu'il a été redécouvert deux fois pour deux usages bien différents sur les moteurs à essence. Dans l'ordre chronologique, à usage sportif d'abord, à usage commercial ou bourgeois ensuite. Les deux redécouvertes quelquefois confondues ou trop liées l'une à l'autre ont eu presque au même moment, d'où la confusion, des causes distinctes. D'un côté, le souci de trouver le plus de puissance possible dans le cadre de réglementations sportives rigides, conçues essentiellement pour les moteurs atmosphériques (1), de l'autre l'opportunité d'améliorer, en conservant les bases existantes, toute une gamme de moteurs par un traitement industriel moins coûteux que d'autres et, semble-t-il, apprécié par une clientèle sensible à ce qui rejoint le goût du jour. Seul point commun théorique un rien démagogique, les économies d'énergie que propose la suralimentation et la possibilité qu'ont souvent eue les constructeurs de faire du « nouveau séduisant » avec de l'ancien plus ou moins banal en soufflant dans les moteurs de leur choix pour leur donner du nerf.

La conjoncture, il est vrai aussi, a volé au secours du turbo pour contribuer à en lancer la mode. Les arguments relatifs à la fiscalité — par exemple une R-18 turbo reste une 7 CV — et à la consommation sont apparus assez probants pour que de nombreuses marques, traditionnellement d'avant-garde, ou au contraire conservatrices

pour tout ce qui touche à la technique, fassent pour une fois la même analyse et plébiscitent le turbocompresseur. L'avènement du turbo, dont on dit qu'il relève d'une technique ni chère ni trop compliquée, a réuni dans la même option Porsche, Renault, BMW, Lotus, Aston-Martin, Ferrari, Alfa Romeo, General Motors, Ford, Audi, Nissan, Saab, Volvo, etc. Ce n'est, cependant, qu'une technique encore très marginale.

Pour l'heure, deux constructeurs, dont la vocation et les dimensions industrielles n'ont rien de commun, ont acquis une maîtrise des moteurs turbocompressés, tant pour ce qui concerne les compétitions que la production commerciale, et, surtout, semblent convaincus du bien-fondé de ce choix. Il s'agit de Porsche et de Renault, qui ont joué les précurseurs et fait en sorte de rendre cohérent l'ensemble de leur politique technique. Porsche et Renault ont gagné les Vingt-Quatre Heures du Mans avec des prototypes turbocompressés. Renault a déjà remporté quatre Grands Prix de formule 1 avec des monoplaces turbocompressés, et tous deux ont étendu leurs recherches sportives à la production de série : Porsche 911 turbo, 924 turbo ; Renault 5 turbo, R-5 turbo.

Qu'est-ce que la turbocompression ? C'est, en schématisant, la récupération d'une certaine puissance ou d'énergie dans les gaz d'échappement. Les gaz d'échappement entraînent une turbine qui entraîne, dans son mouvement, un compresseur et gase les cylindres d'air au préalable refroidis par un radiateur à l'admission. A cylindrée égale, par rapport à un moteur dit atmosphérique, c'est-à-dire respirant normalement, on obtient ainsi une augmenta-

tion de puissance qui varie, selon le cahier des charges défini par chaque constructeur. Il est bien évident que le même service n'est pas demandé au moteur d'une berline et à celui d'une formule 1. L'accroissement de la puissance, selon la durée de vie attendue d'un moteur, peut ainsi aller de 20 % à presque 100 %. Outre l'augmentation de la puissance, les avantages de la suralimentation permettent d'obtenir un meilleur rendement énergétique et thermodynamique, une cylindrée réduite, un encombrement et un poids correspondant aux spécifications de voitures d'une classe inférieure à celle des performances obtenues. Ainsi à l'usage sous un capot, les organes d'un turbocompresseur comprennent une turbine, un compresseur, le plus souvent centrifuge, un arbre de liaison reliant la turbine au compresseur et deux cariers, l'un pour la turbine, l'autre pour le compresseur.

Pour les constructeurs, la difficulté tient surtout à ce que les moteurs ne puissent bien supporter les charges thermiques auxquelles les conduisent les turbocompresseurs. A bien regarder, en 1980, l'état des voitures à moteur turbocompressés, avec le prix de l'essence qui ne cesse de grimper, tourne autour de l'utilisation qui peut en être faite. C'est avant tout un moteur dont la puissance est à même d'être exploitée « à la carte », selon le goût du conducteur ou la situation dans laquelle il se trouve. Le pari qu'ont fait les constructeurs sur la turbocompression ne sera cependant gagné que si la mode devient réellement nécessaire et si les nouvelles voitures proposées sur le marché se révèlent aussi fiables que leurs sœurs plus gourmandes.

FRANÇOIS JANIN.

Si tous les constructeurs — essentiellement parmi les nationaux — ne considèrent pas qu'un Salon de l'automobile est indispensable, il reste que la grande manifestation les amène à y présenter toute leur production. Et c'est tant mieux pour le public.

Les notes qui suivent ne prétendent pas faire le tour de l'exposition, mais représentent une sélection parmi les modèles apparus ou à paraître cette année sur le marché français. Elles mettent en exergue les « premières » dans l'industrie automobile mondiale.

AUDI Quattro.

Ce coupé sportif de 2 144 centimètres cubes à quatre roues motrices a déjà fait couler beaucoup d'encre. Il utilise le moteur cinq cylindres turbo-compressé de la 200-T. Sa tenue de route est particulièrement remarquable. Une multitude de solutions techniques en font autre chose qu'une bête de rallye, ce à quoi elle est actuellement destinée.

CITROËN Visa Super E.

Il est probable que la majorité des visiteurs seront plus attirés par Karin, voiture de rêve que le bureau-stylé de Citroën a mis au point, voire par la CX Penthouse, un camping-car à six roues réalisé à partir d'un CX GTI, que par la Visa Super E. Pourtant, c'est avec ce modèle que Citroën innove cette année. Équipée du moteur Peugeot de 1 124 centimètres cubes, fabriquée à Douvrain, la Visa Super E est une tentative de la firme du quai de Javel pour approcher des consommations très réduites, ce que souhaitent tant nos gouvernants que les utilisateurs eux-mêmes. Le carburateur est nouveau et l'on gagne à vitesse égale plus de 1 litre aux 100 kilomètres par rapport au modèle précédent, 32 000 F.

FORD Escort.

La grande attraction du stand Ford sera la nouvelle Escort. Trente-cinq versions, traction avant, roues indépendantes, trois types de moteurs tous nouveaux, l'apparition de l'Escort au Salon de Paris est une grande pre-

mière. Les modèles ne sortiront aux États-Unis que dans quelques jours. On sait que la firme américaine en fera son cheval de bataille pour les années à venir. C'est dire l'ampleur de l'effort qu'elle a consacré à sa mise au point et à son lancement. Le résultat est à la hauteur des espoirs placés en elle, si l'on en croit les essais relativement brève qu'il nous a été donné de faire.

HONDA Quintet.

Après la Civic, l'Accord et la Prelude, les « déjà européens » de la firme japonaise, voilà la Quintet. Cette nouvelle voiture est vraiment de la même famille, avec son moteur de 1 600 centimètres cubes transversal qui agit sur les roues avant, ses cinq portes, ses roues indépendantes, son freinage assisté. Là encore la consommation a été particulièrement étudiée et les arguments d'utilisation multiples. Il faut voir dans ce véhicule très soigné, à deux volumes encore une fois, une concurrente aux voitures européennes connues.

MAZDA 323 FF.

On connaissait cette nouvelle traction avant japonaise sous son nom de code 323 FF. La voilà sous son appellation définitive 323 FF. Avec onze modèles ou versions disponibles, de 1000, 1300 et 1500 centimètres cubes, ces berlines de trois, quatre ou cinq portes, à boîte mécanique quatre ou cinq vitesses ou automatique, sont européennes dans les moindres détails. Les roues sont indépendantes, la manutention est exemplaire et le confort ne souffre pas d'une bonne tenue de route. Si les prix de ces voitures ne sont pas encore fixés, on murmure qu'ils s'élèveront de 30 000 à 39 000 F. Une concurrence sérieuse pour toutes les voitures moyennes que l'on rencontre sur les routes d'Europe.

RENAULT : mettez une turbine dans votre moteur.

Sans conteste, et pas seulement parmi les constructeurs nationaux, Renault détient le record des nouvelles voitures présentées cette année. Après les Fuego, la 18 Diesel, la 20 TX, la R-5 turbo, voici maintenant la R-18 turbo.

Une controverse est née à propos de cette voiture : y a-t-il vraiment grande différence, à

puissance égale, entre un moteur atmosphérique classique et un moteur compressé ? Oui, dit-on dans la compétition, non dit-on dans la conduite conventionnelle. De fait, ce qu'il faut savoir, c'est que l'appoint d'un turbocompresseur donne, pour une puissance fiscale donnée (en l'occurrence 7 CV pour la 18 turbo), une puissance effective qui se traduirait normalement par des chevaux fiscaux supplémentaires.

TALBOT Tagora.

On verra au Salon les nouveaux modèles haut de gamme de Talbot : des berlines cosues, dotées de trois moteurs différents, à la demande. Un 2.3 litres, un 2.3 Diesel avec turbocompresseur ou un 2.6 à six cylindres en V. Cette dernière version, qui donnera à plein régime 170 CV DIN, sera la berline la plus puissante construite actuellement en France. Longue de 4,63 mètres, large de 1,81 mètre, la plupart des modèles Tagora comprennent un ordinateur de bord et centralisent électronique de contrôle. Les Tagora seront commercialisées entre janvier et juillet 1981, en commençant par la 2.3 litres. Mais hélas ! n'était-ce pas surtout d'une petite voiture qu'avait besoin Talbot ?

TALBOT-MATRA Murena.

C'est le nouveau coupé à caractère sportif que Talbot et Matra ont conçu en commun, comme cela avait été le cas pour la Baghera. Comme elle, il s'agit d'une trois places de front à moteur central, et caisse en résine-fibre de verre montée sur structure métallique.

La ligne est particulièrement réussie et les puissances augmentées, puisque l'on pourra disposer d'un moteur 2.3 litres qui mènera l'ensemble autour de 200 kilomètres/heure.

VOLKSWAGEN Jetta.

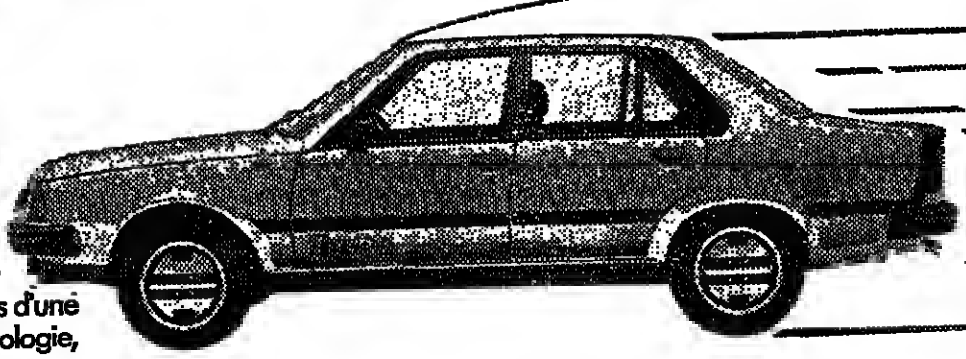
C'est la Golf, mais on lui a mis un coffre. On sait quel succès connaît ce modèle sans coffre. Aussi elle s'adresse à ceux qui préfèrent trois volumes à deux volumes. 60 % du programme d'importation en France seront en modèle G.L.I., c'est-à-dire sur la base de la Golf G.T.I. Il faudra y mettre 48 650 F mais quel plaisir de conduire !

PUBLICATION T 6510

RENAULT 18 TURBO

Renault a choisi la Renault 18 pour y adapter le turbo : une technique directement issue de l'expérience acquise en haute compétition et dont Renault affirme sa parfaite maîtrise. Une berline équipée d'un moteur 7 CV qui devient l'égale des plus grandes routières avec leurs performances, confort, silence et sécurité. La sensation turbo : moteur 1565 cm³, turbo-compressé, 81 kW ISO (110 chevaux DIN), 185 km/h, 5 vitesses, train avant à déport négatif, double circuit de freinage en X, pneus taille basse et tous les équipements intérieurs d'une grande routière. La Renault 18 Turbo, une berline à sensation qui allie le confort à la technologie, l'élégance aux performances.

Modèle présenté Renault 18 Turbo. Prix clés en main : 53.600 F. Tarif au 1/10/80. Millésime 81. Consommation à vitesse stabilisée : 6,4 l à 90 km/h, 8,5 l à 120 km/h, 9,8 l selon cycle urbain.



RENAULT 18 Turbo

RENAULT préconise elf



Les constructeurs japonais : la fin de l'âge d'or ?

Tokyo. — C'était au milieu des années 30 : avec l'encouragement des autorités militaires de l'époque, deux entrepreneurs, MM. Aikawa et Toyota, fondent les premières usines d'automobiles nippones, Nissan et Toyota. En deux ou trois ans, elles seront parvenues à concurrencer les constructeurs américains, Ford et General Motors, qui monopolisaient un marché intérieur en pleine expansion.

1980 : Non seulement les Japonais ont pratiquement évincé de leur marché les concurrents étrangers, mais encore l'industrie automobile japonaise s'est hissée au premier rang mondial tant pour la production que pour les exportations.

Où s'arrêtera « l'offensive » des constructeurs nippons ? En juin dernier, ils détenaient 28 % du marché américain, 12,9 % du marché anglais, et près de 10 % du marché allemand. Seule la France, qui a imposé un quota, jusqu'à présent, l'Italie, qui avait pratiquement fermé ses frontières, ont été épargnées par la vague. Sans parler des pays européens non producteurs : les Japonais ont 20 % du marché de la Belgique, 23 % de celui du Danemark, 35 % de celui de la Norvège, etc. Total : 9 % du marché de l'Europe de l'Ouest contre 6,5 % il y a encore un an !

Il ne se passe pas un jour sans que l'on apprenne quelques nouveaux débuts, mais par un constructeur américain ou européen, alors que les Japonais annoncent des taux de profit records. Aussi la tentation est-elle grande d'établir une corrélation entre les deux phénomènes et de parler d'« agression » japonaise.

Une nouvelle phase de développement

Pourtant, les Japonais estiment qu'ils sont arrivés à la fin d'une époque. Leur succès de ces dernières années, dont les percées tout azimutées des exportations interviennent cette année sans doute le dernier bond, est dû pour une bonne part au fait qu'ils ont fabriqué les modèles qui répondaient à la demande des pays industrialisés, à la suite du renchérissement du prix du pétrole. Les voitures japonaises étaient plus économiques et moins chères. A l'avenir, il ne paraît pas possible d'envisager que l'industrie automobile japonaise puisse réaliser un nouveau bond en avant sans modifier l'orientation de ses activités industrielles et commerciales à l'étranger, souligne un rapport du poste économique français à Tokyo.

L'industrie automobile japonaise doit faire face, paradoxalement, au « problème » posé par son succès sur les marchés étrangers, une question devenue de nature politique du fait des répercussions provoquées par ses exportations sur l'équilibre des marchés et l'emploi dans les pays concernés. Elle doit en outre opérer un redéploiement de son appareil productif, tant sur l'archipel — des regroupements parmi les constructeurs paraissent inévitables — qu'à

De notre correspondant

l'extérieur par des implantations physiques à l'étranger, particulièrement dans les pays industrialisés. C'est cette phase de son développement qui s'ouvre aujourd'hui.

Au cours des années 70, la croissance de l'industrie automobile japonaise (de l'ordre de 70 %) était due principalement aux exportations. La qualité a joué un rôle décisif : on l'a vu en 1978, lorsque les voitures japonaises continuèrent à bien se vendre malgré la hausse des prix consécutive au renchérissement du yen. Un autre facteur a joué dans le succès nippon : les constructeurs ont pu s'appuyer sur un marché intérieur dont la demande restait soutenue et qui leur était pratiquement réservé, situation dont on ne prévoit guère d'évolution dans les années à venir si on en juge par les résultats de 1979 : les constructeurs étrangers n'ont obtenu que 1,9 % du total des immatriculations — la plus grande partie allant aux Allemands — alors que le marché augmentait de 9 %.

Un redéploiement nécessaire

Cela dit, à en croire du moins les constructeurs japonais, l'époque des records d'exportation est en train de s'achever. Chez Toyota, premier constructeur, on prévoit, par exemple, une augmentation relativement faible des ventes à l'étranger, comparativement du moins aux résultats de cette année (+ 39 %), et une intensification de la concurrence, tant à l'étranger que sur le marché domestique. C'est en prévision de cette situation que les Japonais n'ont pas accepté, malgré les pressions de leur gouvernement, de conclure un accord d'autolimitation avec les Américains.

Ainsi Toyota estime que, sans appliquer de restrictions volontaires, sa part du marché américain stagnera l'année prochaine aux alentours de 4,8 %, et que ses profits avant impôts (+ 14 % cette année) vont décroître de 10 %.

Pour affronter la décennie 1980, au cours de laquelle la « guerre » de l'automobile sera centrée sur les petites cylindrées à faible consommation, les Japonais, face aux Américains, qui ont lancé des programmes énormes, disent à qui veut l'entendre qu'ils ne sont pas dans une position dominante. « Au mieux nous serons au même niveau », en tout cas ils se préparent : Toyota a annoncé en septembre un investissement de 320 millions de dollars (soit une augmentation de 58 % par rapport à 1979) pour développer de nouvelles technologies.

Sur le plan commercial, la décennie qui s'ouvre sera marquée par un redéploiement de l'industrie automobile japonaise. En ce qui concerne le marché américain, les Japonais ont conscience d'avoir atteint un seuil.

Mais, apparemment, ils veulent profiter au maximum de leur

avantage d'inscapacité des constructeurs américains à fabriquer, pour l'instant, des modèles économiques) pour assurer leur position. Ils sont en pourparlers, notamment Ford et Toyota, pour produire sur place.

Dans l'immédiat, ils ne voient sans doute pas un intérêt majeur à une telle opération, qui leur fera perdre les avantages en coûts de production qu'ils ont sur l'archipel : non pas, contrairement à une idée admise en Europe, parce qu'ils sous-payent leurs ouvriers (en moyenne ceux-ci gagnent 6 dollars l'heure), mais parce qu'ils peuvent jouer sur les sous-traitants, dont les salaires sont bas et les coûts sociaux pratiquement nuls, situation qu'ils ne retrouveront pas aux Etats-Unis ou en Europe.

Le mobile fondamental de leurs implantations à l'étranger est l'avantage gagné sur le plan commercial.

Jusqu'à présent, les pays en voie de développement ont accueilli la majeure partie des implantations industrielles japonaises : l'Extrême-Orient et l'Asie arrivent en tête avec près de la moitié de ces implantations, devant l'Amérique latine et l'Afrique, Nissan étant en tête dans ce domaine avec vingt-huit usines à travers le monde, mais il s'agit pour la plupart d'unités d'assemblage. Cette fois, en Europe particulièrement, ce seront des unités de production intégrées, en coopération avec des firmes locales.

Jusqu'à présent, les Japonais s'étaient installés sur les « marchés » de l'Europe. Désormais, ils visent le « cœur chaud » de celle-ci, dans une politique perçue par leurs concurrents comme celle du « cheval de Troie ».

Arrivant souvent tard, les Japonais s'associent avec les constructeurs qui sont en position de faiblesse et que leurs homologues européens sont dans l'incapacité d'aider : British Leyland en Grande-Bretagne, Motor Iberica en Espagne et Alfa-Romeo en Italie.

Dans l'immédiat, la ruse des constructeurs japonais est claire : contourner l'obstacle protectionniste des Européens en s'associant avec des firmes locales, ce qui leur permet, en outre, de se constituer le réseau commercial qui leur fait défaut.

Les Japonais, qui, aux Etats-Unis, où ils sont solidement implantés, souhaitent apparemment mettre le temps de leur côté, veulent aller beaucoup plus vite en Europe. Parallèlement, des implantations sont prévues ailleurs : en Australie, dans les pays de l'Est, à Taiwan et en Chine. Quels que soient leurs atterrissements en ce qui concerne les Etats-Unis, les constructeurs japonais paraissent engagés dans une nouvelle phase de leur développement : l'internationalisation de la production, en pénétrant le dernier bastion qui leur résistait tant bien que mal, l'Europe. Mais il n'est pas dit que leur succès pour cette nouvelle phase de leur développement soit aussi spectaculaire qu'il a été au cours de la décennie écoulée. Du moins c'est ce qu'ils disent.

PHILIPPE PONS.

La difficile reconversion des Américains Trop tard

De notre correspondant

Washington. — Les constructeurs américains ne pavent plus. Ayant traversé l'une des périodes les plus sombres de leur histoire, ils se sont résignés à changer de cap. Fini les goulottes à essence, les salons embourbés, le « tape-à-l'œil » plus ou moins floué. Humblement, Detroit s'est mise à l'école du Japon et de l'Europe. Il n'a plus que deux mots d'ordre, répétés de manière lancinante : économie et qualité.

Les nouvelles exigences des consommateurs

Les ventes de 1980 ont été désastreuses : un cinquième de moins que l'année précédente. General Motors, qui est la société la plus solide (45 % du marché et d'importantes ressources financières), a perdu 257 millions de dollars (1,07 milliard de francs environ) au cours du premier semestre. Les pertes de Ford ont été deux fois et demi plus élevées, tandis que Chrysler — sauvé in extremis de la faillite par une aide gouvernementale — frôlait le milliard de dollars (4,2 milliards de francs). Le quatrième constructeur, American Motors, mérite à peine d'être cité. Il n'occupe que 1,7 % du marché, et en aurait disparu si Renault, devenu son principal actionnaire, ne lui avait apporté 200 millions de dollars (840 millions de francs) d'argent frais. Au total, trois cent mille travailleurs de l'automobile ont perdu leur emploi depuis la fin de 1978, et cent mille autres seraient menacés, sans compter les industries annexes (caoutchouc, métaux, textiles) et les vendeurs.

A qui la faute ? On peut incriminer la hausse du prix de l'essence, les restrictions apportées au crédit et, de manière plus générale, les difficultés des familles américaines en période de récession. Il n'empêche que les voitures étrangères ne se sont jamais autant vendues aux Etats-Unis. Japonaises en tête, elles occupent un bon tiers du marché au cours du premier semestre de 1980. Les Toyota, les Mazda et leurs concurrents font désormais partie du paysage des Highways, au même titre que les Plymouth, les Chevrolet et les Cadillac.

Succèsivement, le syndicat des travailleurs de l'automobile et le P.-D. G. de Ford ont réclamé des contingents ou des taxes pour les voitures étrangères. Ils n'ont pas été suivis par la Commission américaine du com-

merce international, chargée de remettre un rapport à la Maison Blanche. Selon cet organisme, le facteur principal de la crise n'est pas la concurrence étrangère mais les nouvelles exigences — non satisfaites — des consommateurs.

Pendant de longues années, les fabricants américains ont vécu en symbiose avec leurs clients. La vie était conçue en fonction de l'automobile : des distances considérables, des routes toutes droites, une essence à bon marché. Le tournant a été mal pris — et trop tard. Même lorsqu'ils ont commencé, après le premier choc pétrolier, à fabriquer des véhicules plus modestes, les industriels n'y ont pas cru. C'étaient les grosses voitures qui procuraient les vrais profits et faisaient vivre les autres. Or, la crise pétrolière se poursuivant, les goûts du public ont changé progressivement. On s'est mis à réclamer des « compacts » et même des « sub-compacts ». Il a fallu, d'urgence, augmenter le prix de celles-ci, sans réussir à en produire suffisamment, ni à égaler les marques étrangères : dans le palmarès des voitures qui consomment le moins d'essence, aux Etats-Unis, aucune américaine ne figure parmi les dix premières.

Le prix n'explique pas tout...

Les automobiles japonaises peuvent certes se permettre des prix plus bas. Mais le prix n'explique pas tout. Beaucoup de consommateurs se tournent vers les voitures étrangères parce qu'ils sont devenus plus exigeants sur le « design » et la « qualité ». Pour une série de raisons, tenant entre autres à l'équipement des usines et à l'esprit qui y règne, les automobiles américaines ont multiplié les défauts. Plus de deux millions de véhicules de General Motors durent être rappelés, en 1977, pour une vérification de freins. La même année, Chrysler avait des ennuis avec deux de ses modèles. En 1978, c'était au tour des « Ford Pinto », sujettes à des explosions.

Les industriels de Detroit ne comptent pas trop sur une limitation des voitures importées. Ils savent que le gouvernement a un double souci : les empêcher de hausser leurs prix, ce qu'ils feraient aisément en l'absence de concurrence étrangère, et ne pas détériorer les rapports des Etats-Unis avec le Japon. Le protectionnisme n'a pas bonne presse à la Maison Blanche, en

ce moment, et des multinationales comme Ford ou General Motors y ont elles-mêmes beaucoup à perdre.

Plutôt que de compter sur cet expédient, les fabricants de Detroit ont entrepris une politique ambitieuse qui, en cinq ans, pourrait changer le visage de l'automobile américaine. Ils se sont lancés — pour de bon — dans la fabrication de « petites » voitures, de moins de 1000 cm³, au lieu de 1300 cm³ comme c'était la norme. Si la Ford Escort, lancée cet automne, et la « J » de General Motors attendent pour l'année prochaine, c'est effectivement petites, c'est moins vraies des nouvelles Dodge Ardes et Plymouth Reliant de Chrysler. Mais le ton est donné : ce sont des tractions avant et pour la première fois cette année, trois voitures américaines ont atteint le plan de 30 miles par gallon (7,8 litres aux 100 kilomètres environ). Les « petites » voitures constitueront 65 % de la production contre 43 % en 1978.

Pour l'avenir le robot

Le passage progressif de l'industrie américaine à la traction avant coûterait la somme fantastique de 80 milliards de dollars (336 milliards de francs). D'autres investissements sont prévus pour développer la robotisation et concevoir des véhicules qui « gèreraient » entièrement la marche d'un véhicule. Le Computer command control annoncé par General Motors sur sa gamme 1981 n'en est qu'un avant-goût. D'autre part, des travaux de recherche fondamentale (nouveaux matériaux, combustion, aérodynamisme, etc.) seront menés conjointement avec un organisme fédéral, la National Science Foundation, pour un montant de 100 millions de dollars (420 millions de francs) par an.

Les fabricants américains reconnaissent qu'ils ont pris beaucoup de retard. En attendant, l'industrie de Detroit traverse une phase délicate de transition. Où trouver les capitaux ? Comment seront accueillis ces petites voitures ? Réussira-t-on à faire cohabiter provisoirement l'ancien et le nouveau ? Un premier effet de la crise a été de rapprocher les patrons et les syndicats. Mais la reconversion sera douloureuse : davantage de robots signifie moins d'emplois, alors qu'on songe précisément à réduire les allocations de chômage.

ROBERT SOLE.

SALON DE L'AUTO-HALL-X, TRAVÉE-G, STAND N°9

pour économiser de l'essence:

LE MONITEUR DE CONDUITE

UN PRODUIT SOLEX-N°1 MONDIAL EN CARBURATION AGREE PAR L'AGENCE POUR LES ECONOMIES D'ENERGIE



PLUS RAPIDE QU'UN ZEBRE : 138 km/h.

104 Z PEUGEOT 27 200 F*
L'instinct de l'économie.

C'est une question de conception. Prenez la Z. Côté performances, elle atteint une vitesse de 138 km/h grâce à son moteur de 1124 cm³ pour seulement 4 CV fiscaux. Côté nervosité, elle a du ressort. La Z parcourt 1000 m départ-arrêté en 37,8".

Côté consommation, elle n'a rien à envier aux autres : elle ne consomme que 5,1 L à 90 km/h, 6,8 L à 120 km/h, et ces 6,8 L lui suffisent en ville (normes U.T.A.C.).

* Clés en main, Tarif au 30 juin 1980, Peugeot 61.

Un argument pour l'ingénieur

QUELLES STRUCTURES POUR DEMAIN ?

La voie difficile des constructeurs purement nationaux

Quelles seront les structures de l'industrie automobile mondiale dans dix ans ? M. Michael Hinks Edwards, économiste spécialisé dans l'étude du secteur automobile, analyse ici les lignes de force qui devraient conduire, au cours des dix prochaines années, à de profonds bouleversements. Son analyse est fondée sur une double distinction. D'une part, entre les différents types de marchés : les marchés « centraux » ou principaux (Europe, Amérique du

Nord et Japon) qui absorbent aujourd'hui 80 % de la demande mondiale et devraient connaître une faible croissance, les marchés « nouveaux » (Amérique latine et Comecon, dont le poids relatif (11,4 % de la demande mondiale actuelle) devrait croître considérablement du fait d'une demande soutenue, et enfin les marchés « périphériques » (le reste du monde, également voués à une forte croissance bien que relativement marchaux.

D'autre part, M. Hinks Edwards classe les principaux constructeurs automobiles en trois catégories : les quatre constructeurs dits « mondiaux » (General Motors, Ford, Fiat et Volkswagen), dont les capacités de production ne sont pas seulement d'assemblage, sont réparties sur deux au moins des zones de marchés définies plus haut, les quatre firmes dites « régionales » (Toyota, Nissan, Peugeot et Renault) dont les

usines de fabrication couvrent au moins l'une de ces zones de marché, et enfin les douze constructeurs dits « nationaux » qui, à partir d'une base nationale unique, s'attaquent au marché mondial en exportant des voitures finies à partir de ces bases. Ces derniers sont Chrysler, British Leyland, Daimler-Benz, Volvo, Saab, Alfa Romeo, B.M.W., Innocenti, Honda, Mitsubishi, Suzuki et Hyundai (Corée).

LES constructeurs d'automobiles dits « nationaux » sont une espèce en danger d'extinction. Leurs perspectives de croissance, en effet, sont limitées, et ils sont soumis à des pressions énormes de la concurrence.

mise en place d'une production locale (et pas simplement d'un montage d'assemblage) et le développement de l'exportation de produits automobiles en provenance de l'accès à leurs marchés. En Amérique latine, par exemple, les principaux constructeurs (Volkswagen, Ford et General Motors) ont résolu le problème en approvisionnant leurs usines américaines de pièces détachées, ainsi que leurs réseaux commerciaux, avec les produits fabriqués localement, ce qui leur permet de respecter l'obligation d'exporter qui leur est faite. Et là où les Occidentaux sont impiqués dans le trafic d'importation de produits du Concom, c'est, de façon croissante, sous la forme de contrats « marchés en main », c'est-à-dire prévoyant que la fourniture de l'usine, des équipements, du savoir-faire est faite avec les produits fabriqués dans le Concom.

par MICHAEL HILL

contrats « marché en main ».

Ce faisant, ils restructureront et intégreront leurs systèmes productifs et de distribution sur des bases globales pour devenir ce que nous nommons plus haut des constructeurs « mondiaux ». En d'autres termes, les constructeurs « nationaux » sont pour la plupart exclus de ces marchés nouveaux et périphériques, tan-

NKS EDWARDS (*)

dis que les « régionaux » sont presque contraints de pénétrer à leur tour dans le groupe des producteurs « mondiaux ».

Outre les pressions exercées par les pays où la demande augmentera le plus vite, un second phénomène risque de placer les firmes nationales en situation délicate : l'aggravation de la concurrence.

l'industrie automobile japonaise). En 1979, Honda exportait 78 % de sa production, de Mitsubishi 66 %. L'industrie mondiale de l'automobile a été économisée de la croissance toujours plus forte de Toyota et de Nissan. S'accommodera-t-elle de celle de Honda et de Mitsubishi? Et aux dépens de qui? Des constructeurs « nationaux » non japonais? Ou bien Honda et Mitsubishi ont-ils déjà fait passer le relais dans le groupe de tête, celui des constructeurs « régionaux » ou « mondiaux », duquel d'entre ceux-ci? Ou bien encore, les planificateurs de l'industrie japonaise prévoient-ils le problème de l'insuffisance majeure de leur secteur automobile dans les années 80?

croissante, qui s'exerce au sein des marchés centraux, en particulier en Europe et en Amérique du Nord, pourrait entraîner une montée du protectionnisme, ce qui modifierait les règles du jeu pour tous les constructeurs concernés. Toutefois, cela ne changerait probablement rien au fait que la situation de constructeur « national » risque d'être pour le moins inconfortable dans les années 80.

En fait, les constructeurs « nationaux » ont déjà commencé à prendre des initiatives afin de se protéger, comme l'illustrent ses accords signés entre Volvo et Renault d'une part, Alfa Romeo et Nissan de l'autre. Ces initiatives laissent en partie les questions qui ont trait aux sur les restructurations à venir du secteur. Ils ne les lèvent pas toutes. Les Européens ne renonceraient probablement pas à conserver des identités distinctes, mais ils se regroupent étirolement par le biais de projets de coopération industrielle ou de coopération sur le plan de la recherche et du développement.

Que feront les Japonais ? Toyota et Nissan se font partie du groupe des constructeurs dits « régionaux » que parce qu'ils possèdent quelques bases de production en Asie et dans le Pacifique (Australie) ; bien que leurs capacités de survie ne fassent pas de doute, leur activité massive d'exportation directe est aussi menacée que celle des petits constructeurs « nationaux », parmi lesquels Honda et Mitsubishi. A l'heure où les constructeurs japonais paraissent invincibles, il convient donc de s'interroger sur l'ampleur des menaces qui pèsent sur leurs stratégies à long terme.

Ces pressions économiques et technologiques poussent l'industrie automobile mondiale vers des changements de structures dont la conditionnée la forme. Mais ce ne sont pas les seules pressions. Les constructeurs « nationaux » ne sont pas seulement confrontés à ceux de « pays étrangers » ; ils se retrouvent aussi, qu'ils soient petits et exotiques ou grands et établis, face à des concurrents locaux et périphériques. Une véritable « course » technologique, d'une importance cruciale, s'est engagée entre les principaux constructeurs. Les véhicules de ceux qui pourraient atteindre des vitesses de 100 à 160 miles par gallon à 60 miles par heure, soit, en bases françaises, consommant 3,5 litres aux 100 kilomètres à une vitesse de 166,3 km/h) existent déjà, et il est possible que deux ou trois constructeurs puissent battre le record de consommation de 1,9 litre aux 100 km, établi par un prototype français de trois ans avant ceux de leurs concurrents, faisant ainsi complètement les données de la compétition.

Aussi, selon nos calculs, le groupe des constructeurs nationaux a constitué comme il l'est actuellement, ne peut-il espérer accroître sa production globale de plus de 1 % l'an pendant les dix prochaines années ? Il faut noter que, sur ces bases, la part du marché mondial détenue par l'ensemble de ces constructeurs tomberait aux alentours de 12 % à la fin de la décennie (contre 14 % en 1975 et 18 % en 1970).

De plus, à l'intérieur même de ce groupe, il faudra compter avec deux sociétés agressives et déterminées à croître : Honda et Mitsubishi. De 1974 à 1978, la production de voitures japonaises a été de 1,6 par an et celle de Mitsubishi de 8,9 % (contre 7,7 % pour l'ensemble de

(*) Sous-directeur du département recherche économique d'Eurofinance.

Par ailleurs, la concurrence

Une concurrence exacerbée

Le Japon étant virtuellement un marché fermé et probablement destiné à le rester pour un bon moment, les constructeurs « nationaux » sont contraints, de façon constante, de concentrer leurs efforts sur l'Europe et l'Amérique du Nord, étant ainsi directement en compétition avec les constructeurs « mondiaux » et « régionaux ». Comme l'indiquent les chiffres du tableau ci-dessus, on peut prévoir que la demande d'automobiles dans ces deux zones augmentera de 1 à 1,5 % par an au cours de la première décennie. Cette croissance, quoiqu'environ la moitié de celle que tous les constructeurs automobiles du monde se battent pour prendre une part de cette croissance mondiale.

yota Corolla à 730 000 unités et la Renault 5 à environ 400 000 unités par an). A l'autre bout de l'échelle, la production de tous les constructeurs du Comecon n'atteindra d'ici à la fin des années 80 que 4 millions d'unités par an, s'ils parviennent, comme prévu, à doubler leur production d'ici là.

Aussi, selon nos calculs, le groupe des constructeurs nationaux λ , constitué comme il l'est actuellement, ne peut-il espérer accroître sa production globale de plus de 1 % l'an pendant la prochaine décennie. Il faut noter que, sur ces bases, la part du marché mondial détenue par l'ensemble de ces constructeurs tomberait aux alentours de 12 % à la fin de la décennie (contre 14 % en 1979 et 18 % en 1970).

Or la compétitivité des constructeurs « mondiaux » et, dans une moindre mesure, celle des « régionaux », sera agitée grâce aux économies d'échelles qu'ils tireront de leurs efforts de rationalisation et d'intégration. Un exemple : les coûts de recherche et de développement de la nouvelle Ford Escort ont été étalés sur un volume de production mondiale prévue de 1,25 million de voitures par an (à titre de comparaison, la Golf de Volkswagen est produite à une échelle de 830 000 unités par an, la To-

ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA DEMANDE MONDIALE
D'AUTOMOBILES DE 1979 A 1990 (en millions d'unités)

ZONES DE MARCHÉ		1979	1990	Accrois- sement (volume)
1. — MARCHÉS « CENTRAUX »	25,3	29,0		+ 3,7
Dont :				
— Europe	16,6	32,5		+ 15,9
— Amérique du Nord	11,7	13,0		+ 1,3
— Japon	3,0	3,5		+ 0,5
2. — « NOUVEAUX » MARCHÉS	3,6	7,0		+ 3,4
Dont :				
— Amérique latine	1,4	3,5		+ 2,1
— Corée	2,0	3,5		+ 1,5
3. — MARCHÉS « PÉRIPHÉRIQUES » (Reste du monde)	2,7	4,8		+ 2,1
TOTAL MONDIAL (1 + 2 + 3)	31,6	40,8		+ 9,2



Essence
3.24

Super
3.45

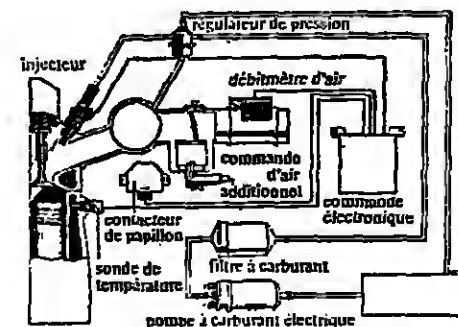
**Un argument convaincant
pour l'injection d'essence.**

VOIR A 13,10 LITRE

Aujourd'hui, l'avantage essentiel des systèmes d'injection d'essence n'est plus l'amélioration des performances, mais plutôt une économie de carburant plus importante et des gaz d'échappement moins polluants.

Même en ne parcourant qu'un kilométrage moyen, le coût d'un système à injection est rapidement récupéré grâce aux économies d'essence réalisées.

Une généralisation de ce système va aussi dans le sens de l'intérêt public puisqu'il permet d'économiser, rien qu'en Allemagne Fédérale, 200 millions de litres d'essence.



le micro-ordinateur dans le boîtier de commande électronique du LI-Jetronic réagit instantanément à chaque modification des paramètres du moteur.

1951 : Un litre d'essence coûte 56 centimes. Les premières voitures équipées d'un moteur à injection sortent des chaînes de montage. Ce système est fabriqué par Bosch. La puissance par litre de cylindrée est considérablement augmentée.

Août 1980 : Un litre de super carburant coûte 3,45 Francs. Une voiture neuve sur dix, en Allemagne, porte un I ou un E à l'arrière. Mais ce "I" pour injection ou ce "E" pour "Einspritzung" ne sont plus seulement le symbole de performances améliorées, mais avant tout les preuves d'une plus grande économie.

Jusqu'à 16 % d'essence en moins

En 1979, un test réalisé par l'Institut Polytechnique de Vienne donne les résultats suivants : en conditions réelles de conduite en ville et sur route la consommation d'essence d'un véhicule équipé d'un moteur à injection est de 5 à 11 % inférieure à celle d'un même modèle équipé d'un moteur à carburateur. Et avec le dispositif de coupure de l'alimentation en décélération, l'économie peut atteindre de 10 à 16 %.

Le système d'injection d'essence Bosch dose la juste quantité de carburant nécessaire au moteur dans toutes les conditions de conduite. Le moteur démarre immédiatement, que la température soit caniculaire ou glaciale, tournant régulièrement dès la première seconde. Les échappements nocifs sont sensiblement réduits.

Nouveau : LH-Jetronic

Le dernier système Bosch est le LH-Jetronic, un ensemble d'injection électronique avec un micro-ordinateur et un dispositif de mesure de la masse d'air de conception nouvelle. Une sonde thermique en platine mesure la masse d'air aspiré et simultanément la quantité d'essence nécessaire au mélange est évaluée avec une précision améliorée.

Nous faisons plus encore

Pour les moteurs diesel qui sont plus économiques, nous construisons des pompes à injection. Les bancs de contrôle Bosch permettent d'optimiser les réglages moteur. Bosch fabrique aussi des réfrigérateurs et des machines à laver économiques d'énergie. Nos postes de télévision couleur Blaupunkt fonctionnent aujourd'hui avec seulement le quart du courant électrique dont ils avaient besoin en 1970. Les pompes à chaleur Junkers permettent un chauffage plus économique. Nous fabriquons des composants électroniques pour des machines à emballer, des outillages électriques, les caméras et projecteurs de cinéma Bauer, et du matériel de télécommunication. Nous équipons des studios de télévision et construisons des complexes industriels.

Le Groupe Bosch en France : 5 usines.

Le cerveau humain : la plus importante source d'énergie.



BOSCH

[illegible]

1990 : une voiture enfin nouvelle

(Suite de la page 3).

C'est pourquoi Fiat s'est tourné résolument vers les compresseurs volumétriques dont l'effet de suralimentation est important dès le ralenti, au prix d'une dépense énergétique faible.

La lutte contre les frottements internes va également provoquer un développement considérable des huiles de synthèse très fluides (type Mobil 1) qui gardent leurs propriétés longtemps et en toutes saisons. Mais elle aura surtout pour conséquence de provoquer un revirement chez de nombreux constructeurs qui préféraient, jadis, la multiplication des cylindres. Mercedes a commencé : ses nouveaux moteurs 2 litres et 2,3 litres sont des quatre cylindres (quand le 2 litres de BMW est un six cylindres). Tout simplement parce que à cylindre égale les surfaces de frottement sont inversement proportionnelles à la surface du piston. D'où la production future de petites voitures animées par des moteurs à trois cylindres (au lieu de quatre) telles que celles de Renault (1983) et Volkswagen (1983). Elles ne devraient dépenser que 4,5 litres aux 100 kilomètres en moyenne sur route.

Toujours selon le même principe, les augmentations de cylindres ne se feront plus par augmentation de la course du piston mais par réalésage du cylindre.

Rendement

Il y a des modes en automobile, même dans le domaine ingrat des motorisations. « Pour combattre la crise », l'accent était placé, il y a quelques années, sur l'emploi du carburant « ordinaire ». Et chacun — sauf Renault — gonflait sa publicité en abaissant le taux de compression de ses moteurs. Or le rendement thermodynamique théorique d'un moteur dépend de son rapport volumétrique, « le taux de compression », ce que les constructeurs redécouvrent tous à présent. Grâce, peut-être, à l'opiniâtreté d'un Suisse, l'ingénieur Michael May, dont les travaux sur la combustion des mélanges pauvres semblent avoir abouti à une industrialisation

possible. Son principe : pour moins consommer, sans perte de performances, il faut brûler un mélange pauvre (plus d'air qu'il n'en faut dans le dosage air/essence) à pression très élevée. Cela est possible grâce à la chambre de combustion Fireball qu'il a mise au point et dont Volkswagen reconnaît la valeur.

L'augmentation du taux de compression améliore le rendement, donc la consommation, mais il a deux limites : l'une, physique, au-delà de laquelle on ne progresse pratiquement plus (la Fiesta de Michael May est à 12,8, ce qui est proche du maximum), l'autre, technologique, à cause des matériaux à employer (chambres, bougies) dont la résistance doit être exceptionnelle. C'est pourquoi vers une solution de ce type que s'oriente également British Leyland.

Chez les autres constructeurs, même constante : la combustion d'un mélange pauvre ; mais selon des méthodes différentes. Le moteur Proco de Ford (production en 1982) ajoute au taux de compression élevé une recirculation des gaz d'échappement. Et les Français se tournent délibérément vers les charges stratifiées (division du mélange en deux parties, l'une « enrichie » en carburant, placée près de la bougie afin d'amplifier l'étincelle par un front de flamme qui brûlera complètement le reste du mélange — la plus grande partie — en dosage pauvre), comme les Japonais et les Américains, mais avec du retard.

C'est encore la recherche de l'amélioration du rendement thermique qui a conduit quelques constructeurs (Porsche, Mercedes, BMW, Ford, Alfa Romeo) à développer la formule des moteurs modulaires. A faible charge, c'est-à-dire quand on accélère très peu, le rendement baisse énormément. L'idéal est donc de n'utiliser les cylindres qu'au niveau de charge adéquat, c'est-à-dire à faire travailler une partie seulement du moteur lorsque la charge n'est pas suffisante.

La consommation d'un moteur thermique n'est satisfaisante que dans une plage précise d'utilisation : au régime de couple maximal, et à l'arrêt ! Cette idée

simple (ce sont les meilleures) va conduire au concept de « management » du moteur (développé par VW et Porsche) dont l'aboutissement aurait été impossible sans électronique : lorsque la voiture roule le microprocesseur joue sur les rapports de transmission afin que le moteur fonctionne dans une plage de régime à bon rendement. À l'arrêt, au feu, par exemple, l'arrivée de l'essence est coupée dès que l'on passe au point mort et le moteur s'arrête. Il ne redémarre qu'après le passage d'une vitesse suivi d'une pression sur la pédale d'accélérateur. On peut gagner ainsi 10 à 15 % de consommation en ville auxquels peuvent s'ajouter les gains obtenus par la coupure de l'alimentation en poussée (« frein moteur ») déjà réalisée par Bosch sur le Motronic qui équipe la BMW 721.

Récupérer l'énergie

Couper l'alimentation en poussée, c'est déjà un moindre gaspillage de l'énergie. Mais on peut faire mieux. La récupérer, par exemple. En phase de freinage ou de décélération, on perd de 15 % à 60 % de l'énergie cinétique accumulée par le véhicule selon que l'on roule en ville ou sur autoroute.

Avec un rendement de 0,6 à 0,7, on pourrait gagner 20 % à 30 % de consommation en ville. Ainsi, certains constructeurs (Volkswagen et Fiat) redécouvrent les vertus des volants d'inertie.

On peut également accumuler de l'énergie dans un système hydraulique. Un prototype de 10 ch. dans une classe de B4, a prouvé il y a deux ans que l'on pouvait se comporter brillamment en ville avec une puissance si faible. Tout simplement parce que l'énergie accumulée dans un circuit de pompes était restituée à la traction lors des accélérations. Il semblerait que Fiat s'oriente vers un système d'accumulation oléopneumatique associé à une transmission hydraulique pour ses futurs véhicules urbains.

Il y a de même pour les organes auxiliaires du moteur (alternateur, compresseur de climatisation, pompe à eau, etc.) dont le rendement sera optimisé par un système d'entraînement à rapport variable.

Enfin, plus simplement, la « roue libre » est la façon la plus simple de récupérer l'énergie cinétique du véhicule. La recherche s'oriente actuellement vers des formules de désaccouplement (avec arrêt) du moteur contrôlé électroniquement.

La conservation de l'énergie thermique est également un casse-tête : selon le rendement du moteur (aux différents régimes), 55 % à 70 % de l'énergie fournie par le carburant se dissipent en pure perte dans l'atmosphère. Le fait de récupérer une partie de l'énergie du gaz d'échappement pour faire tourner un turbocompresseur est déjà une solution. Il y en a d'autres auxquelles on pense pour les poids lourds, les cycles Rankine (machine à vapeur) ou Brayton (turbine à gaz) notamment. Mais leur rendement — de récupération — est extrêmement bas.

Les transmissions, enfin, vont évoluer : transmission Van Doorne à variation continue et multiplication des rapports sur les boîtes automatiques « normales » (quatre et même cinq rapports) qui supplanteront les transmissions manuelles chères aux Français. Le but — non avoué — est de supprimer toute initiative du conducteur dans le choix de ses vitesses (c'est actuellement la part du gaspillage la plus facile à réduire) et d'aboutir peu à peu à un ensemble moteur-transmission complètement optimisé.

Habitacles et carrosseries connaîtront évidemment bien des changements mais ce sera une autre histoire.

Ce qui est sûr, c'est que, électrique, hybride ou thermique, la voiture type de 1990 ne sera plus unique. L'avenir est à la différenciation des fonctions (petite cellule pour l'agglomération, gros volume pour les loisirs) et à la généralisation des voitures biplaces. C'est la rançon de la crise énergétique, la leçon de l'utilisation déraisonnable des grands véhicules, et la logique de la production industrielle : pour progresser il faut innover. La « voiture moyenne » de 1930 aura alors vécu.

MICHEL BERNARD.

1986 : un pas technologique sera sur le point d'être franchi

(Suite de la page 3).

Dans quinze ans, on le fera en trois ou quatre ans. Mais il n'y aura pas de différence de nature. On fera en 1985 ce qu'on sait déjà potentiellement faire aujourd'hui 1985, c'est demain.

1990, c'est autre chose. Je ne sais pas tout ce qu'il y aura dans une voiture en 1990, personne ne le sait. Mais, pour 1985-1986, les grands partis techniques sont arrêtés pour les voitures qui seront produites cinq ans plus tard. On connaît les domaines où on va faire des progrès significatifs, mais le classique ne va pas remplacer l'acier, ni les fibres de carbone, ni l'aura pas de moteurs à turbine, ni de voiture électrique. On en est à peu près certains aujourd'hui.

Quels sont les domaines de recherche qui devraient aboutir à des applications concrètes ?

Il y aura un nouveau pas technologique important : à partir de 1985-1987, on va commencer à voir les choses : des moteurs consommant moins d'énergie, des transmissions plus efficaces, avec un meilleur rendement, on aura beaucoup avancé sur les matériaux composites et les plastiques.

Pensez-vous que le regroupement, amorcé récemment, des réseaux commerciaux de Talbot et de Peugeot, constitue un risque d'accélérer la pénétration de la concurrence étrangère ?

Il y a toujours un risque. C'est l'opération que nous avons faite avec Saviem et Berliet, que Volkswagen a faite avec Audi-N.S.U. Si c'est bien fait, on peut sérieusement limiter la casse. Mais c'est une opération très délicate.

Peut-on parler réellement de crise mondiale de l'automobile actuellement ?

Il y a une crise réelle aux États-Unis. Il n'y en a aucune en Amérique latine, ni en Afrique, pas de crise non plus, sauf le problème coréen, en Asie. En Europe, il y a un phénomène de mutation brutale, qui a été accélérée par les Japonais

et qui n'a pas de réel fondement économique.

Nous sommes certainement dans le bas du cycle, de là à parler de crise fondamentale, on est en train de faire de la poésie.

N'y a-t-il pas une mutation en profondeur des structures de la demande ?

Ce qui risque d'être durable, maintenant, c'est que la consommation d'essence sera le goulot d'étranglement de la croissance. Il y a une course de vitesse entre l'offre et le coût de l'énergie. Si l'énergie continue à dériver de façon aberrante, avec des discontinuités brutales, les constructeurs n'arriveront pas à réguler le budget du consommateur. S'il dérive comme le coût de la vie, ou 1 % au dessus — c'est la tendance qu'on semblait prendre dernièrement avec la stabilité relative des prix du pétrole, je pense que nous pourrions tenir la cadence, et améliorer les voitures de façon à ce que le coût d'utilisation soit stabilisé.

Combien y aura-t-il de constructeurs automobiles indépendants, en Europe, dans dix ans ?

Je ne sais pas ce qu'on appellera réellement un constructeur « indépendant ». Il y aura un tel réseau d'interdépendances. Il y aura certainement moins de centres de décisions fondamentaux. Mais parler de disparitions de firmes, je n'y crois pas beaucoup, sauf quelques cas particuliers. Je me pose des questions : l'accord entre Peugeot et Fiat, par exemple, jusqu'où ira-t-il ? Qui sera dominant ?

On aurait tracé cette carte en 1967, on aurait dit : il y aura un groupe français Renault-Peugeot, un Allemand : Volkswagen-Mercedes.

Cela dépend beaucoup des hommes. Les entreprises sont comme des organismes humains, il y a des griffes, des synergies, qui ne prennent pas ; ça se crée alors que tout paraissait logique. Il y a des situations économiques et en face des équipiers. C'est fondamental.

V. M.



Plus de 100 établissements dans 15 pays, France, Italie, Espagne, Brésil, U.S.A., Angleterre, Belgique, Allemagne, Pays-Bas, Maroc, Suisse, Argentine, Japon, Inde, Tunisie.

VALEO EST IMPLANTÉE OÙ IL FAUT POUR ÊTRE UN GRAND DE L'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE

Valeo

La Société Anonyme Française du Ferodo, et les Sociétés Cibré, Marchal, Paris-Rhône, S.O.M.A., etc., ont donné naissance au premier équipementier français : Valeo.

MORSE DE PARIS

pas de réel fondement.
s sommes certainement
bas du cycle de la
e crise fondamentale, le
rain de faire ce le pen

Ny a-t-il pour une
en profondeur des
de la demande
qui risque d'être
ant, c'est que la
essence sera le
lement de la
à une courbe
offre et de la
"énergie" contre
acon aberrant
nuités bruta
s'arriveront
budget du
il dérive
ie, ou l'éc
tendance qu
dernierement
relative est
de la pen
s tend à
r les volu
de la co

Combien d'années
brutement en
induits, en
ans ?

ne sais pas, mais
a réellement
indépendant
réseau d'inter
1 y aura
de centres
mentaux. Mais
ions de
as beau
as particu
s question
ient et P
a l'entraî
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

aurai
n, en
coupe
n d'un
-Merce
la dépend
s. Les
des orga
s, prom
des situ
face des
ment.

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

1^{er} OCTOBRE

Fermé

Après plusieurs séances de hausse, les valeurs françaises se sont redressées. L'indice de tendance termine à environ + 0,60 %.

La bonne tenue de Wall Street a favorablement impressionné les investisseurs, qui ont repris leurs initiatives d'achat. L'intérêt des particuliers pour le marché des valeurs mobilières reste très vif, malgré un environnement international toujours incertain. Le volume d'échanges s'est néanmoins un peu contracté mercredi.

Les pétroliers ont légèrement progressé. Elf-Aquitaine (+ 0,08 %), Esso (+ 0,36 %), Française des pétroles (+ 0,34 %). Les plus importants écarts à la hausse sont enregistrés sur Omnium de participation internationale (+ 6,8 %), ou plus haut de l'année, Michelin (+ 4,2 %), Rux Impérial (+ 4,1 %), Poulain (+ 4,1 %), Nobel-Bazel (+ 3,8 %). Poliet, toujours activement recherché, inscrit un nouveau cours record (+ 5,7 %).

Parmi les baisses les plus sensibles, on note Valco (- 4,3 %), Kleber (- 3,8 %), B.C.T. (- 3,8 %). La sidérurgie est particulièrement déprimée : Sociolor, au plus bas de l'année, perd 2,8 %, tout comme Valloire. Chiers-Châtillon recule de 2,2 %.

Aux étrangers, les mines d'or ont été en nette hausse. Western Holding, au plus haut, gagne 8,4 %; West Dric Fontaine gagne 7,5 %; Harmony Gold, 7,1 %.

Les cours du métal jaune sont bien orientés. Le lingot gagne 1,14 % à 92,495 \$; le napoleon, 5,10 \$ à 794,20 \$. Aux emprunts indés, le 1/2 % 1973 progresse un peu, à 2 600 \$, tandis que le 7 % 1973 gagne 199 \$, à 9 715 \$.

Taux du marché monétaire
Effets privés de 1/18 11 3/4 %

LONDRES

LA REPRISE SE CONFIRME

Le marché accente sa reprise tardive de la veille dans l'espoir d'une réduction préalable du taux d'escompte. Progress des industriels et des pétroliers et infection des mines d'or.

Or (ouverture) (dollars) 879 26 contre 896 75

VALEURS CLOTURE COURS

30/9 1/18

Bancassurance 153 154

British Petroleum 380 384

Courtauld 69 58

Imperial Chemical 111 8/10 12

Rio Tinto Zinc 346 348

Shell 438 439

Shell 414 414

Vickers 128 135 1/8

Warley 112 118 1/4

West Orlean 110 114

Western Holdings 107 114 1/4

* En dollars U.S.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

MOET-RENNES

L'augmentation du capital se fera en deux temps. D'abord une émission en espèces de 325 millions au prix de 400 F réservée aux actionnaires.

Ensuite une distribution d'actions gratuites à raison d'une pour sept actions existantes.

KLEBER-COLOMBES

La société va soumettre un arbitrage international. Le différend qui l'oppose à Continental Gummi, Kleber considère que la firme allemande a manqué à ses engagements en refusant d'acquiescer à la majorité de son conseil.

THOMSON-C.S.F.

Le chiffre d'affaires consolidé devrait atteindre 2,5 milliards de francs (1-9-73).

En outre, compte tenu des dépenses de restructuration de certaines filiales, certains, notamment le téléphone, seront de ce fait, simplement équilibrés, le bénéfice consolidé ne sera qu'un faible progression.

Les résultats de la société vont augmenter d'au moins 21 %. En raison de la signature de contrats importants, le carnet de commandes dépasse les 22 milliards de francs.

COURS DU DOLLAR A TOKYO

30/9 1/18

1 dollar (en yen) 212 60 298 48

NEW-YORK

Redressement

Après une séance de baisse sévère, le marché s'est nettement redressé. L'indice Dow Jones gagne 18,44 à 922,42.

Le volume d'échanges avait diminué de 14,2 millions contre 43 millions de titres, les facteurs techniques ont été certainement pour beaucoup dans la remontée brutale des cours. Les investisseurs restent en effet inquiets. La reprise de l'économie américaine s'annonce moins vigoureuse que prévu.

Les pétroliers ont été particulièrement recherchés : Mobil gagne 1/4 à 78 1/4, Atlantic Richfield 2 3/8 à 52 5/8, Superior Oil 1 3/4 à 21 1/4. Les mines d'or ont été également bien disposées : Homestake progresse de 4 7/8 à 68 1/4, Dome Mines 4 3/8 à 132 7/8, Asarco 1 1/4 à 45 1/4, Engelhard 4 3/4 à 45 1/4.

Steele gagne 7/8 à 21 7/8, Bethlehem Steel 3/8 à 24 5/8 après la rumeur sur le plan de la production, penalitant les importations d'acier.

La valeur la plus active a été le nouveau I.B.M. Les ventes (127) ont été plus nombreuses que les achats (147).

VALEURS COURS

30/9 30/9

Alcoa 71 9/4 72 1/2

A.T. 51 3/8 51 7/8

Boeing 28 1/2 28 1/2

Chase Manhattan 114 1/2 114 1/2

Coca-Cola 44 9/4 45 1/4

Eastman Kodak 88 88 5/8

Exxon 27 3/8 27 5/8

General Electric 52 1/4 52 1/2

General Motors 31 1/4 31 1/2

IBM 161 1/2 161 1/2

J.P. Morgan 114 1/2 114 1/2

Kleber 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Lafayette 114 1/2 114 1/2

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Cours précéd. Cours Dernier cours

VALEURS

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. Couples et enfants en question : « Amour, sexualité et famille », une déclaration approuvée par une soixantaine de personnalités chrétiennes ; « Critique du matérialisme », par Paul Boyer ; « His Majesty the baby », par Roland Jaccard.

ÉTRANGER

3-4. LA GUERRE ENTRE L'IRAN ET L'IRAQ.

4. AMÉRIQUES
— BOLIVIE : des milices putochistes sont directement impliquées dans le trafic de cocaïne.

5. AFRIQUE
— GABON : la visite officielle du président Bongo.

6. ASIE
— CORÉE DU SUD : la nouvelle Constitution empêchera l'émergence d'une opposition véritable.

6-7. EUROPE
— « Combat de chefs en Allemagne fédérale » (III), par Bernard Brégand.

— ITALIE : la crise politique se déroule dans un climat social très tendu.

POLITIQUE

8. Polémiques dans l'opposition et la majorité après les élections sénatoriales.

SOCIÉTÉ

10. Manifestation à Paris après les attentats néo-nazis.

11. ÉDUCATION

22. SCIENCES

— FOOTBALL : la qualification de Nantes au Coupe d'Europe.

ARTS ET SPECTACLES

13-14. CINÉMA : « Un entretien avec Akira Kurosawa », par Jacques Sicard ; « Dessein à l'Esprit Coré », par Geneviève Brérette.

14-15. EXPOSITIONS : « Photos des dix-neuvièmes et vingtièmes siècles », par Hervé Guibert ; « La Biennale des antiquaires », par Pierre Granvin.

16-17. THÉÂTRE : « Remond et Caporasi au Festival d'automne », par Colette Godard ; au point de vue de Jacques Scherer sur une décision du ministre des universités.

ECONOMIE

24. AFFAIRES : la sort de Mounfranc.

— AGRICULTURE

— ÉTRANGER : l'Assemblée générale de l'F.M.I.

EQUIPEMENT

30. ENVIRONNEMENT : le ministre ne s'installera pas à la Défense.

RADIO-TELEVISION (12)

— INFORMATIONS
— SERVICES : (23)
La maison ; Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

— Annonces classées (27 à 30) ; Carnet (26) ; Programmes spectacles (18 à 22) ; Bourse (37).

Le numéro du Monde daté 1^{er} octobre 1980 a été tiré à 546 382 exemplaires.

(Publité)

Mach. écrire
— 15 à 30%
chez Duriez

200 électriques portables
OLYMPIA, Olivetti, Herma, Adler, Brother, Erika, Silver Reed, Smith-Corona, etc.

31 styles de caractères. Vente au discount (5 à 41%) sans représentant. Duriez vous dit la vérité sur toutes. 132, bd Saint-Germain, 95 Odéon, St-Michel, Lux, 9 h à 19 h, sans dim. et lun. Calculatrices, matériel de bureau, classement. Satisfait sous 8 jours ou remboursé. Parking rue Ecole Médicale.

(Publité)

CHÉMISES
à vos
MESURES

175 F
JACQUES DEBRAY

31, bd Malesherbes, Ang. 15-41

A B C D E F G

AU CONSEIL DES MINISTRES

- Adoption du rapport du VIII^e Plan
- Aide accrue aux chômeurs qui créeront une entreprise

Le rapport sur le VIII^e Plan (1981-1985) ainsi que la liste des douze programmes d'action prioritaires ont été examinés mercredi 1^{er} octobre par le conseil des ministres. La présentation devait en être faite à la presse jeudi par M. Barre.

Selon le communiqué publié à l'issue du conseil des ministres, ce projet « sera soumis pour avis au Conseil économique et social, puis fera l'objet d'un projet de loi qui sera déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale, de telle sorte qu'il puisse être débattu et donner lieu à un vote au cours de la prochaine session ».

À l'issue de la communication au premier ministre, le président de la République a déclaré : « Face aux difficultés et au nouvel état du monde, la France a besoin d'un plan. La politique du gouvernement est claire : faire de la France un pays moderne et respecté, dans le développement industriel et scientifique, dans le haut niveau, qui soit présent dans les secteurs porteurs d'avenir et capable de l'exporter dans la concurrence internationale ».

« Le gouvernement écarte toutes les formules de repliement sur soi ou de relâchement de l'effort de travail et de production qui, quelle que soit l'ingéniosité de leur présentation, déboucheraient sur une réduction du niveau de vie et sur une diminution de l'emploi, et un abaissement de la France ».

« J'ai demandé au gouvernement d'ajouter une septième priorité aux six qui ont été adoptées lors du débat sur la préparation du Plan. Cette septième priorité est la suivante : porter la recherche scientifique française au niveau de celle des pays les plus avancés. A beaucoup d'égards, cette priorité commande la réalisation de toutes les autres ».

« J'ai souhaité que le Parlement puisse aborder à temps, et dans les délais prévus, l'examen d'un projet essentiel pour l'avenir de la France ».

Outre les priorités ajoutées en dernière heure, le VIII^e Plan s'articule autour des six options qui ont été adoptées par le Parlement en juillet 1979 : réduire notre dépendance en énergie et en matières premières ; développer une industrie concurrentielle ; renforcer les activités agricoles et l'industrie alimentaire ; agir spécifiquement sur l'emploi ; assurer la priorité à la famille et à la promotion de la politique et de la protection sociale des Français tout en maintenant le coût global des transferts sociaux à un niveau compatible avec l'équilibre des finances publiques ; développer l'habitat et le cadre de vie.

Le rapport définit une stratégie d'ensemble dont la réalisation devrait avoir des effets bénéfiques sur l'emploi. La recherche des investissements est, à ce titre, l'un des thèmes majeurs du VIII^e Plan. Le gouvernement, au demeurant, a déjà anticipé sur le Plan en lançant des projets de loi (sur le travail à temps partiel, le 24 septembre, sur l'aide à la création d'entreprises, le 1^{er} octobre), qui sont autant d'indicateurs spécifiques à l'emploi.

Le conseil des ministres a également adopté un projet de loi prolongeant et améliorant le système temporaire d'aides aux chômeurs qui créent une entreprise. Ces aides — prévues à titre expérimental par une loi du 3 janvier 1979 pour deux ans — deviendront permanentes et seront étendues des secteurs industriels et tertiaires aux professions libérales. En outre les aides seront nettement majorées. Alors que, jusqu'à présent, le chômeur qui créait une entreprise était indemnisé — durant six mois — des charges sociales et recevait — en

une seule fois — une allocation forfaitaire de chômage, soit 4 500 F, l'allocation prévue pour atteindre plusieurs dizaines de milliers de francs, versément en une seule fois, de l'allocation chômage portera en effet sur la totalité des indemnités prévues par l'UNEDIC et proportionnelles aux salaires : dans le cas d'un cadre, licencié pour cause économique et recevant auparavant un haut salaire, l'indemnité unique versée en une seule fois par l'UNEDIC pourra donc atteindre 30 000, 40 000 F et même le maximum de 87 000 F.

Ces dispositions ont permis de créer seize mille entreprises : en 1979, 9 200 demandeurs d'emploi dont 20 % dans l'industrie, 36 % dans le bâtiment et les travaux publics et 44 % dans le tertiaire. Les créations individuelles représentaient 73,6 % des cas. Les S.A.R.L. ou sociétés de personnes 17,4 %, les sociétés anonymes coopératives 10 %. Au premier semestre 1980, 6 500 entreprises ont été créées grâce, en partie, à ces aides (1).

Autre décision gouvernementale : le traitement des fonctionnaires est augmenté de 3,20 % à compter du 1^{er} octobre 1980, conformément à l'accord salarial du 1^{er} avril 1980. Ce qui porte à 10,70 % la majoration totale depuis le 1^{er} janvier. De plus, l'intégration d'un point de l'indemnité de résidence dans le calcul des pensions améliore d'environ 1 % les retraites.

Il a été décidé aussi au cours du conseil des ministres que l'aide exceptionnelle de 150 F aux personnes âgées disposant de revenus modestes — annoncée le 3 septembre — serait versée en novembre.

(1) Lors de la quatrième semaine du travail manuel, M. Barre faisait allusion à cette loi quand il déclarait : « Les chômeurs pourraient essayer de créer leur entreprise au lieu de se donner à trouver les allocations de chômage ».

MALGRÉ UNE GIGANTESQUE CHASSE À L'HOMME

Les malfaiteurs qui ont tué deux gendarmes ont échappé aux recherches

Malgré une gigantesque chasse à l'homme qui a mobilisé, dans la soirée du mardi 30 septembre et la nuit, plus de huit cents gendarmes et policiers, les malfaiteurs qui ont tué, mardi après-midi (nos dernières éditions) deux gendarmes au cours d'une tentative de hold-up à Montrouge (Hauts-de-Seine), n'ont pas été retrouvés.

C'est peu avant 14 h. 30, mardi, que quatre individus — trois hommes et une femme — se sont présentés au siège de la Banque industrielle et commerciale du sud de Paris, avenue Aristide Briand, à Montrouge. Tandis que deux malfaiteurs armés et masqués pénétraient dans la banque, la femme faisait le guet à l'extérieur. Le quatrième individu restait au volant de la camionnette — un 77 volé à bord de laquelle ils étaient venus — à ce moment, et par un pur

hasard, deux gendarmes de la brigade mobile pour une tentative de domiciliaire, garants leur véhicule en face de la banque. La femme alerta ses complices qui sortirent précipitamment de la banque, tandis que le commandant de la brigade mobile, accompagné de sept autres policiers, manœuvra pour faire demi-tour. L'un des gendarmes, M. Philippe Montagné, descendit de son véhicule, il fut fauché à bout portant par une rafale de pistolet mitrailleur de calibre 11,43 — et mourut sur le coup.

C'était, âgé de vingt-quatre ans, M. Montagné était à Montrouge depuis le 10 août. C'était son premier poste. Son collègue, sorti à son tour, tira sur les malfaiteurs, blessant l'un d'eux.

Tandis que la bande prenait la fuite à bord de la camionnette, un motard de la garde républicaine, estafette de l'Élysée, qui se rendait à un laboratoire pour faire développer des photographies, tenta d'arrêter le véhicule. Il fut fauché à son tour par une rafale : on a noté sur son corps cinq impacts de balles. Renversé par le 7-7, il fut traîné sur une trentaine de mètres. Il fut de M. Jean-Claude Pascal, âgé de vingt-sept ans, marié, père d'un enfant.

Les malfaiteurs prirent la fuite à l'issue de la nuit. On retrouva un peu plus tard leur véhicule abandonné dans la rue de la Tombe-Issore (14^e). Là, ils s'emparèrent d'une 204 de couleur rouge immatriculée en Meurthe-et-Moselle. Un important dispositif avait été mis en place par la police et la gendarmerie, le véhicule fut repéré, notamment grâce à l'intervention de « Citizien Band », qui échangeant des informations de voiture à voiture grâce à des petits émetteurs, deux hélicoptères et de nombreuses voitures banalisées se mirent en chasse dans l'est de la banlieue parisienne, direction prise par les malfaiteurs.

En fin d'après-midi, on les signalait dans la région de Lagny et de Champ-sur-Marne. On affirmait aussi les avoir repérés dans un bois, qui fut cerné, mais le renseignement était erroné. Police et gendarmerie ont d'ailleurs reçu de nombreuses informations non vérifiées, comme celle faisant état d'une prise d'otages. Finalement, à la faveur de la nuit, les quatre gangsters, qui s'étaient, semble-t-il, scindés en deux groupes, disparaissaient.

On possède peu d'indications sur ces malfaiteurs. La police a toutefois diffusé le signalement de deux d'entre eux : un homme noir, et un autre, vraisemblablement maghrébin. La femme serait âgée d'une cinquantaine d'années.

L'AVENIR DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'exportation du chômage à partir du Japon n'est pas tenable en Europe

déclare le P.-D.G. de Renault

« Dans l'avenir, le domaine de la robotique, des ateliers flexibles, conviendra pour nous un très bon domaine programmable de diversifications », a déclaré M. Bernard Vernier-Pallies, P.-D.G. de la filiale Renault, le 30 septembre, rappelant l'accord en cours de négociation avec la société américaine Ransburg, spécialisée dans la matière de précision (le monde du 6 août 1980), accord qui devrait permettre aux robots de conception Renault de déboucher sur le marché américain.

Dénonçant en termes vifs, le déséquilibre intolérable existant entre le nombre de véhicules importés du Japon et celui des exportations de véhicules japonais dans le monde, dont le rapport est de 1 à 100 (lire page 31, l'interview de M. Bernard Hanos dans notre supplément consacré au Salon de l'Automobile), M. Vernier-Pallies a souligné qu'« au niveau européen, il y ait une prise de conscience des Allemands, des Belges, qui risquent de perdre leur industrie automobile » sur les dangers que représentent la progression des exportations nipponnes. « L'exportation du chômage à partir du Japon n'est pas tenable au niveau européen », a-t-il ajouté.

Enfin, M. Vernier-Pallies, interrogé sur sa succession, son mandat arrive à expiration dans quinze mois, — a déclaré : « La Régie a des équipes et des réserves d'hommes remarquables à tous les niveaux », et « dans toute entreprise, sauf accident, l'homme qui succède a été préparé normalement. L'appel à l'extérieur n'est fait qu'en cas de situation exceptionnelle. Le choix interne est une procédure normale ».

La C.G.T. annonce des actions contre les atteintes à l'emploi et aux libertés

La C.G.T. a annoncé mardi 30 septembre une série d'actions revendicatives pour lutter contre le démantèlement de l'industrie automobile et les atteintes aux libertés syndicales : « Le patron prépare le Salon de l'Automobile, nous aussi ». Le 10 octobre, la C.G.T. organise une journée nationale et les actions aux libertés syndicales.

La quinzième d'action nationale annoncée par M. Séguin a commencé le 1^{er} octobre avec des manifestations autour des tribunaux, notamment à Rennes et à Angers, où se tiendront deux procès qui opposent la C.G.T. et la Régie Renault et le chantier naval Dubouche-Normandie, suite à des conflits qui ont eu lieu en 1975 et 1977.

Au cours de la conférence de presse, des délégués C.G.T. revendiquant licenciés, ont exposé la situation à la Régie Renault, Peugeot-Sochaux et chez Talbot à Poissy. Chez Talbot, dix-sept salariés ont été licenciés à la suite d'une grève entamée pour protester contre les heures supplémentaires imposées. M. Certano, ouvrier à Renault-Billancourt, accuse la direction d'avoir entamé depuis 1975 une véritable « chasse aux sorcières », qui s'est soldée par une cinquantaine de licenciements et des interventions de la police (deux fois en 1978). M. François Biot, de Peugeot-Sochaux, accuse la direction d'être responsable du suicide de Philippe Marchoux (le Monde du 14 février). « Rien que pour le mois d'octobre, la C.G.T. est appelée à comparaître deux fois au tribunal pour des faits qui ne plaident pas à ces messieurs de la direction Peugeot. La vérité chez Peugeot n'est pas bonne à dire », a-t-il déclaré.

Salon, mais aussi dans les localités et les entreprises. Un rassemblement aura lieu à 16 h. 30, sur la place de la République, à Paris.

Autres initiatives : celles qui visent à dénoncer les « offensives » patronales contre les libertés syndicales.

La quinzième d'action nationale annoncée par M. Séguin a commencé le 1^{er} octobre avec des manifestations autour des tribunaux, notamment à Rennes et à Angers, où se tiendront deux procès qui opposent la C.G.T. et la Régie Renault et le chantier naval Dubouche-Normandie, suite à des conflits qui ont eu lieu en 1975 et 1977.

Au cours de la conférence de presse, des délégués C.G.T. revendiquant licenciés, ont exposé la situation à la Régie Renault, Peugeot-Sochaux et chez Talbot à Poissy. Chez Talbot, dix-sept salariés ont été licenciés à la suite d'une grève entamée pour protester contre les heures supplémentaires imposées. M. Certano, ouvrier à Renault-Billancourt, accuse la direction d'avoir entamé depuis 1975 une véritable « chasse aux sorcières », qui s'est soldée par une cinquantaine de licenciements et des interventions de la police (deux fois en 1978). M. François Biot, de Peugeot-Sochaux, accuse la direction d'être responsable du suicide de Philippe Marchoux (le Monde du 14 février). « Rien que pour le mois d'octobre, la C.G.T. est appelée à comparaître deux fois au tribunal pour des faits qui ne plaident pas à ces messieurs de la direction Peugeot. La vérité chez Peugeot n'est pas bonne à dire », a-t-il déclaré.

« Porto-Rico, qui a le statut d'État associé aux États-Unis, a entamé une action en justice mardi 30 septembre afin d'empêcher le gouvernement fédéral d'envoyer dans l'île quatre mille cinq cents réfugiés cubains et haïtiens. Porto-Rico est trop pauvre et trop peuplée pour accueillir ces réfugiés, et « on peut s'attendre à des actes de violence et des émeutes », estiment les autorités de l'île. — (A.F.P.)

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

A Cannes

UN MÉDECIN EST ÉCROUÉ APRÈS LA MORT D'UNE PATIENTE DES SUITES D'UN AVORTEMENT

Le docteur Jacques Roussel, médecin généraliste exerçant à Cannes (Alpes-Maritimes), a été inculpé par M. Jean-Yves Monfort, juge d'instruction en tribunal de Grasse, d'homicide involontaire et écroué le mardi 30 septembre, pour avoir, à la suite de manœuvres abortives, provoqué la mort de l'une de ses patientes.

Mme Jeanne Chariot, âgée de trente ans, après avoir subi, le 15 novembre 1979, une interruption volontaire de grossesse, était inquiète de ne pas voir le retour de ses règles. Elle consulta alors à deux reprises son médecin généraliste, et malgré un test biologique de grossesse négatif déclaré, sur les conseils de son médecin, elle se fit avorter, le 3 janvier, en compagnie de sa sœur, le docteur Roussel.

Celui-ci, après un examen clinique concluant à l'existence d'une grossesse de cinq semaines et, avec l'accord de la patiente, décida de procéder à un sondage utérin. Quelques minutes plus tard, une hémorragie devait se déclarer et devant l'apparition, le lendemain, d'une température élevée, la malade fut admise à l'hôpital de Cannes où elle décéda le 19 janvier dans un état de réanimation des suites d'une septicémie généralisée.

L'affaire alors fut portée par le mari devant le parquet du tribunal de Grasse. C'est le témoignage de la sœur de Mme Chariot qui a permis l'arrestation du docteur Roussel. Celui-ci, cependant, conteste les faits qui lui sont reprochés.

EN BREF

« Verger-Deloire : la C.G.T. refuse la solution de restructuration. Le syndicat C.G.T. de Verger-Deloire, à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), qui est occupé par le personnel, a refusé, mardi 30 septembre, les propositions de restructuration présentées par l'entreprise Industrielle, et acceptées le matin par le personnel d'encadrement, considérant qu'elles ne présentaient pas de garanties suffisantes et ne prévoient pas de mesures pour les quatre cent cinquante salariés licenciés. Entreprise Industrielle, liée à la Société générale, proposerait la création d'une nouvelle société, « avec transfert potentiel des activités et maintien de l'emploi, de mille huit cents salariés restants ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

« La journée nationale d'action du 2 octobre contre le projet Peyrefitte « Sécurité et liberté » sera marquée par des rassemblements organisés par la C.G.T., la C.F.D.T., la FEN et les syndicats de la magistrature, des avocats de France et des journalistes, la Fédération autonome des syndicats de police, la S.N.A.P.C., etc. ».

M. Forlani est chargé de constituer le gouvernement italien

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République

Le général de Gaulle a été élu président de la République